CETTE SEMAINE

Onzième année – Trimestriel – 2003 – n°86 – Prix libre ou abonnement

JANVIER / FÉVRIER

ASSASSINAT D'UN GARDIEN DE LA PAIX PAR UN ANARCHISTE

Dans certains quartiers, aussitôt qu'un mauvais drôle a commis quelque méchante action et qu'il veut échapper à la police, il se transforme immédiatement en homme politique ; il s'écrie :
— Vive l'anarchie !

Ce n'est pas flatteur pour l'anarchie, mais cela produit généralement son effet.
Des gens sans aveu surgissent de toutes parts, et c'est à qui cognera le plus fort sur les gendarmes ou les agents.

Voyez plutôt ce qui vient de passer à Pantin : un certain Le Gagneux va chez un restaurateur, fait un repas copieux avec un camarade, puis refuse énergiquement de payer :
— C'est aux bourgeois de me nourrir s'écrie-t-il, je suis anarchiste.

Le restaurateur essaye de raisonner ce voleur qui entre dans une fureur violente et se met à tout casser.
C'est alors qu'on va chercher la garde.

Arrive un gardien de la paix nommé Belorgey, qui veut, comme c'est son devoir, arrêter Le Gagneux. Mais celui-ci hurle :
— A moi, citoyens ! Vive l'anarchie !

Et voilà — c'est une honte — que l'on vient au secours de ce misérable ; l'agent est bousculé, meurtri, renversé, piétiné.
Courageusement, il se relève pourtant, et conduit enfin son prisonnier au poste.

Le Gagneux s'empare alors d'un couteau qu'on vient de lui retirer et le plonge dans le ventre de Belorgey que l'on emporte mourant chez lui.

L'anarchiste vrai ou faux, le voleur, l'assassin certain passera en cour d'assises, et tout donne à croire que son dîner lui coûtera plus cher qu'à la carte.

Le *Petit Journal* n° 224
Dimanche 3 mars 1895





Sommet de Copenhague
13-14 décembre 2002
Rien... ou presque

Le sommet de l'Union européenne est terminé, le gouvernement danois est en extase devant son succès auto-proclamé, la police a été félicitée pour son travail bien fait par les politiciens, par la presse tabloïd et par même certaines ONG, ce qui inclue sans surprise le forum des ONG "*Stop la violence*" [1].

(...) Comme tou/te-s ceux/celles qui ont voyagé jusqu'à Copenhague ont pu s'en apercevoir, la ville était un endroit où il était très difficile de circuler, les gens étaient arrêtés et contrôlés en permanence et ce plusieurs fois. Des centaines et des centaines d'entre eux/elles ont subi une violation de leurs droits civils par la police [sic]. 94 personnes ont été arrêtées, toutes pour des délits mineurs ridicules, excepté quatre qui ont été accusées de violence et condamnées à rester en prison. L'Anarchist Black Cross de Copenhague travaille actuellement avec les personnes arrêtées et les compagnons emprisonnés. Jusqu'à présent, la presse a été occupée à glorifier les chefs de la police et à discuter pourquoi il n'y a pas eu de voitures en feu ou de défenseurs de la loi mutilés. Ils ont publié très peu d'informations sur le contre-sommet de l'Union européenne. Espérons que cela fermera la gueule de ceux qui clament que c'est la faute des activistes si la presse ne parle pas des manifestations pacifiques [il n'y a pas eu de casse à ce sommet]. La presse ne souhaite tout simplement pas les couvrir. Une histoire dont la presse fait part, et qui est intéressante, est une large critique contre les flics en civil qui ont tenté d'infiltrer le cortège des anarchistes et plusieurs autres encore, officiellement sans en avoir reçu l'ordre (ce qui est bien entendu un mensonge). Il y aurait maintenant une enquête officielle contre ces flics en civil parce qu'ils ont également violé l'interdiction d'être masqué. Nous ne pouvons nous empêcher de trouver un peu drôle que certains de ces bâtards qui nous ont attaqué puissent à présent perdre leur boulot à cause de cela ! Mais ce sont les chefs de la police à qui on devrait foutre des coups de pied parce qu'ils ont donné ces ordres, bien sûr ils l'ont fait.

Le forum des ONG "*Stop la violence*" glorifie aussi la police. Lundi 16 décembre, ses organisateurs ont offert à l'inspecteur-chef de la police Kai Vitrup un gros gâteau "*pour le bon travail en commun accompli*". La Fédération anarchiste trouve cela non seulement outrageusement grotesque, mais également un acte direct d'insulte pour ceux/celles qui ont participé aux manifestations et aux actions et qui ont été attaqué-e-s par la police, et spécialement pour les personnes qui ont été harcelées, arrêtées et emprisonnées au cours du sommet.

Lors de ce dernier, les flics ont rompu toutes les promesses qu'ils avait données à ces ONG assez naïves pour entamer des négociations avec eux, dès le premier lieu. Ils n'ont pas gardé de distance lors de la manifestation [ils entouraient tout du long les différents blocs], ils ont multiplié les arrestations préventives, ils ont utilisé des flics en civil comme des provocateurs (la meilleure preuve de cela est que la police a tenté d'arrêter un des leurs parce qu'il était trop voyant) [2] et ils ont harcelé sans cesse les gens dans les rues de Copenhague. Ce n'est pas surprenant pour notre part. Nous espérons que certaines de ces organisations ont maintenant appris qu'il n'est jamais possible de passer un accord avec eux ou de leur faire confiance [3]. Celles qui ne l'ont pas compris peuvent aller se faire foutre !

Actuellement, quatre des nôtres sont emprisonnés sous de faux prétextes. Deux suédois, un français et une anglaise. Ces quatre, accusés d' "agression sur un officier de police" ont été arrêtés pour justifier les attaques de la police contre les cortèges. Si vous souhaitez leur écrire des lettres de soutien, vous pouvez les joindre par l'ABC de Copenhague sur : http://www.anarchistblackcross.dk

Nous demandons la libération immédiate de tous les prisonniers politiques [sic] de l'état policier européen.

Quoi qu'il en soit, nous ne nous rendrons jamais, c'est pourquoi nous irons à Thessalonique (Grèce) les 20-21 juin 2003 et nous espérons que de nombreuses personnes qui ont manifesté avec nous à Copenhague le feront aussi.

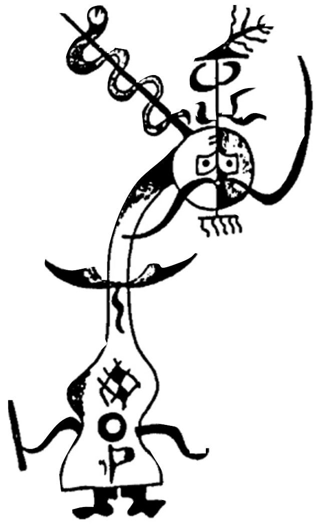
Amour et anarchie.

Fédération anarchiste du Danemark [4]

Notes de CS :

1. Ce cartel d'ordures a notamment eu pour pratique de travailler main dans la main avec les keufs, de se pointer sur les cortèges pour jouer les médiateurs et de ramasser toutes les canettes pour qu'elles ne deviennent pas d'éventuels projectiles.
2. Ce genre d'exemple est à prendre avec précaution depuis Gênes. Car s'il est certain que des flics en civil se trouvent parmi nous, leur objectif est principalement le renseignement, notamment pour désigner les futurs arrêtés. La casse, à 99.9 % (et encore) est toujours le fait des émeutiers et souligner le seul aspect de flics provocateurs ou insister là-dessus revient à conforter l'équation casse=flics. Bien entendu, un flic repéré devrait signifier un flic tabassé, ce que ces mêmes émeutiers n'hésitent pas à faire dès qu'ils le peuvent.
3. Et même s'ils respectaient leur parole, il y aurait bien d'autres raisons pour les traiter comme les ennemis qu'ils sont.
4. Créée à peine trois mois avant le sommet, nous avons passé un communiqué d'une FA, contrairement à nos habitudes. C'était le communiqué le moins pourri sur le thème. Une fois n'est cependant pas coutume...

[Traduit de l'anglais par CS. Publié le 23 décembre 2002 sur a-news]



Quelques mots sur un des arrêtés

Nous avons rapidement appris que le français arrêté était un compagnon. Il est accusé d'être resté masqué malgré l'interdiction, de s'être défendu au cours de l'arrestation, les flics lui ont rajouté le port d'un marteau. Il a littéralement été enlevé du bloc anarchiste dans lequel il se trouvait par les ordures en uniforme.

Lors de son jugement le 17 décembre, il a refusé d'adresser la parole à la juge, a déclaré "*je ne reconnais pas ce tribunal petit-bourgeois*" puis "*vive la révolution !*" en repartant. Il a été maintenu en détention.

Le 24 décembre, lors d'une demande de mise en liberté, nous avons pu assister à l'audience devant une juge, une greffière, une procureure et deux matonnes pour l'amener. Nous avons aussi pu obtenir un parloir à l'arraché. Suite à cette audience, seule une anglaise (qui a choisi un avocat différent de celui commun à tous les autres pour voir ses chances de libération être augmentées, et qui plus est lié à l'église...) et lui restent incarcérés. Comme par hasard, ce sont les deux seuls étrangers hors scandinavie — les derniers suédois sont sortis à cette date.

Au cours de l'audience du 7 janvier 2003, il a prononcé quelques mots contre le capitalisme. L'anglaise a été condamnée à un mois ferme (peine effectuée en préventive) et à cinq ans d'interdiction du territoire. La date du procès a été fixée au 24 janvier. Toute notre affection et notre solidarité. Pour un suivi, consulter le site de l'ABC de Copenhague.

Elimination d'OGM en Tarn-et Garonne : coup double

"*Nous mangerons la fièvre avec nos légumes acqueux... Pourquoi un monde moderne si de pareils poisons s'inventent !*"

Arthur Rimbaud. Une saison en enfer

Alors que la grande majorité de la population refuse les OGM la recherche publique et privée continue ses manipulations, transforme le monde en un laboratoire et ses habitants en cobayes d'un nouveau désastre à venir.

Après le nucléaire, le sang contaminé, les vaches rendues folles, l'amiante, AZF, nous n'entendons pas attendre d'être les victimes passives de la prochaine catastrophe. Nous dénions à tous les pouvoirs économiques et politiques le droit de continuer à empoisonner nos vies et la planète et incitons à reprendre en main nos libertés et nos choix, en les empêchant de continuer à nuire partout où nous le pouvons.

Nous ne laisserons pas le capitalisme, les bricoleurs irresponsables de la technoscience et les politiciens nous imposer impunément leur recherche du profit à tout prix et leur mainmise sur les éléments de base de la vie, transformés en nouvelles marchandises.

Nous avons donc procédé à quelques nettoyages à proximité de deux laboratoires, d'abord chez CAUSSADE SEMENCES à CAYRAC, le 9 juin 2002, dans des essais d'hybrides colza-ravenelle génétiquement modifiés pour résister au désherbant à base de glufosinate, puis chez PIONEER à MONTECH, le 16 juillet 2002, sur des essais en plein champ d'hybrides et de lignées de tournesol génétiquement modifiés.

Signalons à ceux qui (s) illusionnent sur le "contrôle citoyen" de leur empoisonnement qu'aucun de ces essais n'avait été affiché en mairie.

Ajoutons au pouvoir du refus, le refus des pouvoirs qui nous aliènent.

On **G**énéralise la **M**utinerie

Les Obscurs anti-scientistes, le retour

[Texte reçu seulement mi-décembre 2002 au journal. Le précédent communiqué des *Obscurs anti-scientistes,* qui étaient déjà intervenus à Cayrac le 24 août 2001, a été publié dans CS #83, p.34]

Nettoyage de la parcelle OGM Monsanto à Lafrançaise (82)

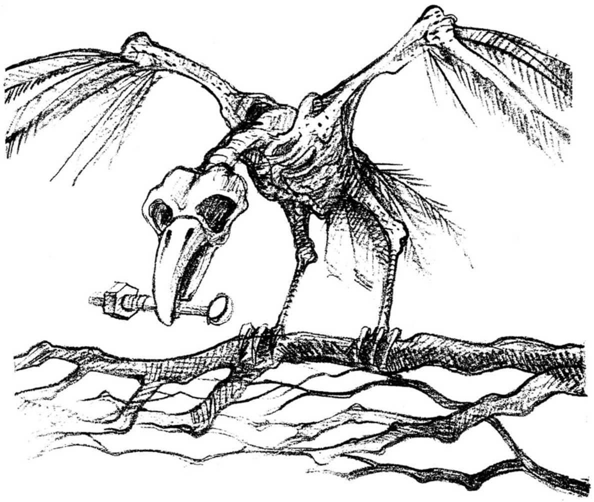
Le site d'expérimentation en plein champ portant sur du maïs génétiquement manipulé pour résister à l'herbicide à base de glyphosate et croisé avec un autre maïs OGM secrétant de l'insecticide contre la pyrale a été nettoyé dans la nuit du 22 au 23 août 2002.

Malgré l'opposition de la population locale, les promoteurs des OGM veulent nous imposer leurs nuisances générées par un modèle d'agriculture industrielle suicidaire.

Nous refusons le contrôle génétique de la vie, qui conçu en laboratoire et mis en place par l'économie et les politiques, s'étend aux animaux et aux humains avec son lot de désastres à venir.

Les pyrales enragées

[Texte reçu en décembre 2002]



René Riesel a été condamné à huit mois de prison avec sursis à Agen pour sabotage dans une usine Novartis, au civil à Toulouse pour sabotage dans une station Monsanto et à six mois ferme à Montpellier (annulant le précédent sursis de huit mois) pour destruction de riz transgénique le 5 juin 1999 dans un centre de recherche d'Etat, le CIRAD. Le 19 novembre 2002, la Cour de Cassation, validant des jugements précédents, l'a définitivement condamné — sous réserve de sa demande de non révocation du sursis de Nérac — à 14 mois de prison ferme, 7 622 euros d'amende et 12 103 euros de dommages et intérêts et de frais. Le bouffon Bové a pris les mêmes peines et la Confédération Paysanne demande désormais une grâce au Président de la République.

Depuis mardi, la Confédération paysanne lance une campagne pour demander la grâce de José Bové et la vôtre. Etes-vous d'accord ?

René Riesel : Je suis formellement opposé à ce qu'on demande ma grâce à ma place. Et dans mon cas, cette demande ne sera jamais faite. Je trouve parfaitement répugnant de demander une grâce, car il est hors de question que je me renie. J'assume les risques que j'ai pris, au nom du combat critique que je mène.

(...)

Vous vous étiez pourtant jusqu'ici associé au combat mené contre les OGM ?

RR : J'ai participé à l'organisation de la caravane intercontinentale qui a agi au Cirad : c'est moi qui avait amené les Indiens pendant que José Bové amenait les journalistes. La confédération y était minoritaire, et il y avait de nombreux inorganisés. Le crétinisme médiatique de ces gens-là nous a amené en appel, où je suis allé seul et où on a pris du ferme. On avait porté un coup significatif en attaquant le Cirad, un laboratoire d'Etat, et non une institution privée. Après la réprobation unanime de l'Etat et des chercheurs, l'affaire McDo est arrivée opportunément pour noyer le poisson. Mais moi, je n'ai pas fait élire Chirac, eux oui. Je n'ai rien à leur demander.

extrait du *Midi Libre* du vendredi 22 novembre 2002

[Le passage omis contient les embrouilles juridiques de Riesel avec la Conf' par huissier, tout comme il use de son avocat pour demander des rectificatifs aux journaux, montrant par là ses propres limites]

Note à l'attention de M° Henri Leclerc, Ligue des droits de l'homme

Il est somme toute bien normal que ce qui subsiste des valeurs léguées par l'histoire à la gauche porte la Ligue des droits de l'homme à défendre un M. Bové, qui fait manifestement partie de la famille. Il suffit de me lire pour savoir qu'une telle opération s'avérerait plus hasardeuse à mon égard. Il devrait en effet être évident que je ne suis pour ma part pas disposé à tenter d'échapper à l'incarcération à n'importe quel prix.

Il doit l'être aussi que je ne veux nullement gêner la repentance par procuration de M. Bové. A la seule condition, sans mentionner tout ce qui m'oppose par ailleurs aux tenants du progressisme, de ne pas me voir subrepticement inclus dans la défense d'on ne sait quelles libertés syndicales ou quelque tentative de replâtrer les gauches heureusement décaties.

René Riesel,
25 novembre 2002

EXPÉRIENCES EST-ALLEMANDES

DANS LES ANNÉES 80

Les textes ci-dessous sont traduits d'un recueil allemand ayant pour cadre la ville de Leipzig. Ces récits se déroulent tous avant la chute du Mur de Berlin en 1989, dans un pays habituellement présenté comme une dictature, où la seule opposition aurait été composée d'intellectuels/artistes ou assurée par l'Eglise (protestante). Cette version de l'histoire voudrait nous faire croire qu'il n'y avait pas de continuité entre l'Est et l'Ouest (notamment les deux Allemagne) mais opposition entre "démocratie" et "dictature". Or la différence entre capitalisme de marché et capitalisme d'Etat est bien moindre qu'entre les révoltés des deux blocs et l'Etat qui les écrasait. Ensuite, il est toujours intéressant pour les dominants de présenter une opposition officielle afin de constituer les cadres du futur et asseoir la légitimité du nouveau régime.

La plupart des récits de "Haare auf Kravall" nous montrent au contraire que les "dissidentEs" ne se battaient pas touTEs pour les libertés formelles de l'Ouest ou le paradis de la consommation, mais bien pour une liberté qu'aucun Etat ne saurait satisfaire, et des désirs qu'aucune économie ne viendra combler. Enfin, même dans un cadre qui pouvait sembler absolu, ils nous montrent que l'oppression tient bien moins sur la force militaire que sur la soumission de tous et toutes. Ces jeunes qui squattaient, volaient, vivaient en petites communautés punks, se battaient avec les flics lors de fêtes ou après des matchs de foot, affichaient des messages subversifs dans les rues, n'étaient "asociaux" que parce que le reste était bien trop social, en phase avec une société de contrôle et de délation.

LIBERTÉ POUR JANA, MITA ET A-MICHA !

LE GROUPE *NAMENLOS* [Sans nom] de Berlin était à l'époque composé d'une femme à la batterie et d'une chanteuse. C'était quelque chose d'extraordinaire et ces femmes qui jouaient dans un groupe punk m'ont fortement impressionnée. Les autres filles punks n'étaient souvent que la copine de untel et il était difficile pour beaucoup de femmes de se faire une place dans ce milieu. Il fallait avoir une grande gueule, ce que j'avais.

Mita, la batteuse, avait l'air d'un petit garçon, elle ressemblait au personnage de Struwelpeter avec ses cheveux en désordre et son pantalon de cuir . Elle était aussi un peu comme une " sale punk ".

L'un des titres du groupe était " *les nazis sont de retour à Berlin Est* ". Ils l'avaient écrit en réaction à tous ces citoyens qui n'arrêtaient pas de parler de gazer les punks et de répéter qu'une telle chose n'aurait jamais existé sous Adolf.

Lorsque nous sommes alléEs à Berlin [en 1983], nous avons appris que Jana, Mita et A. Micha avaient atterri en taule à cause de cette chanson.

Nous étions vraiment énervéEs qu'il /elles soient tombées pour ce texte car on nous traitait vraiment comme il/elles le disaient et ces espèces de types avec leurs slogans fascistoïdes n'étaient pour nous rien d'autre que des nazis.

De retour à Leipzig, nous nous sommes dit qu'il nous fallait vraiment faire quelque chose !

Les bombages faisaient en quelque sorte partie de notre quotidien de punk et nous avions envie d'en faire depuis des lustres, mais cela ne marchait jamais. Il ne s'agissait pas seulement de " *dégradation du bien public et de vagabondage* ", c'était aussi, selon le contenu de ce l'on pouvait écrire, un acte politique. Mais soit nous n'avions pas de bombe de peinture, d'ailleurs on n'en trouvait pratiquement pas dans le commerce, soit on n'arrivait pas à se retrouver avec les personnes avec qui on en avait discuté. Enfin, nous ne savions pas non plus exactement ce que nous voulions bomber. En principe, on avait pourtant toujours quelque chose à dire et on trouvait à redire à tout. Une fois, j'étais chez Fleischer, qui faisait une fête à Grünau, cette nouvelle zone d'habitation. Nous avons bu et nous avons discuté de finir quand même par faire quelque chose pour celui et celles de Berlin. " *Allons faire des bombages !* " avons nous dit et les autres ont répondu : " *arrêtez vos conneries !* " car nous étions plutôt bourréEs. Mais je suis partie avec Ratte, Krüzner et Fleischer. Fleischer était quelqu'un de simple, de très drôle et de dynamique et il était prêt pour tout ce qui avait trait à l'action, mais ses motivations n'étaient pas particulièrement d'ordre politique. En tant que punk, il était simplement toujours en première ligne. Je connaissais bien Ratte et Krüzner est venu avec nous parce que c'est lui qui s'était procuré les bombes de peinture.



Nous avons cherché un mur blanc et tagué " *Libérez Jana, Mita et Micha !* ".

Le fait de bomber m'a fait un effet bœuf. Le cliquetis des bombes m'enivrait littéralement. Cela avait quelque chose d'étrangement aventureux et de dangereux. A l'époque, nous voulions vraiment être radicaux et conséquentEs en toute chose. Nous pensions que toute personne complice du système était coupable.

Nous avons continué notre chemin et nous ne voulions plus nous arrêter. Nous avons bombé chaque mur, même celui de ces idiotes maisons peintes. Partout nous bombions des signes anarchistes, le nom du groupe " *Wutanfall* ", " *Etat policier* " et des paroles des chansons politiques du groupe " *Slime* ". Nous avons continué à monter et y avons toujours pris plus de plaisir. Nous avons même commencé à bomber des voitures. Dessus, nous avons tagué " *la propriété c'est le vol* " et " *la voiture, c'est de la merde, un symbole social et la chose la plus sacrée pour le petit bourgeois* ". Ensuite, Ratte a arrêté de faire les voitures. Krützner, lui, est seulement venu avec nous mais il n'a rien fait.

Nous étions totalement insouciantEs et nous avons déliré de plus en plus. Nous étions soulEs et nous nous sommes mis plein de bombe sur les bras et nous avons continué à déambuler sans but particulier. J'aurais préféré renverser les bagnoles et leur foutre le feu. Je voulais que Grünau brûle tout entier.

C'est à l'âge de quatorze ans que j'ai compris qu'il y avait d'autres manières de vivre. Au marché aux puces j'ai rencontré des jeunes aux cheveux longs que je n'avais encore jamais vus et les flics ont fait dégager l'un d'entre eux en le tabassant à coups de matraques. Il m'a fait énormément de peine et j'ai tout de suite été du côté des cheveux longs. Par hasard, j'ai ensuite fait la connaissance de l'un d'entre eux dont je suis tombée immédiatement amoureuse et c'est

ainsi que je suis arrivée à la discothèque de Günthersdorf. C'est là que se retrouvaient les cheveux longs et que j'ai connu les types les plus politiques qui soient, et qui, dès notre première rencontre, ont commencé à parler d'amour libre, d'anarchie et autres choses. Au début, ça m'a mise complètement KO. Tout cela me semblait à la fois dangereux et super beau. Ils m'ont emmenée avec eux dans des fêtes et m'ont fait entrer dans des cercles où l'on discutait d'anarchie et où l'on disait à quel point tout ici était injuste et absurde et comment on pouvait y résister. Tout est allé très vite, en moins de deux, car dans ces milieux il te fallait simplement être politique, sinon tu te plantais. Au début, je voulais plaire, naturellement, tout simplement me faire une place. C'est tout d'abord pour en imposer à ces hommes intéressants que je me suis occupée de ces affaires politiques. Ensuite, j'ai bien sûr fini par trouver ma propre dynamique. Et ces gens m'ont aussi permis de connaître les punks.

" *Ah, c'est toi !* " m'a dit Menzel, le lendemain, en venant m'arrêter au travail. " *Si j'avais su, j'aurais pris mes menottes* ". La police criminelle avait appelé sur mon lieu de travail et demandé une certaine Cornélia. Bien sûr, j'ai immédiatement passé plein de coups de fil pour me trouver un alibi mais ni ma mère, ni mes amies n'ont voulu m'en donner un. Une collègue de travail m'a donné des cigarettes et un peu d'argent, ensuite nous sommes partis dans la trabbi de Menzel. Comme d'habitude, il y avait un casque de chantier dans le compartiment à chapeaux, tenue de camouflage oblige !

Dans la Beethovenstrasse, on m'a fait décliner mon identité et on a commencé à m'interroger.

A ce moment là, je trouvais tout ça plutôt intéressant. J'étais aussi assez insolente car je pensais : “ *tu n'as que 17 ans, ils vont peut-être te garder un ou deux jours mais tu n'iras certainement pas en prison, pas pour ça, au pire ils te mettront en maison de correction*”.

Lors de l'interrogatoire, ils ont dit que les autres avaient déjà tout avoué et qu'il était absurde de me taire. J'ai pensé : " *tu connais le truc* ". Tout ça était tellement absurde, comme dans un film. Il y avait le gentil flic et le méchant et ils essayaient de te faire tomber. Mes doigts étaient pleins de peinture et je n'avais pas d'alibi ; en fait tout était clair. Il s'agissait pour eux de savoir qui avait bombé quoi et pourquoi. Entre temps, ils ont perquisitionné ma chambre chez mes parents. Ils ont tout pris : les affiches, les photos, les textes de Biermann sur une pochette de disque, des t-shirts dessinés, tous mes journaux intimes, tous mes poèmes et un porte-monnaie avec des inscriptions, tout ! Ensuite, à des fins dissuasives, ils ont exposé tout cela lors de la fête de la presse suivante, dans le pavillon de la Stasi [*Staatssicherheitpolizei*, police politique] du parc des expositions. Ca a été extrêmement pénible pour moi, car ça n'avait absolument rien à voir avec ma période punk. A part cela, ils avaient exposé un sac US qu'un punk avait décoré au stylo bille. A un autre, ils avaient pris un tee-shirt de l'ouest portant l'inscription " *Du pain pour le monde !* ". Malheureusement, les punks n'ont pas eu l'autorisation d'entrer dans le parc des expositions et nous n'avons pas pu voir cela de nos propres yeux. Menzel voulait naturellement savoir si j'avais couché avec tous les hommes mentionnés dans mon journal intime. C'était un type écœurant et mielleux . Il nous balançait directement dans la gueule : " *je vous foutrais tous en taule !* ". Il a fini par avoir raison. Il est revenu vers 10 heures en agitant le mandat d'arrêt : " *bon, allez, c'est parti ! En avant pour la taule !* " Avant le départ pour la Kästnerstrasse pour la détention préventive, il m'a conseillé de regarder une dernière fois le ciel, car je ne le reverrai pas de si tôt. Je n'arrivais toujours pas à y croire. Ce n'est que lorsque je me suis retrouvée devant la juge de la préventive que j'ai compris qu'à présent c'était sérieux. Cette conne m'a dit qu'elle avait examiné mon dossier et constaté que la détention préventive était nécessaire. On m'a signifié que j'étais accusée de menées contre l'Etat, dégradation, vagabondage, diffamation publique, ainsi de suite … Dès le départ, ils en ont fait une affaire politique.

Quatre jours avant le procès, le procureur en charge de l'affaire est tombé malade. Ca a été une grande chance pour nous. Nous avons eu droit à un procureur très jeune, relativement correct ou, tout au moins, pas trop terrible.

En préventive, j'étais avec une femme très sensible et intelligente. Ca m'a beaucoup aidée. Elle était en taule pour tentative de fuir la RDA et a ensuite été libérée. Par hasard, celui qui était accusé d'être son complice se trouvait dans la même cellule que Ratte.

A elle, j'ai tout raconté. Je ne pouvais rien faire d'autre dans cette situation. Je n'aurais pas réussi à fermer ma gueule pendant tout ce temps là, pas à cet âge.

Au début, j'étais complètement intimidée. J'avais peur et je ne savais pas comment me comporter. Quel ennui ! Il n'y avait ni radio, ni télé et un seul journal. Il n'y avait rien à faire. Il était interdit de rester allongée et il n'y avait qu'une heure de promenade. Les interrogatoires constituaient notre unique distraction. C'étaient des interrogatoires de la Stasi : " *voulez vous travailler avec nous ?* " " *Non !* " et je m'en prenais directement une dans la gueule de la part de vrais prolos, de monsieurs muscles aux bras tatoués. C'étaient trois jeunes hommes qui ressemblaient à d'anciens taulards. Ils me montraient des photos sur lesquelles je devais reconnaître des gens. Ils étaient abrutis au point de ne pas se rendre compte que je ne me reconnaissais pas moi-même sur les photos… Ensuite en arrivait un autre qui voulait que j'accepte que mes poèmes soient détruits. Comme j'ai refusé, ils les ont quand même détruits, mais sans mon accord.



Toutes les deux semaines, on me prêtait deux livres que je ne choisissais pas, de vraies merdes qui parlaient d'Erika et Hans et Hans s'en va à l'armée et comment leur amour reste intact…, voilà les merdes qu'ils racontaient. Pourtant, j'en ai aussi reçu quelques uns qui étaient vraiment bons, Anna Seghers par exemple. Je ne l'aurai jamais lue dehors. J'ai même lu " *Das neues Deutschland* " [journal quotidien d'Etat de RDA], en entier ! Comme j'étais jeune, une fois on m'a même donné des fruits, quelle récompense ! J'ai crue mourir de joie. On m'a toujours confisqué l'argent que m'envoyaient mes parents, sauf une fois 15 marks. Avec ça j'ai cantiné des cigarettes, de la moutarde et de la limonade. Une autre fois, mes parents m'ont apporté du " nudossi ", ce nutella de l'est qu'on ne trouvait jamais nulle part. Là, on a fait la fête dans la cellule. C'en était une de fête ! Il ne se passait jamais rien, c'est pour ça que l'on se concentrait ainsi sur la bouffe. Sur la bouffe et sur son corps. Mais ensuite, j'ai appris très vite ce qui se passe en taule et ce qu'il est possible de faire. Tous les soirs, j'ai crié aussi loin que possible " *Bonne nuit !* " à Ratte et à Fleischer, de toutes mes forces, par dessus toute la cour, jusqu'au bâtiment des hommes. Fleischer et Ratte ont toujours répondu à mes appels. Finalement, on m'a attribuée deux nouvelles codétenues qui se trouvaient là pour "comportement asocial". A partir de ce moment là, c'est parti à fond. Pendant deux semaines, nous avons animé toute la taule, gueulé à travers les couloirs, imité la télé. Nous avons fait tout ce qui était interdit et ramené nos grandes gueules. J'ai énormément ri en préventive. Quoi de plus logique que d'avoir eu les idées les plus folles dans cette situation exceptionnelle…? Ca a duré jusqu'à ce qu'ils nous séparent.

Ils m'ont mise ensuite avec les " asociales " les plus terribles parce qu'ils pensaient que la pire peine qu'ils pouvaient m'infliger étaient de me placer avec des gens " au niveau zéro ". Comme j'avais 17 ans, on ne pouvait pas me mettre à l'isolement et on m'avait déjà collé toutes les autres punitions. Là, il m'a fallu écouter à longueur de journée des histoires de prostituées, de pipes et de sodomie.

Ca a marché. Pendant une semaine je ne me suis pas faite choppée à crier, ni en faisant passer des trucs par balancier… et j'ai demandé à ce qu'on me remette avec des gens " normaux ".

Le procès a commencé quatre mois après. Il a entièrement tourné autour du fait “d'être punk”. L'avocate, que m'avaient procurée mes amies les Leutzscher, a tout de suite dit que je n'avais pas beaucoup de chance de m'en sortir. Je n'ai établi aucun rapport de confiance avec elle parce que je ne savais pas comment se déroulait un procès. Je me suis dit qu'elle était elle aussi une sorte de Stasi.

Au cours du procès, j'ai dû aller d'urgence aux toilettes. Lorsque je me suis assise sur la cuvette, je n'ai pas pu faire car les policiers se tenaient face à moi. C'était vraiment infernal. Je n'arrivais plus à me concentrer sur rien et j'ai pensé : ça m'est complètement égal ce que je vais prendre, l'essentiel c'est que je puisse aller aux toilettes ! Deux semaines plus tard lorsqu'il a fallu y retourner pour le verdict, j'ai été étonnée qu'on me sorte de cellule au pas de

course, qu'on me fasse entrer puis sortir du panier à salade les menottes aux poignets, bâillonnée et toujours en courant. Nous sommes passés de la Bernhard-Göring-strasse au tribunal. Là, j'ai pu apercevoir tous mes amis qui étaient postés à l'entrée. Lorsqu'ils nous ont vu, ils ont symboliquement levé le poing en l'air, ce qui m'a beaucoup réjouie. Ils ne pouvaient pas crier, on les aurait immédiatement fait sortir pour ça. Il était déjà assez dangereux de se trouver réunis à cet endroit juste pour nous.

Bien entendu, ils avaient choisi la plus petite salle. Mes meilleurs amis étaient à l'extérieur. Rotz a fait un scandale en demandant pourquoi on lui interdisait d'entrer au tribunal en bleu de travail alors qu'il était un travailleur dans le pays des travailleurs et paysans. Mon père avait mis exprès un jeans déchiré avec une vieille veste et, quand il est entré, il a également levé le poing vers moi. Cela a beaucoup compté pour moi.

Ils ont prononcé le jugement si vite que je n'ai pas vraiment compris ce qu'ils disaient. Fleischer a pris 10 mois, Ratte 7, Krützner 8 et moi 9. Immédiatement, on nous a tiré à l'extérieur de la salle. Mon père a encore crié quelque chose, mais nous étions déjà en train de parcourir les couloirs du tribunal, menottes aux poignets, jusqu'à la cour. J'ai crié en direction de Fleischer : "*mais qu'est-ce qu'ils font ?*". C'était comme si on allait nous pendre sur l'instant. En réalité, on nous a juste fait passer très rapidement par la porte de derrière parce que nos amiEs nous attendaient à la sortie.

A ce moment, ils ont eu peur de nous et ça a été un sentiment très agréable.

J'ai fait le trajet jusqu'au centre de détention pour exécuter la peine, en compagnie des deux femmes avec qui je m'étais si bien entendue. Cela signifiait : encore trois jours à la Kästnerstrasse. Nous nous en réjouissions d'avance. Mais celle-ci s'est révélée beaucoup plus dure que nous le pensions.

De mon expérience à la Beethovenstrasse, j'avais gardé l'idée qu'on pouvait se permettre pas mal de choses, mais là, j'ai pu constater le pouvoir qu'ont les flics. Je me disais, ici ils peuvent ainsi t'assassiner sans que personne ne le remarque. Ici, il y avait des matonnes d'un tout autre genre, des femmes assez vieilles, de vraies portes de prison avec leurs cheveux bien tirés, et avec des surnoms tels que "nazie" ou "surveillante de camp de concentration". Lorsque j'ai crié quelque chose, une fois, des matonnes sont venues, m'ont tirée par les cheveux et m'ont fait ainsi tomber du lit d'en haut. Je me suis écrasée contre le sol en pierres. La douleur était atroce. Pour me punir, on m'a ordonné de cirer le couloir. J'ai refusé en arguant qu'il l'était déjà, alors elles m'ont menottée à un lit dans une cellule sans fenêtre. Deux heures après, elles m'ont redemandé la même chose puis, devant un nouveau refus, m'ont enfermée dans la salle des douches et attachée à un tuyau. Il y avait des traces de merde partout et j'ai presque vomi sur moi. Comme je gueulais, elles ont inondé la pièce et m'ont laissée avec de l'eau jusqu'aux chevilles. Mes mains et mes pieds ont fini par devenir bleus, et je me demandais ce qui allait se passer. Lorsqu'elles sont finalement revenues me



chercher, on m'a fait enfiler de grosses chaussettes et une veste pour que tout cela ne se voit pas : j'étais transférée.

En préventive, l'ambiance était à la camaraderie. Les détenues s'entraidaient, nous partagions tout et nous nous sommes données du courage. Elles m'ont dit que ça se passerait bien pour moi, que j'irai au quartier des mineurs et que dans tous les cas, j'arriverai bien à m'imposer : "*toi, avec ta grande gueule, tu t'en sortiras partout. Tu n'as pas à avoir peur*".

On nous a transféré à bord de l'express "Otto-Grotewohl" dans un wagon de prisonnières qui contenait très peu de places, presque un wagon à bestiaux. On nous a fait traverser la gare menottes aux poignets comme de grandes délinquantes. Nous avons alors pris congé les unes des autres car nous allions chacune dans une taule différente. A part moi, personne ne savait où elle allait. J'étais transférée à Hohenleuben, la seule prison pour femmes mineures.

Je m'en suis sincèrement réjouie. Des jeunes ! Seulement des jeunes filles dans le groupe ! Avec elles, je vais pouvoir bavarder tranquillement !

Hohenleuben était un grand bâtiment neuf doté de grandes pièces claires avec fenêtres, très différente en cela des autres taules. De la cellule d'arrivée, on nous tenait encore une semaine à l'écart du groupe, j'ai entendu courir dans le couloir, des chuchotements, et des filles qui criaient des choses sympathiques. J'avais l'impression d'être en camp de vacances.

On m'a donné des fringues horribles, une jupe raide, de grosses chaussettes et un foulard à carreau (pour se le mettre sur la tête). On se ressemblait toutes. Lorsque je suis arrivée dans la cour, elles ont toutes accouru vers moi, me demandant d'où je venais et pourquoi j'étais là. Je leur ai raconté ce que j'avais bombé mais elles ne m'ont pas cru. "On ne prend pas si peu pour une chose pareille" m'ont-elles répondu. "Tu débloques, tu mens, tu n'es même pas punk" ; elles ont commencé à me chercher, me donnant des coups de pied dans les tibias et me bousculant. Je ne comprenais plus rien.

A partir de ce moment là, je n'ai plus voulu sortir dans la cour ni me rendre aux repas car j'avais terriblement peur. Les filles me jetaient de la bouffe, me saluaient par un "Heil Hitler", me menaçaient à travers la porte de la cellule et je ne savais absolument pas ce qu'elles me voulaient. Les mineures étaient très différentes des autres détenues. Il n'y avait ni de mères ni de personnes plus âgées parmi elles qui auraient pu se trouver là pour des délits économiques. Ici, les filles venaient toutes de foyers ou de maisons de correction et avaient un terrible besoin d'être au centre du monde. Il régnait une atmosphère follement explosive. Lorsque je suis arrivée dans mon groupe, j'avais horriblement peur. Elles voulaient que je me comporte bien afin que le groupe ne se fasse pas tancer ou punir. Je me demandais si elles n'étaient pas cinglées et où j'avais bien pu tomber.

Parmi les femmes, il y avait la soi-disante "élite". C'est elles qui déterminaient qui se prenait une baffe dans la tronche, c'est à elles qu'on devait céder un pourcentage de ses paquets, c'est encore elles qui contrôlaient ce qui se passait entre les filles. Il faut dire que les matonnes ne s'intéressaient pas aux accrochages entre détenues. D'ailleurs, personne n'aurait jamais appelé une matonne. C'était tabou, particulièrement lorsque cela concernait le groupe "d'élite", huit filles, de vraies cogneuses qui s'étaient autoproclamées membres de ce groupe. Dès le début, elles sont venues de voir et l'une d'elle m'a dit : "*Bien, maintenant tu me baises les pieds*". Sur le moment, j'ai pensé : "*si tu le fais une fois, alors tu devras le faire tout le temps. Ne le fais pas, quoi qu'il advienne*". Je savais qu'après une telle chose, je n'aurais plus jamais pu me regarder en face. Malgré tout, j'aurais préféré le faire, le courage n'est pas venu de moi, mais de la raison.

Je leur ai répondu que je ne comprenais pas ce qu'elle voulait et qu'elle devait me le montrer. Lorsqu'elle se mit à genoux et me montra ce qu'elle voulait, je lui demandais si elle n'avait pas l'impression d'avoir l'air con.

Elle s'est relevé, m'a regardée et m'a dit : "tu es OK".

Mais cela ne voulait rien dire. Ce n'est pas pour cela que j'avais une meilleure position, ça n'avait simplement été qu'un heureux hasard. Il fallait lutter jour après jour pour se faire sa place.

Jusqu'à Noël, je n'ai pas prononcé un seul mot à l'intérieur du groupe. Les filles se faisaient des cadeaux et bien sûr, je n'ai rien reçu. Puis, à l'heure du repas, est arrivé un groupe de prisonnières majeures qui se trouvaient aussi à Hohenleuben. Parmi elles se trouvait Maria qui m'apportait un très gros sac plein de cadeaux. Quelques prisonnières avaient fait une collecte pour que j'ai aussi quelque chose à Noël, elles avaient remarqué que j'étais toujours seule. J'ai remercié Maria de tout mon cœur. Je la connaissais très bien du milieu de Leipzig, c'était une hippie. Elle était très respectée parmi les 400 détenues adultes d'Hohenleuben, c'était une des "grandes gueules". Le fait de m'offrir un cadeau m'a procuré un grand respect chez les filles, et Maria signifiait aussi clairement au groupe d'élite : "foutez lui la paix !".

En taule, il a fallu que je commence un apprentissage de couturière. Il y avait des cours et des discussions sur des thèmes politiques. Là, on nous expliquait à quel point nous avions enfreint la loi, on discutait de sport qu'on ne pratique que pour l'Etat, on mettait l'amour

lesbien plus bas que terre et nous parlions des élections. Je dis que j'avais 17 ans et que je n'avais jamais eu le droit de vote. Je n'avais jamais pu voter pour dire si je voulais d'un Etat ou pas mais que j'avais quand même été condamnée par ses lois. "J'aimerai bien vivre dans un autre pays avec d'autres lois", ai-je conclu pour provoquer, puis je me suis directement fait virer de la salle.

Lorsque j'ai été transbahutée dans une cellule où toutes avaient été à l'école [c'est-à-dire vécues ailleurs qu'enfermées] et où aucune ne faisait partie de l' "élite", j'ai pensé pouvoir faire bouger les choses. Quand quelque chose est de la merde, bien sûr que tu veux faire changer les choses. Ca a commencé par des bagarres pour ne pas faire mon lit, cirer les chaussures, ne pas faire chier les nouvelles arrivantes. Nous avons essayé de saper le pouvoir du groupe d'élite et ce fut comme dans un roman policier. Il fallait être prudentes car celui-ci ne devait rien en savoir. Nous ne pouvions nous permettre une confrontation ouverte, sinon ça foirerait et aucune fille n'aurait accepté d'y participer. Là, j'ai fait preuve d'une diplomatie hors pair, genre nous sommes toutes dans le même bateau. Ensuite, je me suis aussi rapprochée de la meneuse du groupe d'élite, j'ai fait appel à son sens de la justice. Je lui étais sympathique parce que je me montrais sincère. Mais il ne fallait pas exagérer, on pouvait perdre sa position à la moindre occasion. C'était très fréquent.

Cela a fini par porter ses fruits. Ca n'était pas aussi dur qu'au début, lorsque je suis arrivée. Bien sûr, les baffes partaient de temps à autre. Mais lorsqu'on réglait une affaire concernant une fille, celle-ci participait à la discussion, ce qui était avantageux quant au résultat de la décision.

Un autre point : nous devions nous-même noter notre comportement en taule. Je me mettais toujours la même sale note car ça m'était égal. Je m'en foutais d'avoir le droit de regarder la télévision ou pas. Ils ne pouvaient pas non plus nous mettre éternellement à l'isolement. Finalement, les matonnes ont essayé de mettre la pression par le biais du groupe. "*Si l'une d'entre vous a une sale note, aucune ne pourra regarder la télé !*". Mais à force, il est arrivé un moment où personne dans notre groupe n'en a plus rien eu à foutre, et le chantage des éducatrices est tombé à l'eau.

Il y avait aussi les punitions collectives. Lorsque par hasard j'ai été l'aînée du groupe, on m'a demandé de faire descendre l'escalier correctement à mon groupe. Nous l'avons donc redescendu, mais elles ont voulu nous le faire refaire cinq fois. J'ai regardé les filles, et nous l'avons refusé avec détermination. "C'est pour nous chercher", ai-je dit. On nous a immédiatement interdit de réfectoire et enfermées dans la salle de garde pour mutinerie. On nous a punies à rester "cellules fermées". En temps normal, les cellules étaient ouvertes et on pouvait naviguer dans les couloirs — c'est cette possibilité qui était supprimée. Nous avons alors décidé de retourner cette situation en la rendant tellement agréable qu'elle ferait pâlir d'envie celles qui resteraient à l'extérieur et de leur donner envie de nous rejoindre. Nous allions faire gerber les matonnes !

Nous avons alors développé des trésors d'imagination, joué, fait du sport, crié (de joie). On a réussi à s'occuper quatre jours durant puis la dynamique de groupe est retombée, certaines ont préféré ressortir et regarder Winnetou à la télévision.

La taule a également été pour moi une expérience positive. J'ai appris ce que l'on peut supporter, à quel point on peut aller loin dans ses refus, quel courage on peut avoir et ses limites. J'ai vu combien les gens sont injustes, combien ils peuvent être faux et intriguants. Tout cela, je ne le connaissais pas à cet âge là, j'avais toujours eu de bon amis, j'ai appris qu'il n'y a pas que de bonnes personnes. Mais d'un autre côté, j'ai aussi compris que ces personnes ne sont pas "méchantes", mais qu'elles le sont devenues. C'est vraiment fou, ce que certaines filles ont vécu. Je me suis aussi rendu compte qu'au fond de moi je suis très lâche, et que tout ce que j'ai fait de "courageux", je l'ai fait uniquement par raison. "*Tu dois faire ça maintenant ! Tu dois agir justement sinon tu ne pourras plus te supporter et les autres dehors non plus*". Et cette décision, je ne la regrette pas. Je me suis toujours dit : "mes amies me voient de l'extérieur, et tu dois dire ou faire cela".

Lorsque je suis sortie, je n'ai pas arrêté de pleurer. C'était terrible pour moi de savoir que toutes les files étaient encore là-dedans. Ma "libération" ne m'a pas calmée. J'étais certes dehors, mais cet enfermement ne me quittait pas. Ce sentiment a duré des années et des décennies. L'idée que des filles restaient toujours là-bas m'a complètement bousillée. J'en ai rêvé des nuits entières.

Le lendemain de ma sortie, je suis allée à la Wilhemshöhe pour retrouver mes amies. Là-bas, on a commencé par m'apprendre qui était en prison et qui était à l'Ouest. Ma meilleure amie était en taule, tous les Leutzscher en prison, mon copain de l'époque à l'Ouest. Rien n'était vraiment beau.

Le soir, ils ont organisé une fête de bienvenue. Ca m'a fait très plaisir. Les jours suivants, j'ai passé tout mon temps avec Ratte. Nous avons uniquement discuté de notre expérience de taule, nous nous sommes racontés toutes nos histoires et avons échangé toutes nos impressions.

Un an après cette "libération", je suis retournée avec Chris, une fille avec qui je m'étais liée d'amitié en prison, à Hohenleuben pour rendre visite à un prof, le seul qui n'était pas comme les autres et qui nous donnait un peu d'espoir. Il était comme un oasis dans cet océan de merde, et essayait de régler les problèmes qu'il y avait entre nous en dehors des matonnes. Il nous a porté de l'intérêt et nous traitait comme des personnes normales. J'aimais bien ce prof, et il avait pris très gentiment congé de moi. Il était classe, et je me suis toujours demandée pourquoi cette personne travaillait là-dedans.

A Hohenleuben, ça a été la panique générale. Nous avons été immédiatement reconnues car tout le monde dans ce village avait un lien quelconque avec la prison. C'était le seul employeur important pour eux. On nous a évitées. Ils ont probablement pensé que nous voulions nous venger ou commettre un attentat. Nous essayions en fait de trouver où habitait ce prof. Il résidait dans une petite maison, et nous a invité à entrer boire un café après avoir bredouillé. Bien entendu, nous voulions parler de la prison avec lui. Nous sommes alors alléEs nous promener parce qu'il supposait que son appartement était sur écoute. Il nous a raconté son parcours, que la taule payait bien les profs, que les jeunes enfermés étaient en quelque sorte un défi pour lui. Bien sûr, il ne pouvait pas nous dire tout ce qui le faisait gerber dans ce système. Il ne savait pas ce que nous ferions de telles infos, mais il a clairement laissé paraître qu'il considérait beaucoup de choses très graves. Il avait bien remarqué que son travail ne servait à rien et que toutes les files étaient récidivistes. Il était vraiment flippé, mais ça l'impressionnait tout de même que nous soyons revenues pour le voir.

Lorsque j'ai été libérée, on m'a aussi remise les lettres de Mita, dans lesquelles elle m'écrivait en personne pour me dire qu'elle trouvait complètement incroyable que j'ai bombé tout cela pour eux. Elle m'a écrit plusieurs fois et m'a toujours fait passer le bonjour. Je crois qu'elle a simulé la folie et reçu une peine moins lourde que Jana. Jana a passé quelques mois en taule dans la prison de femmes de Hoheneck réservée aux "politiques" et est restée ma copine.

On a continué à jouer la chanson "*Les nazis sont de retour à Berlin-est*".

Texte de Connie M.
(née en 1966)

[Traduit de l'allemand par L. Tiré de *Haare auf Krawall*, Jugendsubkultur in Leipzig 1980 bis 1991, Connewitzer Verlagsbuchhandlung, pp. 84-93 (292 pages), été 1999]



Le meneur

Ce texte qui évoque une période qui va de 1979 à 1987, présente à travers le parcours de son auteur la construction d'un nouveau milieu plus radical à Leipzig. Leur volonté d'autonomie les a conduit à organiser des concerts en dehors des autorisations du Parti, mais aussi des manifestations sauvages, des émeutes, à faire imprimer des tracts clandestins et ouvrir un squat. A partir de presque rien, ils ont réussi à s'opposer à un Etat qui laissait peu de marge de manœuvre. Les intertitres sont de nous.

Tout a commencé par les vieux. Ils fréquentaient tous ces concerts de blues. A cette époque [mi-70], le punk n'existait pas encore. Ensuite, ils ont vieilli, ont arrêté d'aller aux concerts pour traîner dans les bars et se sont résignés.

Avoir les cheveux longs était déjà à l'époque une forme d'opposition. C'était suffisant en soi, c'est la raison pour laquelle ils coupaient les cheveux aux gens. Avant nous, ça arrivait déjà. Tu n'avais pas le droit d'aller à l'école avec des cheveux longs, c'était une forme d'opposition que l'on exprimait plus individuellement. Par la suite, nous n'avons plus utilisé ce moyen, nous n'avons plus laissé pousser nos cheveux de manière si provocante parce que beaucoup de gens le faisaient déjà. Il y avait d'autres façons de faire quelque chose. On s'est plus tourné vers l'extérieur, la vie publique.

Mais nous n'avions pas grand chose à voir avec le reste de la RDA [Allemagne de l'Est]. Bien sûr, nous connaissions beaucoup de monde, mais notre proche environnement était Leipzig. Ailleurs, il ne se passait presque rien ou sinon essentiellement entre universitaires, avec Biermann [chanteur contestataire qui sera expulsé en 1976] et compagnie. C'était à un autre niveau, 10 000 pieds au dessus de nous pour ainsi dire. A l'époque, certaines choses passaient également par l'Eglise, avec Bettina Wegner [chanteuse lyrique interdite de scène à partir de 1968, s'installera à l'Ouest en 1983] et autres, mais nous refusions d'être liés à ceux-là.

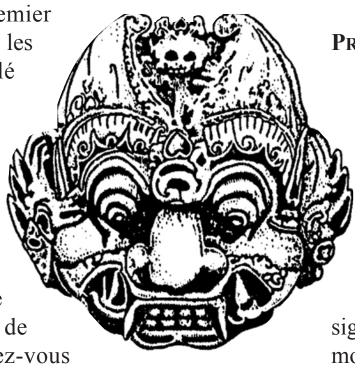
Au début des années 80, Leipzig était un bastion pour des gens qui ne voulaient rien avoir à faire avec la classe dirigeante. Le milieu de Leipzig s'est agrandi et la Stasi n'a absolument plus rien compris. Ils étaient complètement surmenés parce qu'il y avait trop de gens. Dans les meilleurs moments, nous pouvions nous retrouver à une centaine de personnes. Avant que le Moderna [bar du centre-ville avec une petite scène] sur la Sachsenplatz ne soit fermé vers 1980, c'était le lieu de rendez-vous principal. Le Moderna est simplement très central et grand. Mais je n'y allais pas souvent, car nous n'avions pas grand chose à faire avec les vieux hippies. Nous avons donc créé notre propre projet et squatté une maison à partir de laquelle tout s'est passé.

Création d'un nouveau milieu

Je suis entré à l'époque dans le milieu par les groupes de blues. Il y avait toujours des concerts de ce type donnés par des groupes de RDA. Un autre lieu de rencontre étaient les jubilés de quelque ville que ce soit, avec de grandes manifestations publiques, de la bière et de la musique live. De telles fêtes étaient bien sûr l'occasion de faire de la provocation.

Celle des mille ans d'Altenbourg en 1974 a été très importante pour beaucoup. C'était au temps du Moderna. Pour ce jubilé, une vraie grosse fête a été organisée, avec des milliers de personnes. Des jeunes sont venus de partout, notamment parce que beaucoup de groupes allaient y jouer.

A Altenbourg, il y a eu d'énormes émeutes et une baston générale contre les flics s'est développée, même s'il n'a jamais été clair si elle n'avait pas été déclenchée par la Stasi. Beaucoup de gens se sont fait arrêter. Mais il ne s'agissait là que de banalités parce que quelqu'un avait sorti un drapeau allemand (de l'Ouest). Certaines personnes en avaient chez elles. Puis les flics se sont interposés, plus personne ne savait de quoi il s'agissait, à la fin ça s'est de toute façon transformé en bataille rangée contre la Stasi et les keufs.



Dès lors, Altenbourg a été le premier événement dont les gens ont parlé entre eux et à partir duquel ils se sont rapprochés. Les jubilés qui avaient toujours lieu à droite à gauche sont devenus de vrais rendez-vous auxquels tous allaient. On se donnait des rencarts qui tournaient à l'occasion de concerts ou de fêtes. Mais ces événements culturels n'étaient en fait que des prétextes pour se rencontrer. La plupart du temps, ça en restait au stade de la rencontre, beaucoup de gens se contentaient de se bourrer la gueule là-bas, ce qui a toujours été un défaut du milieu. Pourtant, il était aussi possible de rencontrer des personnes qui n'étaient pas si accros et avec lesquelles on pourrait faire des choses.

Le fait de bouger s'est ensuite généralisé mais s'est transposé dans nos propres villes. A Leipzig, nous avons même organisé un petit rassemblement, invité quelques groupes afin de ne pas toujours utiliser les rails de l'Etat et de ne pas rester dépendants des jubilés. Ces rencontres décentralisées étaient naturellement moins grandes et on ne se retrouvait plus uniquement à cause de groupes de musique quelconques mais pour organiser d'autres choses ensemble.

Le milieu de Leipzig s'était au milieu des années 70 développé à partir de ces fêtes de villes. Tout passait par le Moderna et par les personnes plus âgées qui avaient déjà 30 ans.

S'écartant de la ligne officielle, certains directeurs de clubs proches du milieu ont aussi organisé quelques concerts : le "Jörgen Schmidtchen" à Schönefeld, le "Jäger" à Leutzsch et la "Haus Leipzig", mais celle-ci est à nouveau rentrée dans le rang par la suite. Il y avait aussi sporadiquement des événements à Taucha. Il y avait également les discothèques, nous allions toujours à Günthersdorf. C'est dans tous ces lieux que s'est retrouvée la nouvelle génération, c'est là que nous avons fait connaissance.

Finalement, un changement s'est produit à Leipzig, on a vu apparaître des gens plus jeunes qui étaient moins liés au milieu du Moderna et plus liés entre eux. Ils ne se contentaient pas de rester assis au bar, mais ont essayé plus ou moins de créer quelque chose par eux-même. Nous voulions rendre cette ville un peu plus intéressante et ne plus être obligés de nous traîner à ces manifestations organisées par la FDJ [Freie Deutsche Jugend — organisation de jeunes du Parti]. A un moment, ça a marché.

Premières initiatives

Au début, nous n'étions qu'un petit groupe d'environ seize personnes. Nous nous retrouvions une fois par semaine pour réfléchir à ce que nous pourrions faire. La plupart du temps, nous organisions des actions fun, juste pour faire chier les gens de la Stasi. Personne d'entre nous n'avait déposé de demande de sortie du pays [ce qui signifiait une surveillance de la Stasi et un moyen de chantage].

Une fois, nous avons acheté de la craie que nous avions répartie sur la Sachsenplatz. Les passants pouvaient écrire ou dessiner ce qu'ils voulaient. C'était vers 1980 [l'auteur vient d'avoir 18 ans]. On n'aurait jamais imaginé que cela prenne de telles proportions et que la place soit immédiatement remplie. Pourtant c'est ce qui s'est finalement passé. Tous ont vu qu'on commençait à écrire à cet endroit, ceux du Moderna aussi, et tout le monde s'y est mis.

Il n'y avait aucun flic sur la place, ils ont été complètement surpris. Il ne s'est rien passé jusqu'au soir. Il y eu ensuite une centaine d'arrestations. Ils ont tout photographié, tous ceux dont ils avaient les noms ont été arrêtés et ils sont allés les chercher chez eux aussi bien qu'en discothèque !

On a tous atterris dans la Harkortstrasse [immeubles de la Stasi et de la police criminelle] où tout un étage était réservé à ce genre de choses. Tout le milieu était là-bas, dans les cellules, en attente dans les couloirs et tous avaient de ce fait encore plus de liens ensemble. Chacun a été condamné à quelque chose, une amende de 100 marks ou autre. J'ai dû en raquer 160 parce que j'avais acheté la craie. Normalement, on aurait dû finir en taule pour une histoire pareille parce qu'il y avait des écrits très durs pour le régime sur la Sachsenplatz. Personnellement, je pense que j'ai bénéficié

d'une sorte de protection parce que ma mère travaillait comme secrétaire au Parti. Elle connaissait donc tous les bonzes du MfS [Ministerium für Staatssicherheit, ministère de l'Intérieur] grâce à leurs réunions. C'est ce qui m'a toujours donné une liberté plus relative et la possibilité de faire plein de trucs. Cela n'a duré que le temps où ma mère était au Parti. Lorsqu'elle l'a quitté, on m'a également mis en taule.

Dans cette affaire, on s'en est simplement sortis avec des amendes et des avertissements. Par la suite, nous avons toujours fait très attention à ce que personne ne tombe par imprudence au cours de telles actions.

Opposition ouverte et répression

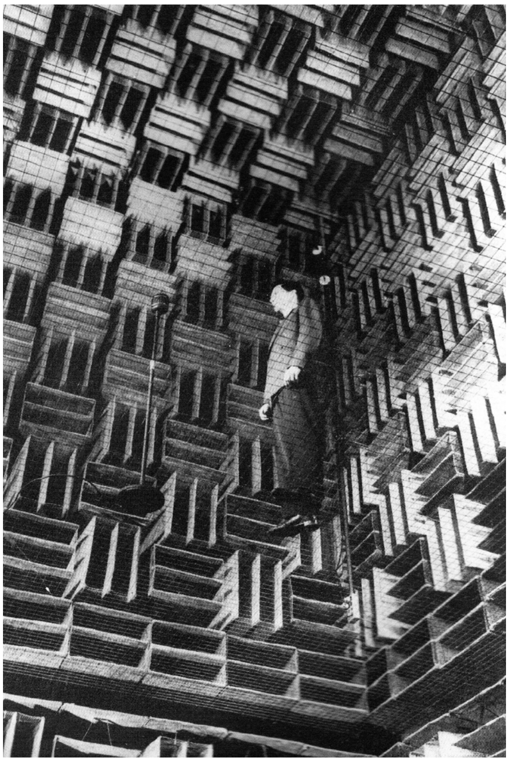
De plus en plus de personnes se retrouvaient régulièrement, il s'agissait d'un cercle d'environ cent personnes. Nous nous retrouvions un jour fixe chaque semaine dans une partie du parc Clara Zetkin. Ces rencontres n'étaient possibles qu'à l'air libre car personne ne connaissait d'endroit où aller. On ne pouvait pas le faire dans les clubs [sortes de Maisons de la Jeunesse] car il fallait s'inscrire et nous ne voulions rien annoncer. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons cherché plus tard un squat.

Lors de ces rencontres, nous avions toujours un thème précis. Parfois c'était la lecture d'un livre, une autre un jeu tout simple, chaque fois une activité différente, et ça a duré comme cela vraiment longtemps. Tout le monde pouvait passer, et ainsi toujours plus de personnes nous ont rejoint.

A partir de ce cercle, nous avons ensuite organisé des manifestations sauvages, comme par exemple contre l'installation de missiles nucléaires. Notre opinion était que si l'Ouest devait y renoncer [comme le demandait le régime], l'Est devait aussi le faire. Nous luttions non seulement contre ces missiles, mais aussi contre l'ensemble de la militarisation à l'Est.

Mais la manifestation est partie en vrille. Nous avions fait au préalable une réunion dans la cour intérieure de la fac de Vorfeld. Parmi les huit personnes s'était glissé un informateur. Tout a explosé. Quelques personnes ont été arrêtées. Sur la Sachsenplatz, ils ont bouclé les rues sauvagement et ils nous ont encerclé avec leurs boucliers. A cause du thème [de grandes manifs avaient lieu en Allemagne de l'Ouest contre l'installation des missiles Pershing de l'OTAN], ils ne pouvaient pas faire grand chose contre nous. Ils nous ont laissé partir en nous avertissant que c'était la dernière fois. Mais nous avons continué en nous greffant sur des manifestations officielles du centre-ville, comme les défilés du carnaval. Près de deux-cent personnes de chez nous y participaient chaque année ; il s'agissait plutôt de parades de fous où nous ridiculisions les connards de la Stasi. A chaque fois, nous changions de thème en parodiant l'armée ou d'autres institutions.

Par la suite, nous avons imprimé des tracts clandestins distribués dans le parc Clara Zetkin ou glissés dans les boîtes aux lettres. Ils ont fait des petits : ces tracts furent comme les précurseurs de ceux qui ont fleuri sur la colonne Morris qu'on a installé un jour en 1989 sur la Karl-Marx Platz, devant la Gewandhaus. Il s'agissait de petits bouts de papier tirés à environ mille exemplaires sur lesquels se trouvaient des rendez-vous et des infos sur les choses que nous avions faites. Mille était pour nous à l'époque un nombre énorme car il n'existait pas de magasins de photocopies, ni rien d'autre. Tout était fait de façon assez conspirative : nous connaissions un imprimeur, nous lui avons donné les textes, il imprimait les tracts quelque part et me les repassait. Nous ne tenions pas du tout à savoir où et comment il réalisait cette tâche. Tout fonctionnait bien durant cette période, jusqu'à ce que nous appelions à nouveau à une manifestation et que la Stasi y cible des personnes précises. Là, ils se sont plantés en proposant au seul d'entre nous qui avait fait une demande de sortie de le faire passer de l'autre côté du mur s'il racontait tout. Mais il a fermé sa gueule.



Pendant des années, nous nous sommes retrouvés régulièrement pour réfléchir ensemble à ce qui ne nous convenait pas et sur le comment faire contre ce régime. Nous ne sommes plus allés à ces concerts comme auparavant, ceux auxquels se rendaient les vieux hippies, nous avons préféré organiser nos propres initiatives. Nous ne nous sommes pas définis comme des hippies, pas vraiment ! Ils avaient assez détruit leur raison à coups de bitures. C'était assez courant à l'Est que beaucoup cherchent leur salut au troquet. Ca a vraiment rendu des gens fous. Puis notre groupe a commencé à devenir de plus en plus dangereux, des gens se faisaient arrêter sans cesse et il est devenu évident que la prison nous pendait au nez. Les grandes réunions ont donc stoppé, les activités ne se passaient plus de façon si centrale et se sont déplacées au fur et à mesure dans les quartiers. L'avantage était que tout n'était plus si anonyme, que les individus se connaissaient mieux entre eux. Ces cercles sont devenus très fermés car il régnait une peur terrible des infiltrés. C'est aussi ce qu'ils recherchaient, que nous nous éclations ainsi en plusieurs groupuscules.

L'histoire du squat

L'histoire de notre squat est donc assez simple. A l'époque, c'était vraiment dingue dans le quartier est de Leipzig. Tout ce quartier était pourri et beaucoup de maisons étaient vides. Comme la plupart d'entre nous n'avait pas d'appartement, nous avons pris une maison que nous avons aménagé de bric et de broc. Nous sommes restés là presque deux années, au début clandestinement et ensuite de façon plus ouverte. Dans notre rue, la Erich-Feld-Strasse, il y avait déjà de nombreux squats. Aucun n'avait de contrat de location.

Au début, lorsque tout se faisait discrètement, on ne les a pas dérangés. Ils pensaient qu'on se contentait simplement d'habiter là : il y avait pas mal d'appartements où les gens ne payaient pas de loyer et sans qu'il leur soit officiellement attribué. Les flics ne savaient pas non plus qui avait la permission ou pas, sauf lorsqu'un voisin te balançait à la KWV [*Kommunale Wohnungsverwaltung*, régie communale des habitations]. De toutes façon, ici on ne pouvait normalement pas t'expulser sans t'attribuer un autre logement, c'est la raison pour laquelle il était si facile de squatter des maisons malgré le régime. Ils ne pouvaient pas te jeter à la rue, c'était impossible. Il n'y avait officiellement pas de SDF en Allemagne de l'Est et ils ne tenaient pas à en avoir sur les bras.

Quand ils nous ont découvert, ils ne nous ont donc tout d'abord pas expulsés, aucunE d'entre nous n'ayant d'autre logement ; la pénurie leur rendait la tâche impossible s'ils avaient dû tous nous expulser/reloger. Ils ont alors mis la pression : l'un d'entre nous a dû retourner vivre chez ses parents à 25 ans, alors qu'il ne les fréquentait plus depuis des années. Un autre a dû retourner vivre chez sa femme alors qu'ils étaient divorcés. Les flics appelaient un camion, chargeaient toutes leurs affaires, puis les expédiaient à la dernière adresse connue. Dans ces cas, expulsés ainsi, nous retournions à chaque fois dans le squat. De guerre lasse, nous avons pu y rester un peu.

Ce qui nous distinguait des autres groupes, c'est que nous tenions à conserver les pratiques d'avant et donc de ne pas se séparer des autres : nous avons fait une sorte de travail ouvert et tout le monde pouvait passer. Nous avions d'emblée réservé des pièces libres pour les mettre à la disposition d'activités. Tout le monde avait la possibilité d'organiser des choses dans la pièce commune. Il y avait par exemple des Bhagwanjünger dans la maison d'en face. Personne ne savait ce que c'était et ils nous l'ont expliqué [l'auteur n'en dit pas plus sur ce que c'est]. Tout ce que nous ne connaissions pas nous intéressait, jusqu'à ce que nous réalisions de quel truc il s'agissait. Nous avons aussi tourné un film en super 8. On avait réussi à se procurer une caméra et prévenu une foule de copains. L'idée était de faire un film ironique sur le quartier est et sur nos façons de vivre. Suite à une perquisition peu de temps après, il a été perdu. Nous l'avions tourné pour rien.

Une autre fois, nous avons accroché des banderoles sur la façade de notre maison lors du 1er Mai. A cette date, le journal d'Etat contenait les résolutions, numérotées de une à cinquante, qu'il convenait de prendre. Nous avons alors affiché de façon satirique des résolutions sur la baraque en

ruine comme “*Embellir nos villes et nos quartiers*”. Les banderoles sont bien restées trois heures. Puis il y a eu une gigantesque bousculade, la police a bloqué la rue et les pompiers ont décroché les banderoles. Nous avons tous/toutes été embarquéEs. Comme nous avions emporté avec nous le journal, *Neues Deutschland*, nous avons simplement déclaré : “*Qu'y pouvons-nous si cette baraque en ruine a l'air si naze ?*”. Après cette action, les flics sont devenus de plus en plus violents, ils passaient presque tous les jours, raflant tout le monde, pétant tout. Nous avons fini par nous résoudre à abandonner le lieu. Les personnes qui vivaient ensemble se sont dispersées aux quatre coins de la ville. La séparation s'est faite toute seule car il arrive toujours un temps où chacunE veut une chose différente. Mais ils n'ont jamais réussi à nous faire éclater. Aujourd'hui encore, je vois des personnes de cette époque.

L'armée

A 18 ans, après l'action de la Sachsenplatz, j'ai dû aller à l'armée. Ils m'ont envoyé au service car cela leur permettait de m'éloigner pendant au moins un an et demi. Lorsque j'ai reçu mon ordre d'incorporation, je me suis enfui en Bulgarie où je suis resté trois mois. A mon retour, ils m'ont arrêté et confisqué le passeport puis interdit de quitter le territoire. A la session suivante l'année d'après, j'ai dû y aller.

A vrai dire, je ne voulais pas aller chez les “Bausoldaten” [régiment de génie militaire, sans armes, réservé aux insoumis ou objecteurs] parce que je trouvais ça trop con. Ils m'ont affecté de force dans ce bataillon 99, une unité punitive. Ils nous faisaient faire un travail en usine que plus personne n'effectuait. C'est ainsi que nous avons travaillé dans un boui-boui empoisonné à Leuna [pôle pétro-chimique de RDA]. Nous étions tous là pour des motifs différents, chacun s'étant fait remarquer d'une façon ou d'une autre. Même les officiers avaient été mutés pour raisons disciplinaires.

A l'armée, j'avais également affaire à la Stasi. Ils ont voulu m'enfermer dans la taule militaire de Schwedt pour refus d'obéir, désertion et tout le bataclan. Le plus stupide, c'est que lorsque tu sors de Schwedt, il te faut rattraper le temps perdu pour le service et la merde recommence à zéro. On rentre alors dans un cercle infernal. Connaissant cela avant le procès, j'ai simulé un suicide et me suis retrouvé à l'infirmerie. Mais pour les soldats et les subalternes, il n'existait pas d'infirmerie militaire, seuls les officiers y avaient droit. L'hôpital civil m'a foutu à la porte car ils étaient embarrassés par mon cas. Dans le fond, j'avais visé juste, je sortais sans internement avec une sorte de certificat de fou qui allait m'éviter Schwedt. De retour dans mon unité, je n'ai plus rien fait d'autre que rester assis ou servir à table en attendant d'être démobilisé.



Quand je suis rentré, j'ai rejoint des amis dans un squat.

Partir ou rester

Au début, nous débordions plutôt d'énergie. Nous pensions pouvoir provoquer des choses, au moins construire notre propre espace dans une partie de la ville.

Nous avons longtemps essayé d'agir avec la population, notamment lors d'actions ludiques destinées à provoquer quelque chose. Mais à un moment, nous en avons eu ras-le-bol. Les gens étaient si stupides. Il n'y avait plus rien à faire avec eux. C'était grave, frustrant et c'est aussi une des raisons pour lesquelles tant de personnes voulaient se barrer. Ce n'était ni à cause des flics, ni à cause de toute cette violence d'Etat, mais à cause de la population si limitée. Avec elle, il était impossible de briser quoi que ce soit.

Nous avons vraiment essayé des années durant, mais ensuite ça a été de pire en pire avec cette ambiance de délation. Le simple fait de t'habiller autrement te faisait remarquer, tu étais déjà estampillé.

Certaines personnes qui ont habité avec nous ont dit “*nous allons passer par la voie officielle*” et sont volontairement entrées au Parti pour y changer quelque chose. Elles voulaient se cogner la tête contre les murs jusqu'à ce que ça bouge, mais ça n'a pas marché.

Ce que nous n'avons jamais fait, c'est de créer consciemment des groupes clandestins. Nous étions solidaires les unEs des autres, mais nous ne voulions pas créer de parti ou d'organisation de résistance. Nous n'avions pas l'intention de créer cela, même si certainEs y ont certainement pensé... On voit aujourd'hui ce qui est sorti de tous ces mouvements citoyens et de ces partis alternatifs.

J'avais 21 ans lorsqu'il y a eu ces occupations d'ambassades à Berlin-est, et les flics ont vraiment réussi à tout faire éclater [en 1983] : certainEs voulaient rester là, d'autres quitter le pays. Comme tant de personnes sont parties, j'ai pris le train en marche et finalement à mon tour déposé une demande de sortie.

J'avais également d'autres raisons. Privé de passeport, je devais rester dans une habitation précise où la Stasi tournait en permanence, rentrant dans l'appartement à tout bout de champ sans aucun scrupule. Pourtant, je n'ai jamais rien fait spécialement pour me faire expulser de RDA.

Tant que ma mère était au Parti, je profitais d'une petite liberté. Quand ils l'ont jetée, ils m'ont précisé que si je ne changeais pas, c'est la prison qui m'attendait. Ils m'ont alors collé un an ferme pour un truc monté de toutes pièces, complicité de fuite. Ils ont utilisé un agent à eux qui a prétendu vouloir s'enfuir. Il m'avait laissé des affaires qu'il ne pouvait pas emporter et là, ils m'ont coincé pour complicité. D'autres personnes sont aussi tombées dans cette histoire, bien sûr on a jamais revu ce type.

L'Ouest n'a jamais été pour nous ni une vitrine, ni une image idéale. Il y avait bien ces braillards qui étaient dans l'opposition juste à cause de la séparation en deux de l'Allemagne, mais ceci n'existait pas chez nous.

Fin 1970/début 80, c'était l'époque des squats à Berlin-ouest. C'était remarquable pour nous dans le sens où les contradictions qu'ils posaient dans la société bourgeoise étaient semblables aux nôtres. Ca nous semblait juste. A cette époque, les événements de là-bas nous servaient donc de base comparative.

Comme il se passait beaucoup de choses à Berlin-ouest, beaucoup de personnes y sont allées après avoir réussi à passer de l'autre côté. A Kreutzberg, il y avait des maisons entières pleines de gens de l'Est. Les gens avaient certes le mur derrière eux, mais ce qui se passait les touchait encore ; comme ils ne pouvaient rien y faire, ils se sont de plus en plus engagés à l'ouest.

La stasi ne lâche pas l'affaire

Quand l'histoire avec la Stasi a commencé, j'avais 17 ans. Quand j'ai émigré, j'en avais 24. En vivant des années durant avec ces gens, tu fais attention à tout faire de manière un peu illégale, à être prudent, mais tu n'as plus peur. Ils peuvent t'arrêter chaque jour, faire comme ils veulent. C'est aussi ce qu'ils ont fait. Et c'est ainsi que nous avons vécu.

Lorsqu'ils sont devenus vraiment dangereux, je n'ai plus eu d'autre issue que de partir le plus vite possible. Là, j'ai alors compris que non seulement ils me feraient croupir en taule mais qu'ils me buteraient aussi peut-être au coin d'une rue.

Ils sont arrivés en pleine nuit, ils ont enfoncé les portes, un mélange de flics de base et de civils, à tel point que je savais plus qui était qui. Une fois, ils m'ont ligoté, traîné en bas et failli me balancer à travers la vitre. L'un d'eux a gueulé : “*balancez ce porc à travers la vitre !*”. Ils m'ont ligoté tous les membres et voulaient vraiment me balancer. Qu'ils nous foutent des coups en permanence, c'était habituel, mais avec les méthodes nazies qu'ils ont employées par la suite, j'ai vraiment eu peur. Ils m'ont désigné comme un meneur. Je connaissais beaucoup de monde et mon nom est apparu de nombreuses fois au cours de divers interrogatoires. Pour eux il fallait toujours un coupable, jamais un groupe, il fallait toujours que quelqu'un ait tout influencé. C'est la raison pour laquelle quelqu'un était toujours plus puni que les autres.

Lorsqu'ils m'ont arrêté une autre fois, ils ont tenté de m'enfermer en psychiatrie. Là, quand tu y es, tu n'en ressors jamais. Ils

savaient que j'avais déjà eu affaire à l'infirmerie à l'armée et voulaient m'y enfoncer. Ils m'ont fait comprendre qu'ils me prenaient pour un fou et qu'ils profiteraient de la moindre occasion pour me mettre hors circuit en m'enfermant. Le MfS [ministère de l'intérieur, Stasi] m'a fait un certificat psychiatrique pour m'éviter un jugement, tout à mon avantage ! Mais ils ont encore une fois laissé tombé, ils voulaient surtout m'effrayer.

Après de telles épreuves, beaucoup de personnes se sont retirées. Pas mal se sont repliées sur leur demande de sortie et n'ont plus vécu que pour ça. D'autres sont rentrées dans le système de vie bourgeoise, elles se sont mariées, etc. A la fin, en 1982, il ne restait plus beaucoup de monde parmi nous. Il nous manquait ce fameux soutien, car on a jamais réussi à se mettre au clair avec "la population normale". Ceux-là, ils vivaient leur vie en RDA. Tu ne pouvais rien y changer, au contraire, ils te tombaient sur le râble.

La servitude volontaire

Comme je ne trouvais de boulot nulle part, la Stasi m'a obligé à accepter un travail complètement stupide dans le bâtiment.

Ceux-là et leur brigadier m'ont aussi foutu une pression totale. Je ne correspondais pas du tout à l'image de leur Brigade, et ils avaient peur de ne pas pouvoir devenir *Brigade du travail socialiste* [qui permet d'obtenir une prime, liée à l'obtention d'objectifs et à l'exemplarité de la camaraderie, symbole de l'homme nouveau, au sein de la brigade]. C'est à chaque fois ce dont ils m'ont prévenu. Nos rapports étaient vraiment tendus. Je leur disais d'aller se faire foutre avec toute leur merde. Dans ces brigades, il y avait toujours quelqu'un avec qui on pouvait discuter raisonnablement même si tous les autres portaient des œillères. Ils étaient tout simplement rouges, rouges à en bouffer de la paille. Ce n'étaient même pas des collaborateurs zélés du système, ils ne savaient même pas ce qu'ils faisaient. Ils ne voyaient que leur petit confort, rien de plus. C'étaient typiquement ceux qui retournaient leur veste et qui, lorsque ça a été un peu plus mal pour eux, cracheraient ensuite sur la RDA, soudainement devenue de la merde. Les mêmes qui peu de temps avant criaient encore "*Hourra !*". C'étaient typiquement les citoyens qui, mis sous pression, pensaient qu'ils avaient tout intérêt à se dissocier des autres.

La société toute entière était conçue pour ça : fous les autres dans la merde et ça ira mieux pour toi. Ils n'ont pas réfléchi plus loin que cela. J'étais marqué au fer rouge du fait même que la Stasi m'avait forcé à accepter ce travail. Je n'avais rien à ajouter. C'est ainsi qu'étaient les rapports, tu n'avais rien à faire dans leurs relations.

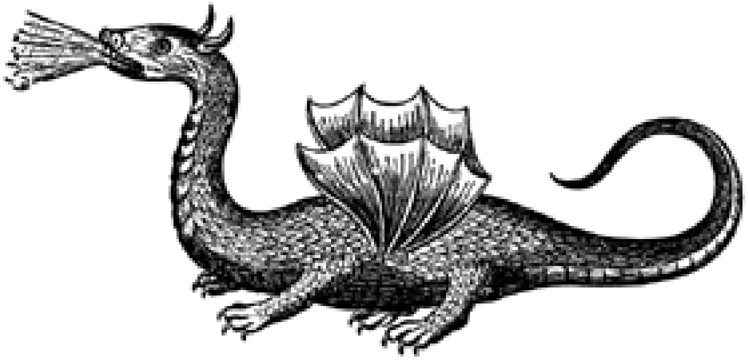
Il y avait cependant toujours quelques personnes différentes. Lorsque j'ai travaillé dans une librairie, il y avait des personnes qui se contentaient simplement de faire leur boulot. Ils ne rêvaient pas de devenir des chefs au Parti et ne faisaient pas de lèche. Mais ceci n'existait que dans les petites usines. Dans les autres, il y avait forcément une ligne centrale et cette hiérarchie où l'on marche sur les autres pour que l'ensemble corresponde aux attentes officielles.

Il était même parfois possible de discuter avec quelques fidèles du Parti. Ma mère y était aussi. Mais elle n'y croyait pas de cette manière totalitaire de merde. Les autres, ceux qui ne collaboraient pas, étaient tout de suite des ennemis d'Etat. A l'époque, il suffisait d'avoir fait quelque chose qui ne leur plaisait pas. Tu étais pour ou contre. Il n'y avait rien entre. Si tu n'allais pas voter, c'est que tu étais contre la RDA et tu étais traitéE comme telLE. "*Qui n'est pas pour est contre*" était la devise de Mielke [chef de la Stasi].

Je suis parti en 1987, c'était justement une phase de stagnation. Ils avaient expulsé ou enfermé tellement de gens qu'il ne se passait plus grand chose à Leipzig, comme un reflet de cette vague de répression. Cela a repris en 1988/89, quand tous les groupes de l'Eglise ont sauté dans le vide et occupé les espaces que nous avions rempli précédemment [le mur est tombé en octobre 1989].

Gurke
(né en 1962)

[Traduit de l'allemand par L. Tiré de *Haare auf Krawall*, Jugendsubkultur in Leipzig 1980 bis 1991, Connewitzer Verlagsbuchhandlung, pp. 27-33 (292 pages), été 1999]



La survie quotidienne à la fin des années 60

En 1968, nous avions tous entre 18 et 25 ans. Aujourd'hui, il m'est désormais difficile de dire si ne pas travailler relevait du culte ou si c'était tout simplement un moyen de se soustraire à ces travaux stupides, car comme de toutes façons 90 % d'entre nous s'étaient déjà fait remarquer dans le mauvais sens du terme, nous étions certains de ne devenir ni étudiants [situation réservée aux jeunes dociles par le Parti] ni d'obtenir ce qui convient de nommer "travail satisfaisant". J'ai par exemple bossé comme serveuse dans un bar, fait des tartines dans une cuisine et même des gardes de nuit en psychiatrie. Un autre a travaillé chez le marchand de charbon. Nous faisions de petits boulots de temps à autre, non pas parce que nous le voulions, mais parce que la Stasi aimait particulièrement lancer des enquêtes pour "comportement asocial" et faire enfermer pour des années les "indésirables".

Lorsque nous remarquions qu'ils recommençaient à s'intéresser à nous, qu'ils nous convoquaient, que ça sentait le roussi, nous cherchions vite un nouveau petit job. On trouvait toujours un truc pour bosser en RDA, quelque chose d'inévitablement chiant. Ca permettait d'évacuer l'enquête un moment.

Nous nous sommes baladés de taf en taf tout en essayant de fuir le plus possible ces tristes obligations.

Au milieu des années 70, nous avions appris qu'on pouvait très bien s'en tirer en fabricant des babioles, vestes et pantalons tricotés main, c'est-à-dire ces articles qu'on ne pouvait se procurer de manière légale. Dès lors, tout a bien marché pour nous, tout au moins financièrement. Mais à vrai dire, ce n'était pas une question d'argent. Il n'avait pas le rôle qu'il a aujourd'hui. De toutes manières, dans les communautés [établies en squat] il y avait toujours une ou deux personnes qui devaient justement aller bosser, en fonction de la surveillance.

Nous étions huit à vivre dans notre maison, deux travaillaient. Nous mettions tout l'argent que nous possédions dans une caisse commune. Sinon, il y avait la petite criminalité habituelle : voler des vivres dans les supermarchés fonctionnait très bien. On ne nous a pas chopé une seule fois. Nous avons tous chourré comme des corbeaux, nous prenions ces trucs parce que nous pensions que cette maudite société nous devait quelque chose, pas parce que nous n'avions pas les moyens de l'acheter. D'ailleurs tout était ridiculement peu cher Nous avons vraiment bien réussi à nous en sortir, parce que nous étions aussi relativement modestes et plein d'imagination. Le loyer s'élevait à 22,70 DM, ce qui divisé par trois faisait peu. Les autres habitantEs ne payaient naturellement rien à la société HLM. Celle-ci n'avait même pas réussi à installer des compteurs, et lorsque ce fut fait, ils furent immédiatement cassés. En cinq ans, ils n'ont rien remarqué, même si on faisait tout cela à l'arraché.

Ilona
(née en 1950)

[Traduit du même livre que précédemment, extrait p.18]

Braquage à conscience armée

Je suis un homme libre, et comme homme libre, je suis allé faire un braquage. Je suis libre, même maintenant alors que j'écris derrière les barreaux d'une prison sordide, monument de la démocratie répressive de l'Etat.

Je suis libre parce que je suis hors des murs gris surveillés par les fidèles chiens en uniforme, je suis loin des barbelés rouillés, parce que je vis dans chaque acte de rébellion, je fais partie de chaque révolutionnaire, de chaque prolétaire, de chaque exploité.

Il y en a qui pensent que la solution à leur problème est d'enfermer certains d'entre nous (toujours trop malheureusement !) dans ces quelques mètres carrés, en nous privant de la liberté de nos corps, mais ils ne comprennent pas que la liberté ne réside pas les corps.

Est-ce que l'employée qui, tous les matins, va à son bureau qu'elle hait parce qu'elle est victime du chantage de ceux qui lui donnent un salaire misérable pour survivre, est libre ? Est-ce que l'ouvrier, la cuisinière, le mineur, l'enseignant, victimes du même chantage à vendre à bas prix leur corps sur un étalage du “marché du travail” sont libres ?

En quoi sont-ils/elles différentEs des prostituées qu'ils/elles dénigrent tant, ces gens bien ?

Est-ce que la fille, l'enfant, dont la conscience, la moralité, la sexualité sont quotidiennement violés par la morale tordue et religieuse qui imprègne chaque parcelle de notre société, sont libres ?

Est-ce que mon père était libre lorsqu'il a abandonné sa langue pour utiliser celle du patron ? Est-ce que ma mère était libre quand, pour me soustraire à l'exclusion et à la violence de l'impérialisme italien, elle a décidé de ne pas m'enseigner notre langue ?

Et pourtant le monde est rempli d'hommes et de femmes “libres” comme tous ceux-là, femmes et hommes qui ne se rendent même pas compte que leur cellule est bien plus petite que la mienne, parce qu'elle ne dépasse pas leur épiderme : ils sont à la fois prisonniers et leur propre prison… prisonniers d'eux-mêmes. Leurs ailes sont engluées par un liquide visqueux et liberticide que les Etats répandent sur les individus, communautés, pour les empêcher de voler et d'observer les monstruosités qu'ils accomplissent sur la terre…

Nous, délinquants, malfrats, hors-la-loi, nous ne sommes pas un problème pour la société, mais un fruit de son problème, nous sommes ses enfants : nous sommes fils de l'inégalité et de l'injustice légalisée, et tant qu'il y aura un monde basé sur l'inégalité, nous serons là, ses fils, en promenade de par le monde, toujours prêts à se réapproprier ce qui est à nous.

Tant que le “système actuel” engendrera des souffrances, il y aura des mains souffrantes prêtes à s'armer contre lui pour être libres. Tant que tout cela continuera à exister, il y aura des consciences prêtes à comploter, subvertir et attaquer l'existant.

Ce sont ces mains et ces consciences, armées par la volonté de combattre, qui me donnent aujourd'hui, ici en taule, la force de vivre et de lutter avec la certitude que, demain, nous serons encore ensemble, unis dans cette même lutte ; que nous continuerons encore, côte à côte, dans le futur, parce qu'il nous appartient.

Je vous embrasse.

Solidarité avec tous les camarades poursuivis, perquisitionnés, persécutés par l'impérialisme bourgeois
Pour la fin du 41bis [les prisons spéciales italiennes] et de tous les régimes d'incarcération spéciaux dans le monde
Pour la libération immédiate de tous les malades en phase terminale ou qui ont une maladie grave
Pour la libération immédiate de ceux qui ont passé vingt ans en prison

La lutte n'est pas un devoir moral mais le plus sublime des plaisirs

Torre Nura,
de la prison de Badh”e karros.

[Le 9 février 2001, Michele Deroma, Federico Pais, Riccardo Sotgia et Salvatore Nurra ont été arrêtés au cours du braquage d'une bijouterie à Luras (Sardaigne). Le 13 juillet 2001, Federico, Torre et Ricardo ont pris 5 ans et quatre mois, Michele a pris 7 ans et quatre mois plus un an de contrôle judiciaire (il a pris plus parce que récidiviste). L'appel a eu lieu le 15 janvier 2002 et a confirmé les peines]

Traduit de l'italien, tiré de Su Gazetinu (via Melas 24 - 09040 Guasila (CA) - Italie), n°5, janvier/février 2002, p12

On peut leur écrire :

Salvatore Nurra et Michele Deroma à
Carcere Badh”e karros — 08100 Nuoro

Federico Pais à
Carcere Buoncamino — 09126 Cagliari

Riccardo Sorgia a été transféré fin 2002, nous n'avons pas sa nouvelle adresse.



Communiqué de “Solidarité Internationale”
adressé aux détenu-e-s en lutte

Ce texte signé *Solidarité Internationale* est paru (en espagnol) dans le journal "Obrer Prisoner", et vise à engager une discussion avec les prisonnier-e-s en lutte contre le FIES, sur la stratégie et les méthodes à développer pour appuyer leur combat. Suit une liste d'actions, qui s'arrête à juin 2000.

Mai 2002. Depuis la rue nous avons décidé de nous adresser directement à vous, rebelles et révolutionnaires prisonniers qui depuis des années menaient la lutte pour l'abolition du régime FIES et de l'isolement, la libération des malades incurables, pour la fin de la dispersion, et depuis quelques mois, aussi, pour la libération de ceux qui ont accomplis les ¾ de leur peine et 20 ans au plus de réclusion. A vous qui luttez dans une résistance quotidienne contre la tentative d'anéantissement physico-psychique, qui est une stratégie et une pratique commune et consciente des institutions pénitentiaires, dans les oubliettes de l'Etat.

Nous sommes conscients, nous autres, depuis la rue, de comment la prison incarne la répression dans sa forme la plus virulente et brutale.

Précisément pour cela, déjà, dans le passé, nous avons décidé de nous solidariser activement avec ceux qui se sont rebellés contre la logique du pouvoir, dans les prisons et dans la rue. Nous avons conçu des actions et des sabotages, comme un cri qui, depuis la rue, s'élève au dessus de ces maudits murs, contribuant à les abattre, à ouvrir des spirales de communication active, à travers des pratiques et des méthodes révolutionnaires. Pratiques et méthodes bien définies, qui se concrétisent dans l'attaque directe des structures et des individus responsables d'un régime d'oppression et d'exploitation. Nous privilégions des moyens

déterminés en ces moments, car nous considérons que l'on vit une période dans laquelle le mouvement anarchiste n'a pas la capacité effective de peser dans les mobilisations publiques.

Les manifestations et les rassemblements convoquées uniquement par les anarchistes sur le thème de la prison/répression ne réunissent que quelques dizaines de camarades, dissipant de cette manière les énergies qui pourraient être employées beaucoup plus efficacement. Ceci, que ce soit bien clair, n'est qu'une évaluation objective de la période historique dans laquelle nous vivons, ce n'est pas une critique sur la potentialité exprimée par les individualités anarchistes qui sous différentes formes s'engagent activement. Nous voudrions maintenant vous demander votre opinion sur la validité des méthodes utilisées jusqu'à maintenant par nous, signataires, pour appuyer votre lutte et sur l'opportunité de continuer avec les mêmes méthodes, en tenant compte de l'expérience de la lutte passée et de la manière dont elle s'est diversifiée et développée ces dernières années. Un bilan des journées de grève de la faim de mars, de la manière dont elle s'est déroulée à l'intérieur, et de l'appui extérieur, peut nous fournir une base de réflexion récente.

Avec un nombre croissant de compagnons anarchistes, dans l'Etat Espagnol et en Europe, nous avons décidé d'utiliser l'agitation armée pour appuyer activement la lutte contre le régime FIES, contre l'isolement, et pour la réalisation des autres points que vous revendiquez. Notre choix, celui d'appuyer une lutte intermédiaire à l'intérieur des prisons, lutte qui se propose des résultats partiels, de conquête de conditions pour un minimum de dignité en prison, nous l'avons mise en pratique grâce à des méthodes qui, elles, ne sont pas “partielles”, mais pensées bien plus en terme d'affrontement direct avec le pouvoir ici aussi, depuis la rue, ce qui nous a valu des réactions critiques. Déjà, au début, nous imaginions que pour beaucoup de rebelles sociaux et anarchistes en prison, il n'existerait pas de méthodes discriminantes dans ce sens. Cependant, c'est de l'extérieur que sont venues les critiques. Dès le moment où votre action contre les aspects les plus exterminateurs de la prison a été appuyée du dehors, à travers des actions revendicatives, en solidarité avec vous et votre lutte — actions tant de notre part que de celles d'autres camarades organisés, ou qui ont agit individuellement — se sont élevées depuis le mouvement extérieur des voix qui, de manière plus ou moins voilées, plus ou moins intelligentes, ont craint d'un côté l'augmentation de la répression, et de l'autre le risque d'une position avant-gardiste et/ou de coupure avec les luttes sociales en cours.
En ce qui concerne la question de la “répression”, nous savons parfaitement que le pouvoir se défend des attaques portées contre lui par une politique de répression, souvent de manière indistincte : montages judiciaires, censure des luttes et déformation du pourquoi de celles-ci, etc… mais cette même répression est à la mesure de l'attaque qui est portée contre lui.

Le régime démocratique, qu'il soit de droite ou de gauche, peu importe, tend à absorber et à annuler les actions et les critiques qui s'opposent à lui. C'est seulement quand elles ne sont pas récupérables, c'est à dire quand elles sont dangereuses, qu'il utilise alors toutes ses armes pour les écraser et les réprimer : les pouvoirs législatifs, judiciaires et policiers, en convergence avec le consensus des mass médias.

A propos de cela, n'oublions pas que la lutte dont nous parlons et vous autres, ses authentiques protagonistes, furent criminalisés dès le début de celle-ci, à peine s'ébauchait-elle et bien avant aucune attaque extérieure.

En ce qui concerne la question de “l'avant-gardisme” cela nous semble un problème qui est posé avec mauvaise foi.

Nous sommes une part active du mouvement anarchiste qui, historiquement, a vécu la convergence de l'action et de la réflexion comme une part fondamentale de sa propre projection révolutionnaire. Il ne peut exister de coupure, entre nous et “le social”, ou entre nous et le mouvement, parce que en tant qu'anarchistes, nous faisons véritablement partie du mouvement et de la société.

Organiser et radicaliser la propre praxis suppose un parcours de développement individuel et collectif, en rien avant-gardiste.

C'est précisément à partir de ces raisons que nous vous demandons aujourd'hui de réfléchir sur l'utilité et l'opportunité d'un contribution de notre part à votre lutte.

Pour nous autres, continuer dans ce sens en affûtant nos armes, améliorant, diversifiant, durcissant les formes d'actions, aura une valeur réelle et efficace seulement quand notre action sera effectivement comprise et soutenue par ceux qui sont en train de résister activement aux tentatives d'anéantissement quotidiennes du pouvoir. Nous sommes réalistes, nous ne vendons pas de mirages, nous sommes conscients qu'il n'y a pas de solution à court terme.



Une première victoire, partielle, serait d'amplifier vers l'extérieur la voix d'un réseau solidaire de prisonniers en lutte que les murs veulent étouffer.

Ne pas se précipiter pour un raccourci, sinon un premier mur, celui de l'isolement à abattre.
Accroître les attaques et la coordination.
Frapper le pouvoir dans ses structures et ses hommes.
Créer un Front Anarchiste Révolutionnaire diffus.

Solidarité Internationale

ACTIONS REVENDIQUÉES PAR S.I.

Octobre 1999 :
2 colis piégés envoyés à l'ambassade et à la chambre de commerce grecque à Madrid.
Une bombe déposée dans une City Bank de Barcelone.
Un pot de fleur piégé à l'Office du Tourisme Grec à Milan.
Un colis piégé envoyé à un Carabinier de Milan.
Le tout en solidarité avec Nikos Maziotis et tous les prisonniers.

7 JUIN 2000 :
200 kg d'explosifs sont déposés au tribunal de Valence, la charge sera désarmorcée.
Fin juillet, S.I. revendique cette action.

FIN JUIN 2000 :
Une bombe est placée dans la cathédrale de St Ambrogio à Milan, au cours d'un messe de matons. Elle est désarmorcée par la police.

[texte reçu au journal, traduit de l’espagnol par un prisonnier incarcéré dans le sud de la france de *Obrer Prisoner*]

Communiqué et réflexions d'Amadeu Casellas Ramón depuis Figueras

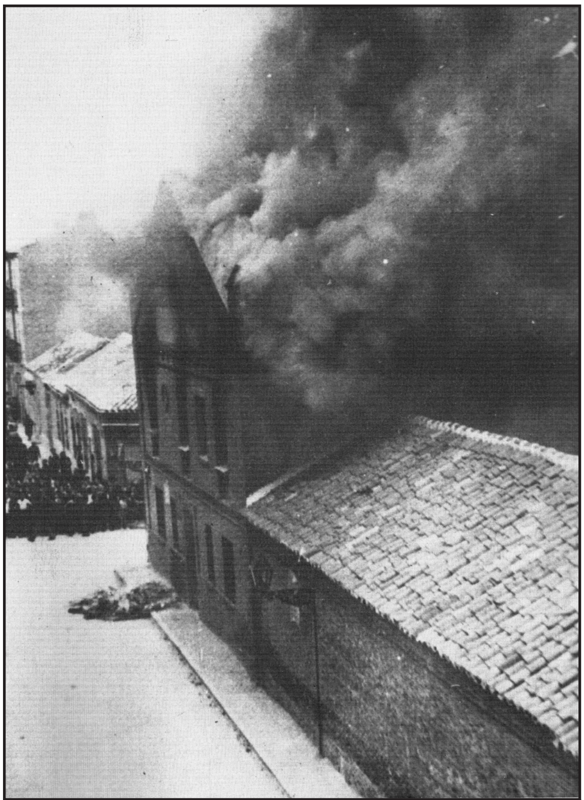
Je m'adresse à nouveau à toute la société afin qu'elle ouvre les yeux une nouvelle fois et se rende compte à quel point le fascisme est en vigueur tant dans les centres d'extermination (fait habituel) que dans l'assurance de ces matons tolérés par le peuple.

Le 26 avril 2002, j'ai eu un entretien avec Mercedes Sánchez Gómez, directrice générale de ces centres. Au cours de cette entrevue, nous avons d'abord parlé de ma situation personnelle au sujet de laquelle elle me déclara, selon ses propres mots, que "*jamais je ne sortirai de ces centres tant que je continuerai à écrire de la merde*" et que "*pour des êtres de mon espèce, il existe encore beaucoup d'autres centres*" tant que je continuerai à dénoncer leur aspect corrompu, tant que je garderai ma dignité et mes principes, et aussi parce que j'ai "*dénoncé publiquement en utilisant internet des gardiens avec noms et prénoms*". C'est notamment la raison pour laquelle les matons et leur système ont chargé mon dossier (montage à l'aide de fausses preuves comme à Lleida - Ponent) dans le seul but que je ne puisse jamais sortir de là, ma peine s'étant déjà alourdie. Elle m'a dit que dénoncer en précisant l'identité des gardiens mettait leur vie en danger et que je pouvais faire l'objet d'une plainte ; à la fin, elle m'offrit comme alternative de perdre mes principes et ma dignité et précisa qu'elle et ses matons me rabaisseraient et m'humilieraient durant toute la durée de mon incarcération. Au cours de ma grève de la faim, elle me dit que celle-ci lui était bien égale, tout comme aux gardiens, et que les chefs c'étaient l'administration pénitentiaire et eux.

Mes réponses furent claires et nettes : je refuse de m'abaisser ou de perdre dignité et principes, de me soumettre et de devenir le mouton du fascisme. Pour moi, j'ai été condamné à perpétuité, pour eux à la peine de mort parce que j'ai dénoncé leurs centres d'extermination. Et je les accuse une nouvelle fois (s'ils ont des doutes, qu'ils portent plainte, je pourrai alors à mon tour le faire) de torture, d'humiliation sur les prisonniers, d'incitation au suicide, que tous les décès et suicides surviennent souvent avec l'aide des drogues légales que le système leur administre. Les prisonniers sont exploités par le travail dans les ateliers sans aucune sécurité [contre les accidents]. Je dénonce aussi l'existence de prisonniers privilégiés par leur statut social ou politique. Je les accuse de discrimination et de favoritisme et si tout cela est faux, allez-y, portez plainte, gardiens fascistes, car moi je ne me rends pas face au fascisme.

Au cours de mes grèves de la faim, je lui ai dit que j'étais très conscient que la mort d'un être humain leur importait bien peu, et que par conséquent l'indice du taux de mortalité de ces centres était très élevé. Nous ne sommes pas naïfs, ils savent que les familles de ces morts ne disposent pas des moyens économiques de faire éclater la vérité. Je les accuse aussi publiquement de provoquer la majorité des fractures, des évasions [sic] ou tentatives en profitant de l'état de vulnérabilité et de désespoir de ces prisonniers.

Dans le centre d'extermination de Ponent, on trouve au CIRE (ateliers de production) les exploiteurs suivants : Manuel Revuelta et Luís Abadía. Ce dernier se permet d'avoir des chiens de chasse avec l'argent du CIRE dans les ateliers pour que les prisonniers continuent d'être payés une misère. Ce gardien exploiteur est très connu à Lleida pour ses menaces permanentes afin de les obliger à travailler, et pour son despotisme. J'accuse la direction du centre d'extermination et l'équipe du CIRE d'être complices "en douce" en forçant les prisonniers à travailler, j'accuse aussi le sous-directeur Rafaël — "Cornelius" pour les internes [?] — de favoriser des prisonniers en échange de faux témoignages contre d'autres dans le but d'isoler ces derniers. Le surnom de "Cornelius" lui vient d'une bagarre qu'il a eue avec un autre gardien du centre parce que sa femme, matonne elle aussi, lui faisait porter des cornes. J'accuse les geôliers du centre d'extermination de Brians, spécifiquement ceux du syndicat CATAC, de tabasser les prisonniers et de privilégier certains autres comme Javier de la Rosa, Josep Puigneró ou ceux du cas Filosa [des balances, des bourgeois ou politiciens ?], etc...



Madrid (espagne), 3 mai 1936 : L'église des Anges livrée aux flammes par des révolutionnaires.

J'accuse les geôliers de la Roca de la même chose qu'à Brians, ainsi que ceux de la Modelo (Barcelone). J'accuse le sous-directeur du centre d'extermination de Girona, le maton Jordi, de manipuler les statistiques sur les drogues, et l'équipe de traitement [?] d'être aux pieds des capitalistes et des entreprises.

(...)

Pour terminer, j'accuse Santiago Martínez Cadarso, actuellement en poste au centre d'extermination de Tarragona, d'être un des plus grands tortionnaires des centres d'extermination de Catalogne et d'espagne ; ce type était en 1987 à la Modelo de Barcelone d'où il fut transféré à Séville comme directeur suite à des problèmes, et où il en eut à nouveau d'autres dans ce centre pour de mauvais traitements infligés aux prisonniers. De là, il fut muté à Lleida où il accumula tant de merde qu'il fut cette fois muté à Tarragona où il peut exercer en toute tranquillité. Son bras droit et exécuteur de beaucoup de ses basses œuvres, le sous-directeur Manuel Madrid, a été muté comme éducateur à Grenade.

Pour finir, j'accuse la Direction générale du gouvernement de Catalogne de séparer les prisonniers de leurs familles et d'être complices de tout ce qui se passe dans ces centres, de cette fraude, de la corruption et des abus...

Toi, Mercedes Sánchez Gómez, tu pourras me séquestrer dans vos pièges fascistes, et comme je te l'ai déjà dit, tu peux m'enfermer physiquement pour mon refus de ce fascisme, tu peux penser que je pourrais perdre la vie dans une des grèves de la faim que je dois mener pour me faire entendre, tu peux penser qu'avec un peu de chance je mourrai d'une maladie dont vous serez les responsables, tu peux aussi penser que je peux me suicider lorsque je n'aurai plus d'autre issue, mais je t'assure que je poursuivrai tant que je vivrai ma lutte contre le fascisme et tout ce que vous êtes en train de faire.

Amadeu Casellas Ramón
C.P. Can Brians, Apdo 1000, 08769 Martonell

[Traduit de l'espagnol par K. Tiré d'*A Golpes*, avril/mai 2002, pp.29-31. Adresses : Apdo. 24103, 08080 Barcelona — Apdo. 28041, 28080 Madrid]

Les matons médecins de Teixeiro

Ceci est l’histoire d’un compagnon emprisonné depuis des années. Annihilé, détruit physiquement et en tant que personne par ces gardiens vêtus d’une blouse blanche qui se font passer pour des médecins, par la direction de la prison qui prescrit et ordonne leurs activités, par les hauts pontes de la Direction générale avec leurs “mandats” en tête qui dictent cette politique et par les gardiens, ces fils de pute [sic] mesquins qui se rient des malades.

Ce compagnon arrivait de la prison de Villabona (Asturies) le 20 avril dernier en régime ordinaire. Ils l’ont enfermé seul dans une cage à lapins, il a eu une crise d’épilepsie au cours du transfert de cette prison. Les compagnons qui se trouvaient dans les autres cages ont commencé à frapper pour prévenir les matons — une variété canine trop connue — mais ils ont refusé de s’arrêter en se fichant de ce qui se passait. A l’arrivée, ils l’ont conduit au quartier d’isolement où nous nous trouvions. Il saignait à la tête, par la bouche, sa langue était gonflée d’avoir été mordue, son corps était recouvert des coups subis par les convulsions lorsqu’on est sujet à ce type de crises. Ils l’ont placé seul dans une cellule où il a dû se laver du sang qui lui couvrait le visage. Les matons médecins ont administré à ce compagnon cinq sortes différentes de médicaments psychiatriques qui l’ont rendu “mongol” [sic], car il était d’après eux un anxieux dépressif avec des tendances à l’automutilation, et aussi parce qu’il souffrirait d’une altération de la personnalité. Pour les matons médecins et pour les matons psychiatres, le diagnostic était bien facile à établir car ce sont eux qui ont provoqué et provoquent la destruction de ce compagnon, comme son épilepsie. Même un autodidacte comme le Juge de vigilance [équivalent du JAP] des Asturies sait qu’un tel transfert devrait être effectué en ambulance spéciale et que si les conditions sont les mêmes que pour un prisonnier ordinaire, ils sont comptables de sa santé et de sa vie.

José Miguel Rubio García, né à Mieres (Asturies) et porteur de la carte d’identité n°11.050.223 est arrivé le même samedi dans l’après-midi. La nuit précédente, ils lui avaient administré un “shoot” en plus des médicaments. Le jour suivant, un autre “shoot” dans la matinée et plus de médicaments ; le jour est passé. Dimanche matin vers 3 heures, ce cocktail lui a causé une attaque. Nous avons prévenu les gardiens pour qu’ils se remuent, disant que le compagnon faisait une attaque, que le médecin d’urgence viennent vite le voir. Ils se sont pointés alors que ça faisait un bon moment qu’on frappait la porte avec nos pieds : une matonne infirmière et un ATS [?]. Ils lui ont posé un bandage et sont repartis sans attendre nos insultes et nos cris pour qu’ils l’emmènent à l’infirmerie où il pourrait être mieux soigné. Le lundi soir, il a été extrait du quartier d’isolement, les matons nous assurant qu’il allait à l’infirmerie, ce dont nous ne pouvons être certains. Jeudi, il a été transféré vers le sud en direction de Puerto I (Cadiz) mais en passant par León où il dort la première nuit puis par la prison de Topas à Salamanque où il reste quatre jours. Il passe la nuit suivante à Badajoz puis à Puerto après une halte dans celle de Séville II. Tous ces transferts dans des conditions identiques malgré son attaque... Arrivera-t-il vivant à Puerto I ?

Le règlement de la prison précise en son article 4.2 que l’administration pénitentiaire “veille” sur la vie des prisonniers, leur intégrité et leur santé ; l’article 3.4 de la loi organique générale pénitentiaire va dans le même sens. De plus, et ce sans exception, il leur est garanti une attention médico-sanitaire équivalente à celle de l’ensemble des habitants “libres” selon l’article 208.1 du règlement pénitentiaire. Mais la théorie contenue dans ces articles est une chose, et la putain de réalité une autre bien distincte comme le prouve l’histoire de ce compagnon. Ou bien ils te tuent, ou ils font de toi un légume comme tant d’autres qui s’éteignent jour après jour. Nous transmettons aussi ce courrier au Collège de médecine de Coruña comme une façon de porter plainte, au juge de Guardia de Betanzos et aux personnes concernées qui apparaissent davantage comme des disciples du vieux docteur Mengele.

Carlos Alberto Rios Gonzalez, Jorge Alberto Armas
Centro penintenciario Teixeiro
Ctra Paradela s/n — 15310 Curtis (a Corunha)

[Traduit de l’espagnol. Tiré d’*A Golpes*, avril/mai 2002, pp.14-15. Autres adresses : Apdo. 273, 34080 Palencia — Apdo. 314, 27080 Lugo — Apdo 583, 15780 Compostela — Apdo. 1159, 21080 Huelva — Apdo. 1279, 18080 Granada — Apdo. 586, 11480 Jerez — Apdo. 64, 08760 Martorell (Ben) — Apdo. 177, Viranòs — Apdo. 1235, 43080 Tarragona]



[traduction d’un autocollant espagnol]

Lettre ouverte au maton surnommé Doña Enriqueta, chef de l’unité du module 5 du centre d’extermination de Ponent

Je veux te faire descendre de ton petit nuage, car vous n’êtes ni les seigneurs ni les maîtres du château, et parce que tu as fini maton tu dois être un chien et un ignorant, ordure incapable de te dégoter n’importe quel autre type de travail ; un parasite de la société qui profite des malheurs des autres, un déchet humain qui ne mérite aucune forme de respect parce que tu ne connais même pas le concept d’humanité et parce que tu es lâche et mesquin ; la liste des qualificatifs qui définissent un maton est interminable, et soyez sûrs qu’il arrivera un jour où nous pourrons échanger les avis que nous avons l’un sur l’autre sans que tu aies la possibilité de te faire aider par tes semblables. Profite en bien maintenant car le matin peut se lever tardivement ou ne plus jamais arriver...

[Traduit de l’espagnol. Tiré d’*A Golpes*, avril/mai 2002, p.27]

Cette Semaine
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@free.fr

Abonnement : 12.20 euros / an
(15.20 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n’ont pas forcément à se poser la question de l’abonnement, une demande suffit

Les deux lettres de Yuma page suivante sont traduites de de "*obreo prisionero n°9*", périodique internationaliste des prisonnier-e-s anarchistes en lutte, et ont été publiées dans le bulletin #45 de l’*Anarchist Black Cross*, décembre 2002, pp 7-8 (ABC, c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon cedex ; ABC, c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille). Nous avons un peu modifié la traduction.

Deux lettres de Yuma depuis le centre d'extermination de Jaén

Communiqué destiné aux groupes anarchistes et aux autres personnes qui luttent contre la prison et l'existence du virus infectieux en uniforme bleu qui souhaitent m'annihiler en tant que personne. Les confinements en cachot prétendent me convertir en un automate de ma propre volonté, mais j'ai toujours été partisan de la lutte, puisque la vérité joyeuse est dans la lutte, dans l'effort, dans la souffrance que suppose la lutte, car il est plus facile de lutter pour un principe avant de renoncer à la nature de la liberté…

Hamed Hamed Belaid - Yuma -



Je vous écrit depuis l'épouvantable BUNKER FIES de Jaén où gouvernent le bourreau et la répression continue. Même les animaux du parc zoologique ne sont pas traités comme nous. Ils veulent nous exterminer par un isolement continu.

Je m'appelle Hamed Hamed Belaid - Yuma -, et je supporte depuis 12 ans le premier degré du régime spécial, FIES 1 (contrôle direct), soit le sigle qu'ils veulent mettre sur cette inhumanité. Une douzaine d'année sans progresser en second degré. Cette année, ils m'ont maintenu intègre [?], luttant contre un système qui voudrait me dépersonnaliser, comme s'ils pouvaient me modeler comme de l'argile, comme si j'étais un objet et pas un être humain. Mon orgueil et ma dignité, aucun maton ne peut l'humilier. J'ai été torturé plusieurs fois parce que je suis issu du peuple BERBÈRE. Les matons me traitent d'une façon raciste ; la torture psychologique est quotidienne, ils me sanctionnent et ouvrent des procédures disciplinaires avec de grossiers mensonges pour justifier ma supposée inadaptabilité.

Mais qui peut s'adapter à cet isolement brutal ?

Personne ! Je crois que je suis la personne qui a passé le plus d'années en premier degré sans progresser en second […]*, ils n'ont pas réussi à m'extirper mes liens sociaux. Maintenant, j'ai sollicité auprès du centre d'observation de la direction générale des institutions pénitentiaires soit ma progression en second degré, soit l'application de l'article 100 du règlement pénitentiaire. Ils savent bien, eux les psychologues, l'effet nocif de tant d'années en isolement ; supposons qu'ils soient sensibles et humains.

Je suis un individu et non pas un simple bureaucrate, j'espère qu'il leur reste un peu d'humanité, qu'ils me fassent progresser en second degré ou qu'ils m'appliquent l'article 100 du RP. J'exige seulement mes droits, ceux que la loi accorde [sic]. J'ai besoin de votre solidarité, qu'ils en tiennent compte et qu'ils sentent que je ne suis pas seul. Une lettre, un appel téléphonique ou un fax à la Direction Générale des Institutions Pénitentiaires, sollicitant ma progression en second degré pour raison humanitaire.

Parce que la réhabilitation et la resocialisation ne s'obtiennent pas avec un isolement indéfini [aïe]. Que l'on me traite pour une fois comme un être humain. J'ai encore un cœur et ils ne réussiront pas à l'enfermer.

YUMA

*petite coupure dans la phrase (problème de traduction) qui ne fait qu'exprimer l'image qui suit dans le texte.

Direccion General De Instituciones Penitenciarias, C/Alcala, 38-40. 28014 Madrid

Tf : 91 530 2242 (s'ils ne répondent pas à ce numéro vous pouvez essayer 913307690 - 7680). Fax : 91 335 4052

TOUT D'ABORD, j'envoie une forte accolade à tous les groupes qui représentent l'unique alternative à tout ce pays fasciste et oppresseur, et la dite alternative, c'est l'anarchie. Vous connaissez la lutte que je porte et revendique depuis qu'ils m'ont transféré dans le camp d'extermination de Jaén II, où s'exerce au sens large la punition, la répression et toutes les méthodes disponibles pour détruire une personne. Mais même ainsi, je suis et suivrai toujours plus loin ma proposition.

Cette année, j'ai mené une série de grèves de la faim et de txapeos (grèves de promenade). J'ai suivi la première grève de la faim pendant 30 jours, me suis reposé 7 jours, puis j'ai l'ai continuée pendant 20 jours de plus. Dernièrement, j'ai fait 5 autres jours de grève de la faim et la dernière grève de "txape", avec l'intention de durer 1 mois. Seulement, nous n'avons pu faire que 15 jours à cause des problèmes que nous encourrons dans ce quartier d'isolement (ils ont introduit un infiltré qui voulait briser l'unité entre les compagnons), et tout cela pour revendiquer les droits et les points qui ne sont pas négociables comme vous le savez [1].

Malgré toute la lutte que je mène et que je mènerai, ce système oppresseur dont l'unique fin est la destruction de l'être humain, tant physiquement que mentalement, ne cesse de s'acharner. Tous ses organes, à commencer par le sous-directeur pour la sécurité qui dirige ce BUNKER D'EXTERMINATION, comme le montre mon dernier entretien, si on peut l'appeler ainsi, avec l'équipe d'observation et de traitement, dont l'unique objet est de donner l'image qu'ils ont réinséré ma face dans la galerie. C'est clair, et comme tout le monde vous savez qu'il est impossible de réinsérer une personne par la punition continue. Je supporte cette situation depuis 12 ans et tout le monde continue pareil, c'est incroyable. Où est cette fameuse réinsertion dont ils parlent, quand en 12 ans d'isolement (FIES) ils n'ont pas daigné me laisser une seule opportunité ?

Comment veulent ils réinsérer une personne avec une équipe d'observation et de traitement qui a tous les trois mois un entretien qui ne dure pas plus de cinq minutes ? Se prennent-ils pour autre chose qu'un psychologue, un éducateur, etc,… pour qu'ils prennent tout ce temps pour m'étudier ? Soyons réalistes, s'il-vous-plaît ! L'éducateur, par exemple, vient uniquement pour me donner le même papier, avec les mêmes sigles (art. 91.3 du RP) signifiant un maintien en premier degré (FIES), et ne trouve qu'à me dire : signez ici. Voilà le professionnalisme de l'éducateur. Telle est l'étude qu'ils font avec ma personne dans ce CENTRE D'EXTERMINATION de Jaén II, voilà la longue période que je supporte dans ce BUNKER.

Ils voudraient m'exterminer en disant qu'ils sont entrain de me réinsérer. Ne savent-ils pas qu'ils sont guidés par la main de ce sous-directeur de sécurité, dont l'esprit stagne dans les années 40 où le nazisme pur et dur était parvenu au grand jour à exterminer toute personne qui tombait dans les camps de concentration ?

C'est vraiment triste et lamentable qu'une équipe d'observation et de traitement, qui se fait passer pour des PROFESSIONNEL-LE-S, lesquel-le-s sont supposés avoir fait toute une série d'étude, avoir des années d'expérience et de professionnalisme, opte pour la punition comme dans mon cas. Dans quel but ?

Voyons les résultats, soyons réalistes, tout ce tas de psychologues, de juristes, d'éducateurs, forment une partie d'un Etat oppresseur dans lequel les lois et tous les droits humains sont transgressés sans que personne en finisse avec ces PROFESSIONNEL-LE-S DE PACOTILLE pour le leur rappeler de toutes les manières possibles. Bien que vous sachiez comme tout le monde quel type de racaille ils sont, ils n'auront de cesse de s'acharner pour me détruire avec de faux rapports remplis de mensonges et de calomnies.

Hamed Hamed Belaid - YUMA [2]

1. Note de CS : Les revendications collectives depuis le début de la lutte fin 1999 sont l'abolition du FIES, la libération des malades et ceux qui ont accompli 20 ans ou les 3/4 de la peine, la fin de la dispersion.
2. On trouvera une précédente lettre de Yuma, datée de l'été 2001, dans la brochure de *Tout le monde dehors !* (21ter rue Voltaire — 75011 Paris), déc. 2001, pp.12-13

ANTI-FRANCE VAINCRA

Toi, qui hais la france, ses lois, ses flics, son armée, ses juges, ses maîtres et ses esclaves zélés, ses écoles, ses usines, ses commerces, ses églises, ses villes et ses campagnes, ses morales et son bon sens, ses hypocrisies, son hygiénisme et sa bêtise crasse, ses rôles... agis !

A coup de sarcasmes, à coup de pierres, à coups de schlass, à coups de bâton, à coups de cocktails molotov, à coups de vice, à coups d'émeutes, à coup d'incendies, à coups de fusils ; fraude, vandalise, vole, pille, sabote, incendie, détruit, conspire, frappe.

Frappe la France, au cœur, à la tête, au portefeuille, aux couilles et aux jambes, frappe avec le couteau de l'assassin, agis maintenant, venge-toi ! déserte la France et ses foules de solitaires, rejoins l'anti-France et ses styles de vies scandaleux ; l'anti-France crache dans la soupe ; l'anti-France vole pour ne jamais travailler. L'anti-France frappe les flics à terre (ou à vélo). L'anti-France préfère le luxe à la misère. L'anti-France attend son heure, dans l'impatience. l'anti-France s'arme et s'organise. l'anti-France venge ses morts et attaque les prisons. L'anti-France brûle des voitures le 14 juillet, le jour de l'an, et le reste de l'année. L'anti-France détruit les couples. L'anti-France boit la coupe jusqu'à la lie. L'anti-France glande et prend de la came. L'anti-France est une section de l'anti-monde. L'anti-France n'a pas de papiers. L'anti-France n'existe pas, elle est dans l'air, c'est pourquoi elle est partout. L'anti-France n'a pas de revendications car l'anti-France est encore vivante. L'anti-France, c'est la gangrène, aujourd'hui étouffée, décriée, demain triomphante. Rejoins l'anti-France, multiplie-là. Le seul risque que tu cours, c'est de ne pas mourir pauvre.



Ronda (Province de Malaga, Espagne), 1936 : Jésus perd la face — et les mains — après le passage d'une hache dans l'église de la Trinité..

[Affiche trouvée sur Paris courant 2002. Nous avons respecté la ponctuation et l'orthographe originaux. L'illustration est de nous.]

Solidarité avec Georges Karakasian

Lors d'un rassemblement en solidarité avec la révolte palestinienne à Egomi (chypre) le 18 avril 2002, il y a eu des affrontements entre les manifestants et la police devant la résidence de l'ambassadeur d'israël. Trois flics ont été blessés et cinq manifestants arrêtés, parmi lesquels G. Karakasian et S. Maragos.

Le 27 août, au cours de son procès à Leukosia, G. Karakasian a déclaré qu'il n'attendait aucune clémence ou pardon du tribunal et, devant un juge surpris et embarrassé, il a reconnu toutes les "charges", expliquant les raisons pour lesquelles il ne regrettait aucune d'entre elles. En vertu de ses positions, le tribunal a décidé de l'envoyer en prison jusqu'au prononcé du verdict, le 4 septembre. Ses compagnons ont publié le tract suivant :

"**Liberté pour l'anarchiste Giorgios Karakasian**

Notre compagnon G. Karakasian est otage de l'état de chypre depuis le 27 août, otage d'un état qui se nomme lui-même démocratique tout en essayant par tous moyens de réprimer et de manipuler toute forme de lutte sociale et toute personne qui le conteste activement. Le seul "crime" commis par notre compagnon est de refuser l'état et les logiques qui en découlent. Des logiques comme l'apathie, le mouchardage, la servilité... sont nécessaires pour la survie non seulement de l'état de chypre, mais de tout état, de toute forme d'autorité.

En avril dernier, au cours d'une période de massacre massif et continu des palestiniens par les assassins sionistes, G. Karakasian ne pouvait pas rester indifférent. Méprisant ce mode de vie qui pousse les gens à être enfermés dans des impasses personnelles et à vivoter (école, service militaire, travail, retraite, mort), il a choisi la lutte quotidienne et sans compromis comme un choix de vie mais aussi une attitude de dignité personnelle.

La provocation de l'ambassadeur d'israël, qui a décidé qu'il était juste de célébrer la création de son état sanglant au milieu d'enfants abattus, n'est pas restée sans réponse. Cette fois, ni les forces de répression ni les "service d'ordre" de la manifestation n'ont tenté de désamorcer la rage des gens. Les flics étaient bien sûr présents, en chiens prêts à défendre leurs patrons, toutes ces merdes qui vivent comme des parasites exploitant des travailleurs qui tentent de survivre dans des conditions qui sont toujours plus difficiles chaque jour.

Notre compagnon incarcéré, G. Karakasian, s'est vu reprocher huit accusations devant le tribunal, dont trois qu'ils considèrent comme très graves. Nous dirons quelques mots sur celles-ci, mais pas parce que nous devrions nous "justifier" de quelque chose — d'ailleurs une lutte sociale ne peut en aucune façon être "jugée" par la soi-disante "légalité bourgeoise". Nous allons parler de ces accusations parce que nous voulons montrer l'hypocrisie et la fange de tous ceux qui ont le mot "justice" en bouche comme s'ils avaient une sucette. Pour en finir avec les illusions à propos de qui la loi est au service.

*1ère accusation : "*avoir causé une blessure grave à un officier de police*". Si attraper symboliquement le casque d'un flic, qui donnera une interview quelques minutes plus tard devant les caméras, peut être considéré comme "causer une blessure grave", comment appeler alors l'arrestation de notre compagnon par des flics-gorilles qui l'ont jeté dans le jardin de la maison de la merde istraëlienne et l'ont frappé partout, hurlant "on emmerde ton anarchie" et arrachant son piercing nasal, provoquant des saignements ? Et les procédures démocratiques ne se sont pas arrêtées là. Lorsque G. Karakasian est retourné à l'hôpital le jour suivant pour récupérer le dossier le concernant, on lui a répondu que les papiers avaient accidentellement disparus.*



*2d accusation : "*causer un dommage à une voiture d'une des personnes invitée à la fête*". Ce "gentleman" précis, qui se trouve être le manager d'une multinationale et qui a été invité à la fête du massacre, avait reçu l'avertissement de Karakasian de se tailler. Il a refusé. Au contraire, il a essayé de conduire à travers la foule de manifestants ! Nous pensons que la seule raison que rien de pire ne lui soit arrivé est que les combattants sociaux ne sont ni des meurtriers [sic] ni les complices de meurtre comme ses acolytes ! Ces ordures parlent de dégâts matériel, nous parlons de vies humaines.*

*3e accusation : "*possession de substance explosive*". Ceci est la charge ridicule pour possession d'une balle. Cette accusation se passe de commentaire, elle montre juste la vengeance de l'état "civilisé" et européanisé de chypre, lorsqu'il en vient à juger des combattants sociaux. (...)*
En tant que compagnons de G. Karakasian, nous sommes assurément tristes qu'il soit maintenant otage des prisons de l'état chypriote. Mais en même temps, nous sommes heureux de savoir que notre compagnon reste fort et conscient de l'influence de ses actions et positions sur la scène révolutionnaire de l'île et plus généralement des futures luttes sociales.

Notre solidarité sera là jusqu'au jour où ils prononceront la sentence (4 septembre), pour que les soutiens de la misère autoritaire comprennent que leur attaque contre les anarchistes et les autres personnes qui luttent ne restera pas sans effet. Pour une vie de liberté, une vie où chacun sera libre de jouir de tout par l'égalité, la solidarité et la réciprocité.

Liberté pour l'anarchiste Giorgios Karakasian

Solidarité avec Sotiris Maragos dont le procès pour les mêmes raisons est le 19 septembre.

Groupe anarchiste de chypre"

Le jour précédent le verdict du tribunal, des compagnons du groupe anarchiste de chypre sont intervenus dans l'aéroport de Larnaka, distribuant des tracts et accrochant une banderole écrite en anglais "*Pour détruire la pauvreté détruisons le capitalisme — révolte immédiate ! — liberté pour l'anarchiste GIorgios Karakasian*". Ils ont bombé les rues autour de l'aéroport pendant que les flics se faisaient "discrets".

Giorgios Karakasian a été condamné à 7 mois d'emprisonnement et une amende de 100 Lires chypriotes. Dans une déclaration supplémentaire avant le verdict, il a dit : "*j'ai fait ce que j'ai fait en pleine conscience de ma responsabilité, je ne regrette rien. Je me considère comme un prisonnier politique qui combat pour une société sans nations ni classes, sans état ni autorité, où tout le monde vivra selon des valeurs d'égalité et de solidarité*". Le juge a déclaré que la seule peine qu'il pouvait lui donner était une privation de liberté, et que la gravité de la sentence avait un sens dissuasif parce que, comme il a dit, il ne pense pas que G. Karakasian sera "corrigé" ou changera d'attitude. Karakasian a été emmené à la prison de Leukosia.

Pour communiquer avec le groupe anarchiste de chypre :
exegersi2000@yahoo.com

[traduction de la version anglaise de *Anarkhio Deltio* (bulletin anarchiste) n°17, septembre 2002, voir leur site http://www.geocities.com/ANAR_GR]

16 novembre 2002

JE SUIS OTAGE DES PRISONS de l'Etat chypriote depuis le 27 août 2002. La cour m'a condamné à une peine de sept mois parce que je me suis rebellé en offrant ma solidarité à ceux et celles qui luttent en Palestine, mais aussi, et surtout, parce que je n'ai pas regretté d'avoir frappé un flic, mon ennemi de classe. J'ai reconnu tous les faits dont les protecteurs et complices des assassins sionistes m'ont accusé. Pour me défendre, j'ai déclaré que les accusations retenues contre moi étaient discutables et complètement ridicules. La tentative de piquer la casquette d'un flic a été interprétée par les médias comme un tabassage incessant, à l'aide de vidéos truquées et de faux témoignages de la police.

Bien sûr la tentative de calomnier, d'altérer et de fausser les événements qui se sont tenus le 18 avril devant la villa tâchée de sang de ces connards de sionistes ne s'arrête pas là. Au cours d'une période d'agitation sociale marquée par des mobilisations internationales contre le massacre dramatique et en constante intensification de la part des dominants (afghanistan, Moyen-Orient et irak), la télé et les radios ont présenté les actions des anarchistes et d'autres populations en lutte comme des épisodes honteux.

En plus de persécuter les rebelles, l'état chypriote importe des systèmes de surveillance israéliens et a mis à disposition un stade pour l'équipe israélienne de football, afin de maintenir des relations diplomatiques parfaites avec un état d'Israël avide de sang.

Devant la cour, pour ma défense, j'ai déclaré ceci : " *La police a concocté ce montage en ajoutant un maximum d'accusations afin de me calomnier autant que possible. Les flics sont les acolytes de l'Etat et de n'importe quelle sorte d'autorité. En ce qui concerne les coups reçus par le chef de la police, je ne considère pas avoir mal agi et je ne demande pas la clémence du tribunal* ".

Le juge principal, d'abord surpris, a mentionné que l'on ne pouvait appeler cela une défense (…). Puis, furieux, il a ordonné mon maintien en préventive jusqu'au jour du verdict (4 septembre) en se remémorant le rapport du bureau d'aide social.

4/09/02. Avant de prononcer la sentence, le juge, en lisant l'entretien que j'ai eu avec les travailleurs sociaux, a dit : "*Dans ses déclarations l'accusé a exprimé ses idées politiques étant donné qu'il a déclaré qu'il se bat pour une société égalitaire et solidaire, sans nations ni classes…* " avant qu'il ne finisse sa phrase j'ai levé le poing vers cette cour tant détestée, puis vers l'audience afin d'être face aux camarades qui avaient lutté avec moi, dans l'intention d'assurer à tout le monde dans cette cour, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui chaque jour s'enfoncent davantage dans les profondeurs de l'apathie et du désespoir, QUE LE CONSENSUS AVEC L'ETAT TERRORISTE N'EXISTERA JAMAIS.

Enfin, je voudrais exprimer ma solidarité envers le compagnon Sotiris Marangos, qui passe actuellement en procès pour les mêmes faits et envers toutes celles et ceux qui se rebellent à travers le monde. "

George Karakasian

Pour lui écrire : Central Prison of Cyprus, Wing 2B 6523, Nicosia, Chypre/Cyprus.

[Lettre sortie clandestinement de prison et publiée par a-news le 25/11/02 : http://www.ainfos.ca/]



A PROPOS DES ARRESTATIONS DE MEMBRES DU GROUPE DU 17 NOVEMBRE EN GRÈCE

29 juin 2002, une bombe explose dans les mains d'une personne sur le port du Pyrée, la blessant gravement. Près de l'endroit de l'explosion, la police trouve une arme qui avait été utilisée dans de précédentes actions de l' "Organisation Révolutionnaire du 17 Novembre", un groupe de lutte armée active au cours des 27 dernières années, sans aucune arrestation jusque là. Après cet accident, les opérations de terrorisme d'état sont devenues une réalité quotidienne. Des hélicoptères ont survolé la ville, les services grecs, américains et anglais ont enquêté sur des maisons et des personnes, la police et les médias ont demandé aux citoyens de "coopérer" en procédant à des appels téléphoniques pour signaler toute personne suspecte. Après que S. Xiros, le poseur de bombe à l'hôpital, ait récupéré, la police a envahi deux appartements où la plus grande partie des armes du 17N ont été trouvées. Les jours suivants, 14 personnes ont fini à la prison de Koridallos, en "régime spécial". Certaines d'entre elles ont reconnu être des membres du groupe et aussi parlé des autres, alors que trois ont tout nié. Jusqu'au 5 septembre, la personne la plus recherchée a été D. Koufontinas. Ensuite, il s'est volontairement présenté au quartier général de la police, déclarant qu'il prenait la responsabilité pour toutes les actions du 17N, que ses motivations sont politiques, son objet étant la construction d'un mouvement révolutionnaire et que dans des temps comme ceux-là, un révolutionnaire avait sa dignité... Entre temps, les médias ont présenté chaque jour que les prochaines actions consisteraient en l'arrestation des membres des autres groupes armés (comme l'ELA, 1er Mai), décrivant ces gens comme venant probablement de la mouvance anti-autoritaire et anarchiste.

Kante kati gamo to stanio sas ! [1]

George Tenet, responsable de la CIA

LE 11 SEPTEMBRE COMME POINT DE DÉPART...

Le 11 septembre est devenu une étape dans toute la procédure de souveraineté globale avançant et affrontant des ennemis aux formes diverses. Comme une réponse au choc interne et à l'effet global que la frappe a causé à Manhattan et sur le Pentagone, le 11 septembre est devenu la date où "la guerre contre le terrorisme" a été solennisée comme une priorité principale pour les Etats-Unis et la douzaine d'états alliés, prenant la forme d'une gigantesque campagne à travers le monde.

Une campagne qui, en fonction des endroits où elle est menée, active tout l'arsenal idéologique, politique, légal, économique, militaire et policier que les puissants ont entre leurs mains. La devise présidentielle "ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous" a été très claire sur le caractère obligatoire et urgent de la participation de tous à cette campagne, qui désigne tous les opposants au "nouvel ordre mondial" comme des "terroristes" et

a été adressée comme un avertissement menaçant à tous ceux qui ne rejoignent pas le camp des "forces du bien". Le néo-McCarthisme et la meute hystérique contre "l'ennemi intérieur" aux états-unis, l'intervention militaire sanglante en afghanistan et le camp de concentration pour prisonniers de guerre à Guantanamo, ont marqué l'atmosphère de terreur diffusée par l' "anti"-terrorisme brutal.

L'état grec, en tant que partie prenante du complexe des états alliés, n'a pas eu besoin d'invitation spéciale pour participer à cette "croisade" internationale, et a fait ce qu'il pouvait, se réjouissant des marques transatlantiques de mérite. Mais il est toujours resté comptable de son inefficacité face aux "ennemis internes", dans la mesure où il a été placé deuxième, après la colombie, sur la liste des états dépassés par le "terrorisme" (cette définition est utilisée par les patrons d'outre-atlantique non pas uniquement à propos de la lutte armée ou des attaques symboliques sporadiques, mais aussi pour les événements spontanés de violence sociale, comme celle de la nuit de la visite de Clinton à Athènes le 19 novembre 1999 [2]). Il est vrai qu'avant le 11 septembre, les autorités locales ne montraient pas d'unité et d'accord nécessaires sur la manière d'affronter tous les aspects du phénomène aujourd'hui décrit comme "terrorisme". Leurs antagonismes internes, qui avaient déjà conduit à l'abolition d'une loi "anti"-terroriste au début des années 90, ont rendu bien difficile le vote d'une nouvelle loi en 2000, qui a été adoptée au dernier moment. Mais malgré toutes ces prédictions de mauvaise augure, même cette nouvelle loi n'a pas été immédiatement et spectaculairement renforcée. Elle restait comme une réserve dans l'arsenal légal jusqu'à la bonne occasion pour ressortir.

Parce que la "guerre contre le terrorisme" avait principalement des causes politiques, excepté ses aspects policiers-juridiques, il a été très décevant pour les puissants locaux et étrangers de se retrouver à nouveau devant une absence de quelconque mobilisation sociale contre le "terrorisme", malgré tous les efforts de propagande adéquats. En contradiction avec les allégations exprimées par les autorités locales à destination de l'international, toute cette propagande menée tambour battant autour de l'exécution de l'attaché militaire St. Saunders (qui a été le prétexte pour le vote de la nouvelle loi "anti"-terreur) n'a pas créé de consensus social contre le "terrorisme". Et comment pourrait-il en être autrement alors qu'il est bien difficile de s'identifier socialement avec ce brigadier anglais "innocent" comme avec tous les autres "innocents" du même genre. Il est significatif que jusque récemment —mars 2002—, même au cœur de la colossale propagande qui a suivi le 11 septembre et l'hystérie "anti" terroriste imposée partout, seuls 2,5 % des personnes interrogées en grèce considéraient le "terrorisme" comme étant un problème social.

Il est également vrai que le 11 septembre a aussi été une étape dans la formation d'une nouvelle atmosphère dans ce pays. Le sens unique impératif disant "ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous" n'a pas laissé beaucoup d'espace de différenciation à l'intérieur du bloc autoritaire, et ne lui a évidemment pas permis de tolérer des objections à la campagne "anti"-terroriste. Qu'en est-il alors, si la loi "anti"-terreur est récente et que son vote a été si plein de rebondissements ? Après le 11 septembre, elle a été dépassée et ainsi nous avons vu le début d'un processus visant à la replacer dans le cadre de la nouvelle (et bien pire) loi européenne "anti"-terroriste, qui est basée sur celle qui vient d'angleterre, datée d'après le 11 septembre et qui définit comme "terroriste" toute activité qui s'oppose à l'état sociopolitique actuel.



29 JUIN 2002, LE FACTEUR ACCIDENTEL INSTABLE...

Mais ce qui n'a jamais pu être achevé par l'existence de lois anti-terreur et la propagande à elles seules, tant que les services locaux et américains (puis anglais suite à l'exécution de Saunders en 2000) ne remportaient aucun succès, s'est mis en place en un seul et unique moment. L'explosion du 29 juin est devenu le "11 septembre" grec, de façon relative et tout en respectant bien sûr les différences, dans le sens où elle est devenue le point de départ de l'accélération rapide du terrorisme d'état, avec le recrutement des médias au complet dans le but d'obtenir le maximum de consensus possible et a imposé un silence social sur le front du télé-terrorisme. Les flics ont certainement agis en étant préparés depuis longtemps ; en outre, il s'agissait du cas sur lequel ils travaillaient en suivant différentes pistes. Mais la voie a été ouverte à cause d'une erreur — celle qu'ils attendaient depuis plusieurs années —, révélant le rôle des facteurs accidentels dans l'histoire. Ainsi, il n'existe aucune raison pour que quiconque exagère leur génie policier, qui est habituellement tari lorsqu'il s'agit de tuer et de torturer des personnes sans défense, principalement des immigrés. N'oublions pas que ces mêmes services américains ont été incapables pendant des années de capturer Unabomber et n'ont réussi à le faire que lorsque son frère l'a balancé !

Bien sûr, ce dernier exemple n'est pas pris au hasard, car l'attitude de certaines des personnes arrêtées pour appartenance au 17 Novembre a été bien loin d'être exemplaire. Au contraire ! Les nouvelles lois spéciales, les conditions d'emprisonnement spécial ("cellules blanches") et demain des tribunaux spéciaux ne sont pas légitimées et consolidées dans la conscience sociale uniquement parce qu'elles ont été votées et décidées ; elles sont des points spécifiques de confrontation et de résistance pour la lutte de classe/sociale diffuse. Et, définitivement, cette lutte est freinée lorsque les premières personnes qui subissent tous ces moyens répressifs deviennent des proies apprivoisées par leurs bourreaux.

LA FIN SYMBOLIQUE DE "L'ÈRE DU CHANGEMENT POLITIQUE" [3]

A un niveau symbolique, la "dislocation" du 17 Novembre prouve la fin de toute une ère qui depuis longtemps maintenant semble s'être terminée à plus d'un niveau : la période du Changement Politique au cours de laquelle cette organisation est apparue et sur laquelle elle a indubitablement posé ses marques.

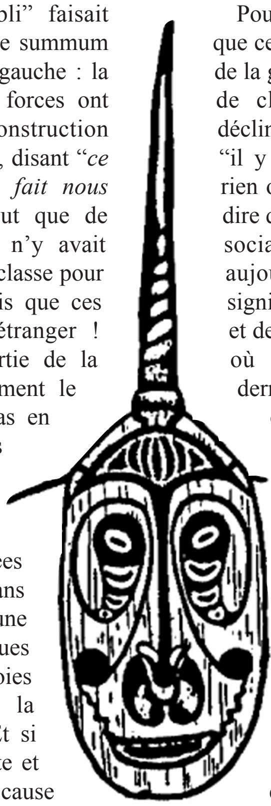
Si toute la période d'après-guerre est marquée par le caractère central du conflit entre la gauche et la droite — où la gauche a été brisée par la guerre civile et la droite l'a emporté réduisant la moitié de la population au rôle de parias —, alors la fin contrôlée de la dictature militaire et la "normalisation" rendant le pouvoir aux politiciens de la démocratie bourgeoise, signifie le commencement d'un chemin réversible. La légalisation du KKE (parti communiste) qui était auparavant considéré comme un "traître" a été le premier pas en ce sens, et ce résidu défait — depuis des décennies — et qui avait capitulé a certainement fait tout ce qu'il pouvait pour servir le régime. Nous ne devons pas oublier que la principale demande qu'il a défendu dans ces années cruciales d'après la dictature a été la "démocratisation", ce qui signifie l'établissement d'une démocratie bourgeoise.

La "réconciliation nationale" et "l'oubli" étaient les deux autres mots d'ordre de ce temps et étaient "justifiés" par l'accession au pouvoir du PASOK (parti socialiste). La"réconciliation nationale" faisait référence au commencement de la division sociopolitique de la période de l'Occupation [4], et elle s'est symboliquement achevée par la reconnaissance institutionnelle

de la "résistance nationale" (une résistance qui a été dépouillée de son contexte de classe et caractérisée de "nationale", incluant "Hites", "Tagmatasfalites" [5] etc). L' "oubli" faisait référence à un silence mutuel sur le summum de la division entre la droite et la gauche : la guerre civile [6], lorsque ces deux forces ont atteint des extrêmes. La construction idéologique qui est apparue ensuite, disant "*ce sont les étrangers qui nous ont fait nous entretuer*", n'avait pas d'autre but que de convaincre l'une et l'autre qu'il n'y avait aucune réalité sociale et raisons de classe pour qu'elles aient un conflit armé mais que ces raisons ont été importées de l'étranger ! Naturellement, il y a eu une partie de la gauche qui n'a pas vu favorablement le changement de 1974 et n'avait pas en perspective un compromis profitable. C'est ainsi que l'antagonisme a crû à différents niveaux. Des luttes de classe massives qui ont été menées dans les années 70, par exemple dans de nombreuses usines, mais aussi une série d'actions violentes et dynamiques montrent qu'il y avait plusieurs voies tentées, autres que celle de la conciliation et de l'assimilation. Et si cette partie antagoniste a été défaite et affaiblie en de nombreux endroits à cause de la répression étatique, l'activité contre-révolutionnaire du KKE et l'avancée du PASOK vers le pouvoir ouvrant les portes de l'assimilation au début des années 80, il existait aussi une autre partie plus minoritaire mais moins visible et bien plus offensive ; elle a été impossible à neutraliser malgré tous les efforts, et ni les incessants coups montés de la police contre de nombreux militants ni les abondants non-sens lancés par le KKE et les autres gauches institutionnelles à propos d'agents-provocateurs n'ont réussi à y parvenir (et même si ce tapis de boue a été complètement ridiculisé depuis, le caractère révolutionnaire/anti-régime de ce type d'actions qui ont ouvert cette période, et qui ont continué longtemps, demeure indiscutable).

En tout cas, le but stratégique de l'ère du Changement Politique ment sur la division de la fin de la guerre civile et post-guerre civile et sur la suppression des discriminations (inutiles aujourd'hui) qu'elle portait, pour qu'une pacification sociale et de classe maximum puisse être atteinte et que le "jeu politique" entre la gauche et la droite puisse se limiter aux cadres du parlement et des autres institutions de la démocratie bourgeoise libérale.

L'approfondissement de ce processus et l'absence d'une analyse plus contemporaine et moins dogmatique de la réalité grecque de ces 25 dernières années, a plutôt mené à une impasse concernant leurs perspectives, un affaiblissement concernant leurs soutiens et un découragement concernant leur continuité, ceux qui continuaient à se battre étant orientés vers la gauche, sa culture politique et ses symboles, comme Aris [7] et le Che, prêtant même à cette gauche une rhétorique social-patriotique et anti-impérialiste ainsi qu'un caractère de libération nationale !



Pour le meilleur ou pour le pire, quoi que cette figure bipolaire de la droite et de la gauche signifie en terme social ou de classe, la gauche a clairement décliné dans le changement politique et "il y a longtemps" signifie à présent rien ou presque rien. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait plus de contradictions sociales et de classe profondes aujourd'hui. Au contraire ! Cela signifie que les contradictions sociales et de classe d'aujourd'hui, de la façon où elles se sont formées ces 25 dernières années et principale-ment ces 10 dernières, ne correspondent pas à cette sphère bipolaire vieille et archaïque et, en dépit de tous les efforts de ceux qui sont intéressés à la maintenir, cela ne fonctionne pas. Aris, Décembre [8], Grammos [9], Makronisos [10], la Junte appartiennent au passé et la gauche est à présent entièrement incorporée au système. Les patrons politiques et économiques qui gouvernent depuis 1981 sont de gauche, l' "intelligentsia" éminente de ce pays est de gauche.

C'est évidemment la raison pour laquelle le superviseur politique du "contre"-terrorisme aboyait il y a des mois avec toute son arrogance autoritaire que "*le 17 Novembre a été politiquement et idéologiquement défait et la seule chose de gauche est sa défaite opérationnelle*". C'est pourquoi le KKE stigmatise à présent les membres du 17 Novembre comme des "agents" et presque toute la gauche non-parlementaire lui emboîte le pas.

La nouvelle ère qui commence symboliquement avec la fin opérationnelle du 17 Novembre et la tentative de criminaliser et principalement de déclassifier idéologiquement et politiquement ce groupe qui a humilié l'état depuis environ trente ans, a été accompagnée par des cris triomphalistes non contenus des patrons, politiciens, flics, médias, et des laquais "intellectuels". Ils sont si grisés du "succès" inespéré contre le 17 Novembre qu'ils désignent maintenant des cibles plus larges, visant particulièrement le milieu anarchiste-antiautoritaire et envisageant d'arrêter des douzaines de personnes militantes de plus et de tirer une société rampante et paralysée derrière le chariot de l' "anti-terrorisme". Et ils ne se limiteront pas uniquement à "*faire quelque chose, gamio to stanio sas*", comme l'a dit l'ordure à la tête de la CIA en grèce ; ils ont l'intention d' "aller plus loin", littéralement. Il faut entrer en résistance s'ils y parviennent, et si la criminalisation des militants n'est plus qu'une simple balade pour eux.

Finalement, la réalité de ces deux derniers mois, au moins comme elle apparaît, est certainement contenue dans le mythe de ces "27 années" [début des activités de l'organisation]. Mais tous ceux qui se réjouissent de ceci devraient se souvenir que la prédominance actuelle de l'état n'a pas toujours été telle et que l'histoire ne se lit pas à partir de sa dernière page, mais de la première...

Il en est de même pour l'histoire de la lutte sociale et de classe, celle-ci ne se finit jamais parce le combat continue... et continuera jusqu'à ce que l'état et le capital appartiennent à l'histoire...

Qu'importe si une tempête s'est calmée hier : demain arrivent des ouragans !

un compagnon

PS : Ce texte a été écrit avant que D. Koufontinas, qui était recherché par la police, ne se rende de lui-même et prenne la responsabilité politique pour toutes les actions revendiquées par l'organisation du 17 Novembre. Ce qu'on peut rajouter est qu'un militant qui ne prend pas la responsabilité de son action politique et ne reste pas digne face à l'état est seul.

Notes :

1. "*Faites quelque chose bande d'enculés...!!*". Invective en grec du chef américain de la CIA pour ce pays, G. Tenet, conseillant à son homologue de s'occuper de ses affaires, qui sont de combattre le "terrorisme".
2. NDLR : un récit grec se trouve en français dans la brochure *"Antimondialisation", activisme et... capitalisme*, éd. Mutines Séditions, fév. 2001, pp.18-19. Disponible à l'adresse de *Cette Semaine*.
3. La période après 1974, année de la chute de la dictature militaire qui avait débutée en 1967.
4. Armée allemande d'occupation.
5. Corps paramilitaires de fascistes grecs créés pour affronter la guérilla communiste dans les montagnes.
6. 1945-1949, les communistes ont été les perdants de la guerre civile...
7. Aris Velouhiotis, capitaine de la guérilla communiste.
8. Décembre 1944, l'armée et la police ouvrent le feu sur une manifestation de 600 000 personnes dans le centre d'Athènes.
9. Bataille de la guerre civile dans la montagne Grammos, 20-21 août 1948.
10. Ile utilisée comme lieu d'exil pour les prisonniers politiques.

[Traduit de la version anglaise par CS. L'introduction est celle de l'article, tiré de *Anarkhio Deltio* n°17, septembre 2002]

Le squat de Lelas Karayianni 37
est menacé de répression



Depuis la fin du mois de juillet, le squat de Lelas Karayianni 37 se trouve confronté à un nouveau projet répressif qui se manifeste —et ce n'est pas un hasard— au milieu de l'été et dans une période où s'intensifie le terrorisme d'Etat et l'hystérie "anti"-terroriste des médias.

Le conseil rectoral de l'Université d'Athènes qui est un des propriétaires du bâtiment occupé, a fait couper l'eau du squat, tandis qu'en même temps il a aussi pris la décision de couper l'électricité. L'objectif de cette vile action est de rendre insupportable notre vie dans le bâtiment occupé, de façon à nous obliger à l'abandonner, assiégés par le manque d'eau. Alors que dans le cas contraire, sera effectuée une opération d'évacuation violente. Et cela au nom de l'utilisation du bâtiment dans le cadre de cette opération aurifère qu'on appelle "Jeux Olympiques de 2004".

Le bâtiment de Lelas Karayianni 37 a été légué en 1960 à l'Université, l'Ecole Polytechnique et l'Ecole des Beaux Arts d'Athènes, à condition de devenir un foyer pour des étudiants pauvres et sans logis. Malgré tout, il est resté abandonné de 1960 à 1988, quand il a été occupé par un groupe de jeunes étudiants, chômeurs et travailleurs qui l'ont transformé en un espace de vie et d'action collective, dans une ville étouffante par le chantage de la survie et les rapports d'aliénation.

Dès lors, plus qu'une réponse au régime social et économique insupportable qui transforme le logement en marchandise, le squat a constitué et constitue un espace collectivement autogéré qui fonctionne sur les principes de camaraderie et de solidarité, contre le modèle dominant d'individualisation et d'isolement dans des appartements-cages, contre le slogan du pouvoir "chacun pour soi". Loin d'être simplement un lieu d'habitation, le squat de Lelas Karayianni est devenu, au travers d'assemblées ouvertes, de publications et d'interventions dans les luttes sociales, une base de critique radicale non seulement contre l'exploitation des besoins de logement qu'affrontent des milliers de personnes, mais aussi contre les autres aspects de l'oppression sociale et de l'exploitation de classe. En tant que démarche anti-autoritaire et anti-institutionnelle, le squat est devenu la cible de la répression étatique ayant comme résultat l'invasion répétée de la police en 1994 et en 1995.

Le squat de Lelas Karayianni est le plus récent, mais non pas l'unique lieu social qui est menacé par l'orage des Jeux Olympiques, cette opération d'intensification de l'exploitation capitaliste et du contrôle étatique qui impose la construction d'un milieu urbanistique et social étouffant. Alors, parlons-en des jeux olympiques :

De la propagande du pouvoir qui les présente comme le "nouveau idéal social et national" afin d'arracher le consensus de tous ceux qui, en réalité, vont en payer le prix et vont les subir, alors qu'en même temps les seuls à y gagner sont les différentes multinationales, les compagnies de construction et de publicité, les officiers de l'état qui vont gérer les subventions, les marchands de tout produit inutile de consommation et, naturellement, les fournisseurs d'équipements de sécurité.
Parlons-en des "grands travaux publics" qui se réalisent pour servir les marchandises et pas les gens ; des ouvriers qui sont morts dans lesdits "accidents de travail", quand s'effondrent des ponts ou à cause de l'absence des mesures de protection dans les chantiers du village Olympique ; de leurs camarades de travail qui, après chaque "accident", se mettent en grève pour reprendre le travail un jour plus tard dans les mêmes conditions misérables, puisque personne ne doit revendiquer, se mettre en grève, se révolter, sinon "l'objectif national" s'effondrera.
Parlons-en de la transformation de la ville en un lieu stérilisé et mort ; des opérations policières contre les immigrés ; de l'expulsion du centre-ville de tout élément de vie spontanée et incontrôlé ; des innombrables caméras de surveillance et de la présence constante d'une armée policière au nom de la "sécurité nécessaire pour la réalisation des Olympiques".
Parlons-en de l'énorme marchandage spéculatif des subventions qui seront absorbées par le secteur public au nom des besoins de 2004 ; du projet d'expulsion des étudiants des foyers universitaires à Ilissia par le conseil rectoral qui veut utiliser ces foyers pour l'hébergement de journalistes en 2004 ; mais aussi de la lutte des étudiants qui depuis plus de deux mois résistent à ce projet en occupant les foyers.
Parlons-en de la campagne "anti"-terroriste et des lois d'urgence, de la criminalisation de toute lutte sociale, du projet de liquidation de tout espace de résistance dans la ville, au nom de la matérialisation de "la grande idée nationale".

Nous, les squatteurs de Lelas Karayianni, ayant créé depuis longtemps un lieu de résistance contre la logique de l'exploitation capitaliste et de l'oppression étatique, un lieu menacé aujourd'hui de répression, nous avons toute raison de le défendre, en rejetant catégoriquement le vil chantage et les aspirations spéculatives des autorités universitaires. D'autant plus que les projets de ces autorités concernent les jeux olympiques qui condensent, en ce moment, toutes les formes d'inégalité, d'oppression et d'exploitation contre lesquelles nous luttons depuis tant d'années et, contre lesquelles nous n'arrêterons pas, dans tous les cas, de lutter.

BAS LES MAINS DU SQUAT DE LELAS KARAYIANNI
SOLIDARITE AVEC L'OCCUPATION DES FOYERS D'ETUDIANTS
ET AVEC TOUS LES SQUATS
NO PASARAN !

des compagnons du territoire occupé de Lelas Karayianni 37

[texte trouvé directement en français sur le site
http://www.geocities.com/ANAR_GR
Nous avons un peu amélioré la traduction.]

Carlo Tesseri condamné

Nous avions parlé [1] de la mort le 24 décembre 2001 d'Horst Fantazzini dans la prison de Dozza (à Bologne). Il avait été arrêté avec Carlo Tesseri sur une tentative de braquage le 19 décembre dans cette même ville. Ce dernier est passé en procès le 13 juin 2002 pour cette tentative. Rappelons qu'il sortait le 7 juillet 2001 de sept années de prison avant d'être pris. Nous reproduisons ci-dessous le tract (traduit par nos soins) distribué par des compagnons le jour de son procès.

1. voir *Cette Semaine* n°84, fév/mars 2002, pp. 25-27

AUJOURD'HUI 13 JUIN, le compagnon anarchiste Carlo Tesseri passe en procès pour tentative de braquage.

Le fait remonte au 19 décembre 2001 lorsqu'il fut arrêté aux alentours de la *Banca Agricola Mantovana* rue Mascarella [à Bologne] en compagnie d'Horst Fantazzini. Carlo et Horst ne sont jamais rentrés dans cette banque et, pendant qu'ils circulaient dans la rue avec deux vélos, ils ont été arrêtés et envoyés à Dozza [la prison de Bologne], où Horst est mort le 24 décembre d'un arrêt cardiaque dû à trente années de taule !

A peine quelques mois plus tôt, il avait obtenu une semi-liberté au prix d'un travail fatiguant et mal payé, en échange de pouvoir passer quelques heures avec ses proches.

Voilà pourquoi "seul" Carlo se trouve aujourd'hui au banc des accusés, sur lequel il a été repoussé par toutes les instances de peines alternatives.

Mais pendant que Carlo est seul sur le banc infâme, nous voulons lui faire sentir notre solidarité et notre affection, puisque nous ne laisserons jamais seul un compagnon aux mains de la justice et des geôliers flics.

Nous nous trouverons toujours aux côtés de tous les rebelles et révoltés, chaque fois qu'il y aura un refus de toute forme d'injustice et d'autorité nous enfreindrons les lois qui protègent les intérêts des puissants. Mais nous ne voulons pas être des moutons dans un grand troupeau, nous en avons assez de l'aumône qu'on nous accorde, nous en avons assez de réprimer nos désirs, nous voulons briser la cage dans laquelle on nous a relégués.

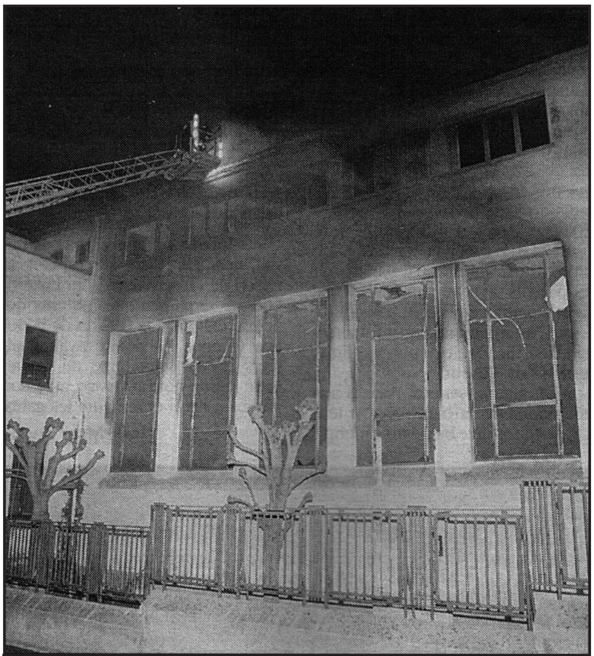
Ce tribunal, comme n'importe quel autre, prétend juger et condamner toute personne qui veut se réapproprier sa propre vie, armant ses propres désirs à la recherche de la liberté.

Que les jugent se fassent avoir [foutre, descendre ?], que brûlent les tribunaux et les prisons ! Que chacun, par ses propres moyens, s'oppose à cette société-prison !

Nous nous réjouissons lorsque quelqu'un va prendre l'argent où il se trouve en abondance, nous en avons assez de nous nourrir des miettes qui tombent de la table des patrons.

Individualités anarchistes

Carlo Tesseri a été condamné à 14 mois de prison. On peut lui écrire à :
Carcere Dozza
Via del Gomito, 2
40127 Bologna



PONTOISE (VAL D'OISE), 30 DÉCEMBRE 2002 : Le tribunal correctionnel est incendié. Le hall et les deux salles d'audience connaissent une fin chaleureuse.

La fin des illusions

UN SPECTRE RECOMMENCE à rôder en Europe. Après d'interminables années d'une paix sociale faite d'exploitation, d'aliénation, de misère et de souffrance, la rage des opprimés revient finalement dans la rue pour déclarer la condamnation à mort d'une organisation sociale incompatible avec l'espèce humaine et la planète. Les 20 et 21 juillet [2001] à Gênes, la contestation du G8 a rapidement abouti, pour des milliers de manifestants, à une critique pratique du capitalisme et de l'état. Elle a montré par des affrontements durs et généralisés avec les forces de l'ordre, la dévastation et l'incendie de nombreuses banques et de quelques commissariats, l'attaque de la prison de Marassi et les saccages de supermarchés, l'explosion spontanée d'une conflictualité sociale jamais apaisée.

La détermination avec laquelle les insurgés de Gênes ont affronté les forces de police, franchissant les limites étroites de la désobéissance civile et de la contestation démocratique, démasque en fait l'illusion de la concertation, et avec elle le racket politique qui a cherché à désamorcer toute radicalité et autonomie possibles. Leur tentative de faire passer ce qui a été un moment de résistance de masse pour une dégénérescence provoquée par quelques "professionnels" du désordre, est ridicule et répugnante. L'émeute de Gênes a ridiculisé les manœuvres politiques de tous ceux qui ont essayé de l'instrumentaliser ; c'est pour cela qu'ils sont en compétition avec les flics pour calomnier et appeler à la répression.

Comme toujours, dès que l'affrontement se radicalise et que le consentement se fissure, la classe dominante et son état réagissent sur le seul mode possible : la violence. Le meurtre de Carlo Giuliani, les massacres et les tortures perpétrés à Gênes sont la énième démonstration d'à quoi sert la peine de réclamer les droits et les garanties démocratiques dont l'état se débarrasse tranquillement dès qu'ils ne suffisent plus à garantir l'ordre et à masquer l'exploitation de classe. Le jeu se durcit... Les illusions démocratiques, garantistes et réformistes s'écroulent misérablement. Les insurgés de la volonté de vivre ne le regrettent pas.

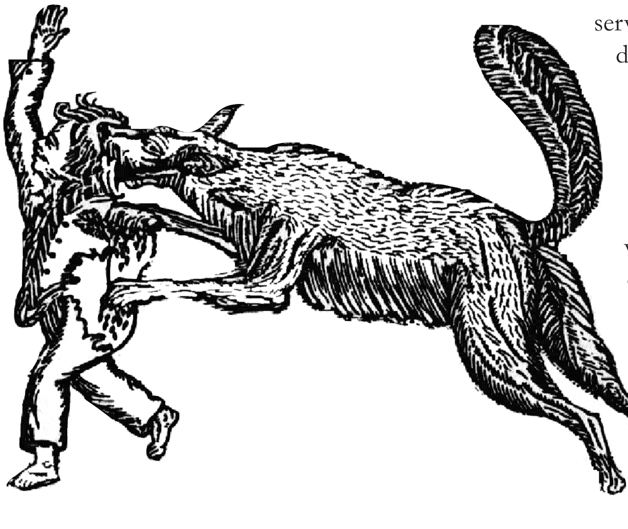
La société capitaliste ne sait rien produire d'autre que la misère, l'isolement, les désastres écologiques, les épidémies, les guerres, la faim, la souffrance. MAIS UN MONDE NOUVEAU PREND FORME, SUR LES DÉCOMBRES DE L'ÉCONOMIE.

EN AVANT COMPAGNONS !
Le moment historique est grave ; la guerre sociale piaffe et l'ennemi de classe harcèle. Fuyons les pièges de la hiérarchie, de la bureaucratisation et de la spécialisation des rôles, mais sans s'abandonner à un "rebellisme" privé de stratégie qui ne mène à rien. Que la perspective révolutionnaire sache dépasser le carcan des échéances spectaculaires imposées par le pouvoir pour surgir partout, dans le quotidien, là où la réification étouffe la vie et où la conflictualité diffuse a plus que jamais besoin de parcourir les chemins de l'organisation autonome et de la réappropriation de la conscience historique négative, en une guerre sans quartier à la séparation et à l'autorité. La communauté humaine urge.

POUR L'ABOLITION DES CLASSES ET DE L'ÉTAT.
POUR LE COMMUNISME LIBERTAIRE.
VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALE !

[Traduit de l'italien par CS. Texte de l'affiche qui circule en l'italie depuis juin 2002]

Barbares contre Empire ou le négrisme confondu



Certains ont déjà pu remarquer que l'une des ruses de Marx la plus réussie est d'avoir inventé le marxisme comme nouveau langage. Depuis l'Antiquité, il est notoire que l'art de la persuasion consiste à déterminer, à l'oral comme à l'écrit, un effet psychologique précis sur la personne qui lit ou écoute, bien au-delà des arguments développés. Ce n'est pas un hasard si les Grecs disaient que persuader signifie «mener les âmes à soi». Plusieurs expressions marxiennes — et on pourrait même aller jusqu'au bruit subtil de sa prose — ont fasciné, terrorisé et créé des émules chez des milliers de ses lecteurs. «Extraction de la plus-value, conditions sociales historiquement déterminées, éléments objectivement contre-révolutionnaires,...» sont des expressions qui, liées à certaines techniques journalistiques et aux fameuses inversions du génitif («philosophie de la misère, misère de la philosophie» [1]), ont créé un véritable jargon. C'est ce même jargon qui a fourni aux aspirants bureaucrates et aux véritables dictateurs un réservoir de phrases toutes faites avec lequel ils pouvaient justifier leur propre pouvoir, et aux socio-démocrates un style radical avec lequel ils pouvaient couvrir par un écran de fumée la capitulation de la pratique. Le secret, c'était et c'est de se donner avec une précision scientifique l'allure de ceux qui savent de quoi ils parlent.

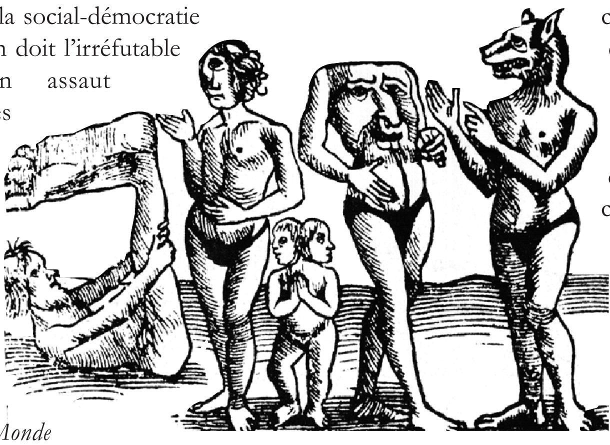
Les textes d'Antonio Negri jouent le même rôle aujourd'hui, *si parva licet*[2]. Ils existe en effet actuellement deux "centrales théoriques" du mouvement pour les droits globaux, pour le contrôle démocratique, pour la citoyenneté universelle, bref pour ceux que la nov-langue journalistique appelle les *no-global* [les *anti-mondialisation*, en france] : la rédaction du *Monde Diplomatique*, et notre professeur de Padoue, justement. A la première, on doit le mensuel homonyme, l'organisation de conférences et de séminaires, la publication de livres, et la création d'Attac. Au second, l'un des fondateurs de Potere Operaio puis d'Autonomia Operaia, on doit une grande partie de l'idéologie opéraiste [ouvriériste] italienne, et aujourd'hui la théorie dont les Tute bianche, les disobbedienti et tant d'autres citoyens globaux sont les petits soldats. Que l'on prenne n'importe quel tract d'un *social forum*, et on y trouvera à coup sûr les expressions suivantes : société civile, multitude, mouvement des mouvements, droits globaux, revenu garanti, dictature du marché, laboratoire politique, exode, désobéissance civile (ou civique), globalisation par le bas, pouvoir constituant, empire et ainsi de suite. Même si chacun d'entre eux a une histoire plus ou moins longue, ces concepts, assemblés de différentes façons, constituent le manuel actuel du récupérateur averti et du parfait réformiste. L'un des directeurs de cette «fabrique ontologique», l'un des techniciens de cette «machine linguistique», c'est encore une fois Antonio Negri, Toni pour la base.

Nous ne commettrons pas l'erreur banale de croire que des théories puissent influencer de manière unilatérale les mouvements. Les théories se diffusent dans la mesure où elles servent des intérêts déterminés et répondent à des exigences précises. *Empire*, de Negri et Hardt, est ainsi un livre exemplaire. Unies aux élaborations de ses cousins "diplomatiques" français qui eux-mêmes s'inspirent des padovins et réciproquement, ses pages offrent la version la plus intelligente du programme de gauche du capital. Si nous en approfondissons les thèses, c'est uniquement pour une question strictement pratique : les groupes qui s'en réclament incarnent la version globalisée de l'ancienne social-démocratie et la variante gazeuse de la bureaucratie stalinienne — bref, le parti communiste du troisième millénaire, la pacification du présent et la contre-révolution du futur [3]. Nous parlons de variante gazeuse du stalinisme parce qu'elle a remplacé la hiérarchie rigide des fonctionnaires par le modèle du réseau (ou du rhizome) où le pouvoir des leaders apparaît plus fluide. Construite sur le déclin du mouvement ouvrier et de ses formes de représentation, cette nouvelle façon de faire de la politique n'a pas de terrain d'intervention privilégié (usines, quartiers, etc.) mais offre au carriérisme de ses aspirants dirigeants un terrain beaucoup plus immédiat que celui des vieux bureaux du parti : le rapport avec les mass-médias. C'est pour cette raison que les partis et les syndicats de gauche se posent comme ses alliés et sont bien souvent à la remorque de ses initiatives : ils savent bien qu'au-delà des piercings de quelques petits leaders et des slogans de rhétorique guerrière, la politique "désobéissante" représente la base (aussi électorale) du pouvoir démocratique à venir. Une politique qui garde intact du stalinisme le même rôle : mener les mouvements dans le tombeau institutionnel, médiatiser les conflits sociaux, étouffer les tensions subversives, dénoncer ceux qui échappent à son contrôle.

L'Etat, après avoir progressivement absorbé le social, s'est rendu compte qu'il avait étouffé toute créativité sous le fardeau institutionnel ; contraint de le régurgiter, il a appelé ce rejet *société civile* en l'agrémentant de toutes les idéologies de la classe moyenne : droit de l'hommisme, bénévolat, écologie, pacifisme, anti-racisme démocratique. Dans la passivité envahissante, le consensus a besoin d'injections permanentes de politique. Les politiciens désobéissants et leurs citoyens servent à cela. En effet, pour les orphelins de la classe ouvrière, c'est la figure abstraite du citoyen qui se pare aujourd'hui de toutes les vertus. En jouant de manière habile sur les différents sens du mot (le citoyen est en même temps le sujet d'un Etat, le bourgeois, le protagoniste de la révolution française, le membre de la *polis* et le partisan de la démocratie directe), ces démocrates s'adressent à toutes les classes. Les citoyens de la société civile s'opposent aussi bien à la passivité des consommateurs qu'à la révolte ouverte des exploités contre l'ordre établi. Ils sont la bonne âme des institutions étatiques (ou publiques, comme ils préfèrent le dire), ceux qui dans n'importe quelle Gênes inviteront toujours par devoir civique la police à «isoler les violents». Avec la complicité des mobilisations démocratiques des "désobéissants", l'Etat peut ainsi poser son ultimatum avec plus de force et de crédibilité : soit on dialogue avec les institutions, soit on

est des "terroristes" à réprimer (que l'on lise en ce sens les différents accords internationaux signés après le 11 septembre). Le «mouvement des mouvements» est un pouvoir *constituant*, c'est-à-dire un excédent social par rapport au pouvoir *constitué*, une force politique instituante qui s'affronte et dialogue avec la politique instituée — suivant l'idée de Negri, la version militante du concept spinoziste de *puissance*. La stratégie est celle de conquérir de plus en plus d'espaces institutionnels, de créer un consensus politique et syndical élargi, d'obtenir une légitimité en offrant au pouvoir sa propre force de médiation et sa caution morale.

Dans le conte négriste, le véritable sujet est un être étrange aux mille métamorphoses (ouvrier-masse puis ouvrier-social, et maintenant *multitude*) et aux mille astuces. C'est ce sujet en effet qui a le pouvoir, même quand tout paraît témoigner du contraire. Tout ce que la domination impose, c'est lui qui l'a en réalité voulu et conquis. L'appareil technologique incorpore son savoir collectif (et non pas son aliénation). Le pouvoir politique aménage les aspirations de la base (et non pas sa récupération). Le droit formalise son rapport de force avec les institutions (et non pas son intégration répressive). Dans cette vision édifiante de l'histoire, tout se passe selon les schémas du marxisme le plus orthodoxe. Le développement des forces productives — véritable facteur du progrès — entrerait continuellement en contradiction avec les rapports sociaux en modifiant l'ordre de la société dans le sens de l'émancipation. La logique est la même que celle de la social-démocratie allemande classique de laquelle on doit l'irréfutable privilège d'avoir écrasé un assaut révolutionnaire puis jeté les prolétaires dans les bras du nazisme [nous y ajouterions l'aide précieuse du parti communiste]. Egalement social-démocrate, est l'illusion d'opposer au pouvoir des multinationales celui des institutions politiques, illusion que Negri partage avec les étatistes de gauche du *Monde Diplomatique*. S'ils dénoncent tous deux si souvent le «capitalisme sauvage», les «paradis fiscaux» ou la «dictature des marchés», c'est parce qu'ils veulent de nouvelles règles politiques, un nouveau gouvernement de la mondialisation, un autre New Deal [4]. C'est en ce sens qu'il faut lire la proposition d'un *revenu universel de citoyenneté* que les négristes moins "dialecticiens" n'ont pas de scrupules à présenter ouvertement comme une relance du capitalisme.



Malgré deux décennies de durs conflits sociaux, le capitalisme est parvenu à contourner la menace révolutionnaire par un processus achevé à la fin des années 70. Par le démantèlement des centres productifs et leur diffusion à travers le territoire et avec l'assujettissement complet de la science à la domination. A cette conquête de tout l'espace social correspond, telle une ultime frontière à franchir, l'entrée du capital dans le corps humain avec la domination même des processus vitaux de l'espèce : les nécrotechnologies sont le dernier exemple de ce délire d'un monde entièrement artificiel. Mais pour un Negri, cela ne fait qu'exprimer la créativité de la multitude. La subordination totale de la science au capital, l'investissement dans les services, les savoirs et la communication (la naissance des «ressources humaines», selon le langage managérial), exprime pour lui le «*devenir-femme*» du travail, c'est-à-dire la force productive des corps et des désirs. A l'époque du «travail immatériel», les moyens de production dont la multitude doit s'assurer la propriété commune sont les cerveaux. La technologie, en ce sens, démocratise toujours plus la société, puisque le savoir que le capitalisme met à profit dépasse toute sphère salariale, coïncidant de fait avec l'existence même des êtres humains. Voilà ce que signifie donc la revendication d'un revenu garanti : si le capital nous fait produire à chaque instant, qu'il nous paie même s'il ne nous embauche pas comme salariés, on lui rendra l'argent en consommant.

Les conclusions de Negri et compagnie sont le renversement parfait des idées de ceux qui, déjà dans les années 70, soutenaient pourtant que la révolution passe par le corps, que la condition prolétarienne est de plus en plus universelle et que la vie quotidienne est le lieu de la «guerre sociale». Le but des récupérateurs est toujours le même. Dans les années 70, ils parlaient de sabotage, de guerre de classe pour conquérir une place au soleil ; aujourd'hui, ils proposent la constitution de listes électorales, l'accord avec les partis, l'entrée dans les institutions. Leur jargon et leurs acrobaties linguistiques montrent que la dialectique marxiste est capable de tous les prodiges, en passant de Che Guevara à Massimo Cacciari [5], des paysans du Chiapas à la petite entreprise vénétienne, elle justifie la délation tout comme hier elle théorisait la dissociation. D'ailleurs, comme ils le reconnaissent eux-même, l'important ce ne sont pas les idées ni les méthodes, mais bien les «mots d'ordre péremptoires».

Pour les théoriciens "désobéissants", les institutions politiques sont otages du capital multinational, de simples chambres d'enregistrement des processus économiques globaux. En réalité, du nucléaire à la cybernétique, de l'étude sur les nouveaux matériaux au génie génétique, de l'électronique aux Telecom, le développement de la puissance technique — base matérielle de ce qu'on nomme *globalisation* — est lié à la fusion de l'appareil industriel et scientifique avec l'appareil militaire. Sans le secteur aérospatial, sans les trains à haute vitesse, sans les réseaux de câbles à fibre optique, sans les ports et les aéroports, comment un marché global pourrait-il exister ? Si on ajoute à cela le rôle fondamental des opérations de guerre, l'échange continu des données entre le système des banques, assurances, médical, scolaire et policier, la gestion étatique des nuisances écologiques, la surveillance toujours plus diffuse, on se rendra compte qu'il est mystificateur de parler de déclin de l'Etat. Ce qui est en train de changer est tout simplement *une certaine* forme étatique.

Contrairement à d'autres sociaux-démocrates, pour Negri, la défense de l'Etat "providence" national n'est plus possible puisqu'il s'agit d'une construction politique désormais dépassée. Il y a pourtant une perspective plus ambitieuse qui s'ouvre : la démocratie européenne. D'un côté, le pouvoir se pose en effet le problème de la pacification des tensions sociales, la politique représentative étant en crise. D'un autre côté, les "désobéissants" cherchent de nouveaux schémas pour rendre plus démocratiques les institutions. Voilà une rencontre possible : «Qui a donc intérêt à une Europe politique unie ? Qui est le *sujet européen* ? Ce sont les populations et les couches sociales qui veulent construire une démocratie absolue à l'échelle d'Empire. Celles qui se posent comme *contre-Empire*. (...) Le nouveau sujet européen ne refuse donc pas la mondialisation, au contraire, il construit l'Europe politique comme lieu duquel parler *contre* la mondialisation, *dans* la mondialisation, en se qualifiant (à partir de l'espace européen) comme *contre-pouvoir* par rapport à l'hégémonie *capitaliste* de l'Empire» (extrait de *Europa politica. Ragioni di una necessità*, sous la direction de H. Friese, A. Negri, P. Wagner, 2002).

Nous sommes parvenus à la fin. Derrière un écran de fumée de slogans et de phrases à effet, sous un jargon qui flatte et qui terrorise, voilà défini un programme simple pour le capital et enthousiasmant pour la multitude. Essayons de le résumer. Grâce à un revenu garanti, les pauvres peuvent être flexibles dans la production de richesses et dans la reproduction de leurs formes de vie et relancer ainsi l'économie ; grâce à la propriété commune des nouveaux moyens de production (les cerveaux), le «prolétariat immatériel» peut «commencer à travers l'Europe une longue marche zapatiste de la force de travail intellectuel» ; grâce aux nouveaux droits universels de citoyenneté, la domination peut traverser la crise de l'Etat providence et inclure socialement les exploités. Les patrons l'ignorent encore, mais les nouveaux moyens de production, laissés enfin libres de se développer, réaliseront de fait ce qu'ils contiennent déjà en puissance : le communisme. Il suffit juste de régler ses comptes avec les capitalistes obtus, réactionnaires, néo-libéraux (bref, avec la "mauvaise" mondialisation). Tout ceci semble avoir été conçu exprès pour confirmer ce que Walter Benjamin constatait il y a plus de 60 ans, quelques semaines après le pacte entre Staline et Hitler : «Rien n'a corrompu autant les travailleurs allemands que la persuasion de nager dans le sens du courant. Pour eux, le développement technique était le courant favorable dans lequel ils pensaient nager» [6].

Mais les eaux agitées du courant cachent de graves périls, comme le remarque même Negri : «Maintenant, nous nous trouvons dans une constitution impériale où monarchie et aristocratie luttent entre elles, tandis que les tribunats de la plèbe sont absents. Ce qui provoque une situation de déséquilibre, à partir du moment où la forme impériale ne peut exister de façon pacifiée seulement si ces trois éléments s'équilibrent entre eux» (*MicroMega*, mai 2001). En somme, mes chers sénateurs, Rome est en danger. Sans "dialectique" entre mouvements sociaux et institutions, les gouvernements sont "illégitimes", donc *instables*. Et comme l'ont très bien démontré Tite Live puis Machiavel, la création du tribunat de la plèbe servait à contre-balancer l'expansion impériale romaine par l'illusion de la participation populaire à la politique. Le célèbre récit de Menemio Agrippa — qui apostrophait la plèbe mutinée en lui disant pour la calmer que c'était seulement grâce à elle que Rome vivait, comme un corps ne vit qu'avec tous ses membres — risque en effet de toucher à sa fin. L'Empire semble avoir de moins en moins besoin des pauvres qu'il produit, en les laissant pourrir par millions dans les réserves du paradis marchand. D'autre part, la plèbe pourrait se faire menaçante comme une horde de barbares — et certes descendre de la colline vers la ville comme au temps d'Agrippa, mais *avec les pires intentions*. Aux yeux des exploités enragés et déraisonnables, la médiation des nouveaux dirigeants pourrait alors être tout aussi odieuse que le pouvoir en place et tout aussi inefficace. Il est trop tard pour donner des leçons d'éducation civique lorsque les barbares ont déjà mis les pieds dans le plat. La police, même en tunique blanche, pourrait ne pas suffire.

Notes (de la rédaction) :
1. Marx répondait ainsi au texte de Proudhon, "Philosophie de la misère".
2. "Si la comparaison a un sens"
3. Lors d'un débat organisé par les revues *Multitudes* et *Alice*, animées par de nombreux épigones français du négrisme, un petit tract signé par *Des partisans de la guerre sociale* avait été déposé. Il se finissait ainsi : "*Bouffons des révolutions linguistiques et des guerillas sémiologiques / artistes de la servitude volontaire, hackers de la paix sociale / vous êtes la version gazeuse du vieux stalinisme et la variante activiste de l'actuelle social-démocratie / vous êtes la contre-révolution du futur*" (tract reproduit dans *Karoshi* n°2, été 2000, p.25).
4. "*Un nouveau new deal*" est le titre d'un article publié en 1998 par un ancien leader de l'autonomie française, aujourd'hui professeur à Sciences-Politiques Paris, Yann Moulier-Boutang.
5. Ex-membre de Potere Operaio, aujourd'hui maire DS (centre gauche) de Venise.
6. Walter Benjamin, *Thèses sur le concept d'histoire*, thèse XI

[Traduit de l'italien par M & CS, introduction du livre *Barbari, L'insorgenza disordinata* par Crisso & Odoteo, éd. NN (C.P. 52 — 11026 Pont St Martin (AO), italie), 70 p., septembre 2002]

Un peu de répression, aussi à Pise



La nature aime la diversité, là est son génie

CE PRINTEMPS, NOTRE GROUPE et toute une mouvance de sympathisants et anarchistes de Pise ont du affronter une attaque répressive d'une certaine amplitude. Commençons par le fait que depuis fin 2001 nous n'avions plus de local — la rédaction était via Fuchini à Pise, mais ceci n'a pas empêché la continuation de nos activités, pas uniquement de *Il Silvestre*, mais aussi de tous ces rebelles, anarchistes et complices qui prenaient ce lieu comme point de rencontre.

La distribution de tracts, les tables de presse, affichages ont continué avec assiduité, une critical mass [manif à vélo qui bloque la ville] à moitié spontanée s'est bien passée et un *cacerolazo* [concert de casseroles] matinal en solidarité avec les protestations en Argentine a fini par une bouffe gratuite dans la cantine de l'université, ou entre autres ont été mises hors d'usage les caméras de surveillance. Tout cela, sans aucune permission ou médiation mais un nombre croissant de participants.

D'autres groupes, communistes ou étudiants, ont aussi fait du raffut dans la ville à leur manière.

De plus, il y a eu une augmentation du nombre d'actes de vandalisme ou de sabotages anonymes.

Pour n'en citer que les plus évidents :
Incursion et dévastation du local du journal " *Il Tirreno* ", incursion et dégâts dans la mairie et le local des fachos, deux antennes-relais de téléphone mobile brûlées, des tags qui poussent comme des champignons,…

Le 27 mars, une personne de *Il Silvestre* avec deux autres compagnons anarchistes qui fréquentaient le local et des activistes du mouvement pisain sont arrêtés par deux membres de la Digos [police politique] alors qu'ils sont en train de coller un tract titré : "*un bâtard est mort*" et signé "*certains individus*". Ce texte contenait une invitation à l'auto-organisation et à une défiance par rapport à la voie légaliste, mais aussi une acclamation (un peu abrupte) de la dernière action éclatante des Brigades Rouges contre Biaggi [conseiller du ministre du travail assassiné].

Les compagnons n'ont subi qu'un contrôle d'identité mais, le lendemain, il y a eu une plainte pour "propagande subversive" (art. 272 CP) et une perquisition chez eux et dans les habitations d'autres compagnons de *Il Silvestre.*

Ensuite, il y a eu le collage d'un manifeste en solidarité avec les deux compagnons, dont le titre était "*Qui est le terroriste ?*" signé par les Silvestre, avec un renversement de poubelles devant les journaux *Il Tirreno* et *La Nazione* (accompagné d'un bombage : " *Nous vous restituons un peu de vos poubelles, infâmes !* ").

Les jours suivants, une campagne de presse violente continua à attaquer les Silvestre mais aussi tous ceux qui ne se soumettent pas publiquement à la loi et aux méthodes de l'ordre démocratique.

Le 13 avril, une attaque incendiaire touche une caserne de carabinieri en brûlant la porte d'entrée. L'air en ville devient vraiment lourd.

Le 15 avril, deux autres compagnons anarchistes sont interpellés pendant qu'ils collent avec du scotch des tracts, bien "moins lourds" que le premier, dans lesquels on exprimait notre solidarité avec les mis en examen et ceux qui agissent directement contre toutes les oppressions. Les deux compagnons sont incarcérés à la prison de Don Bosco. Vu que personne ne s'attendait à une chose pareille et que peu de personnes étaient au courant de leur initiative, la nouvelle arriva un peu en retard.

Dans l'après-midi du 16 avril, les activistes de *Il Silvestre* et leurs sympathisants se rendent à l'initiative du Social Forum pisain non pas pour demander une solidarité de la part des forces organisées, mais pour informer de la grave situation répressive les personnes qui suivent un concert et qui, certaines peut-être, auraient pu être intéressées par l'événement et solidaires avec les deux compagnons. Et comme on pouvait s'y attendre, les "*subversifs dangereux*", "*les nigauds*", "*pas démocratiques*", ceux qui font des tracts "*délirants*", ne peuvent recevoir la solidarité de telles forces qui se disent pourtant antagonistes mais sur lesquelles pèse l'influence d'un parti qui siège au Parlement et dont le délire est difficilement égalable : Riaffondazione Comunista [jeux de mot entre riaffondazione (nouveau naufrage) et refondazione (refondation)].

Après une brève altercation, un groupe de cinquante personnes part en cortège en direction de la prison Don Bosco et on entendra des slogans pendant des heures pour la libération des compagnons et pour la destruction des prisons, la révolte et l'évasion, tout en bloquant la circulation. La Digos est très nerveuse, les prisonniers à l'intérieur saluent et lancent leurs propres slogans. Dans la nuit, le groupe se déplace bruyamment en faisant des tags dans la ville. Dans les rues successives se confirme la non-disponibilité du mouvement pisain pour s'opposer à la répression et développer une solidarité pour les deux incarcérés. Des gens qui font des lois au Parlement, des branleurs qui font de la politique à la fac et pour lesquels la répression est au maximum une amende, se permettent de condamner qui est camarade et qui ne l'est pas. En face de tous les opprimés, ces politiciens en pantoufles font de la peine et reçoivent la dérision qu'ils méritent.

Finalement, les deux compagnons sont libérés le 18 avril avec une mise en examen pour "*propagande subversive*" avec obligation de pointer au commissariat (elle fut levée trois mois après). Le 28, un rassemblement est organisé dans le centre de Pise et le tract incriminé, "*gare aux vautours*", est redistribué pour l'occasion.

Ceci est la chronique des faits, mais est-ce utile d'écrire quelques lignes de plus comme possible commentaire.

Au cours des semaines suivantes, les premières plaintes, le thème de la sécurité et du "retour de la subversion" était quotidiennement en première page du journal local, qui alimentait ainsi un climat de paranoïa en grossissant les épisodes fréquents de la ville et en demandant plus de contrôle et une poigne de fer contre "*les vandales*". Ceci, en synergie avec le travail effectué par les médias au niveau national depuis plusieurs mois dans une tentative d'intimider les voix les plus intransigeantes des mouvements.

Quand les premiers compagnons ont été surpris avec le tract sur l'assassinat de Biaggi, cette paranoïa a été déversée toute entière contre notre groupe qui est devenu le bouc émissaire parfait d'un contexte qui a ensuite amené aux arrestations et à la désormais habituelle embrassade répressive journalistes/flics. Pourquoi spécifiquement les Silvestre ? Comme il était justement précisé dans le second tract incriminé ("*gare aux vautours*"), tant que les associations de défense de l'environnement ne feront pas un travail fructueux et concret, il y aura toujours un citoyen quelconque, qui peut-être ne vote pas Vert et n'est pas végétarien, qui sentira le besoin d'agir directement contre les milliers de sources de dégradation de l'environnement qui constellent sa terre et notre terre. De la même manière, tant que les conditions de la vie sociale continueront à se dégrader, la réaction des gens pourra aussi se développer dans une hostilité toujours plus aiguë contre les institutions. Ceci se passe tous les jours et partout, peut-être fait-elle plus peur au système que toutes nos forces de militants politisés. A tous ceux-ci, la répression répond là où c'est le plus facile. Ceux qui ne cachent pas leur sympathie pour l'action directe et propagent leur méfiance contre les formes de protestations récupérables et réformistes, sont les premières cibles des attentions policières. A Pise, c'est à nous que c'est arrivé.

Vu que les activistes de Silvestre défendent toujours leurs idées sans peur, même quand le climat social conseillerait le contraire, voici les plaintes, les arrestations et la campagne de terrorisme médiatique. Inutile qu'ils les dépeignent comme plus ou moins cachés et soutiens de "terroristes" et ou comme vandales. Seuls les peureux et les calculateurs des différentes gauches ont feint de croire aux conneries écrites par la presse. Ceci les arrangeait bien avec leurs groupes en phase terminale pendant que la conscience croît toujours plus entre les rebelles du monde entier, que la question écologique est prioritaire dans tout projet crédible de changement social concret. La logique autoritaire du progrès industriel fait partie de l'ADN de la gauche légaliste et c'est la première raison pour laquelle un vide s'est créé autour d'elle.

Pas mal.

Maintenant les choses à faire sont toujours celles-là : continuer à diffuser ses propres idées sans s'autocensurer comme ils voudraient qu'on le fasse. Et organiser encore plus et mieux la croissance d'un mouvement radical qui puisse donner sa contribution à la protection et la sauvegarde de la planète et à la destruction de tous les oppresseurs.

Federico

[Traduit de l'italien par CS. Extrait de *Il Silvestre* n°11, août 2002, p.2. Silvestre — via del Cuore 1 — 56 100 Pisa]

NDLR : Dans la nuit du 4 au 5 septembre, un incendie a ravagé le siège pisain du syndicat CISL [équivalent de la CFDT]. Nouvelles intimidations médiatiques sur le retour du terrorisme, avec la mouvance "anarco-insurrectionnaliste" en cible principale. Nouvelles perquisitions de la Digos dans la maison de deux compagnons (le prétexte étant la recherche de drogue, ce qui permet l'absence de mandat d'un juge). Ils ont pris un jerrican, des vêtements, des tracts et des outils.



Le visage <amical> de l'Australie part en flammes et en fumée

(titre du journal australien *The Age*, 4 janvier 2003)

L'australie a connu du 27 au 30 décembre 2002 une vague d'émeutes et d'incendies qui ont ravagé cinq de ses sept centres de rétention. Si ce pays, comme beaucoup d'autres, possède une solide tradition de camps (des délinquants anglais déportés pour coloniser l'île-continent aux aborigènes jusque dans les années 60 [1], en passant par les prisonniers allemands fournis par les Etats-Unis pendant la guerre), il offre la particularité d'incarcérer pendant des années les immigrants dans d'immenses centres de rétention jusqu'à la décision concernant leur cas — souvent des demandes d'asile.

Les camps de rétention

C'est le gouvernement travailliste qui a décidé en 1992 d'incarcérer dans des camps de rétention l'ensemble des demandeurs d'asile débarquant sans papiers. Près de 3000 personnes y végètent actuellement, dont environ 600 mineurs. Les réfugiés proviennent pour un tiers d'afghanistan puis d'irak et du moyen-orient, le reste étant originaire d'asie. Depuis septembre 1997, leur gestion a été confiée à un groupe privé, l'Australasian Correctional Management (ACM), une filiale du groupe américain Wackenhut qui possède déjà 55 prisons dans sept pays. Bien entendu, ils ont tout loisir d'exercer leur cruauté avec la bénédiction de l'état australien. Cette firme a été absorbée en mai 2002 par le plus grand groupe mondial de sécurité privé, Group 4 Falck. Ce dernier gère notamment les centres de rétention en angleterre, dont celui de Yarl's Wood (nord de Londres) qui a brûlé en février 2002 suite à une révolte. Il possède aussi la prison australienne de Port Philip (à Melbourne) où il est régulièrement mis en cause pour le taux de "suicide" élevé des prisonniers. Depuis le 23 décembre 2002, il a remporté le marché des camps de rétention de ce pays pour un montant de 100 millions d'euros par an, en offrant des prix encore inférieurs à ceux d'ACM. Le ministre de l'immigration, Philip Ruddock, a même tenu à préciser que Group 4 serait payé en fonction de son rendement "*en termes d'émeutes et d'évasions*".

Car dans cette situation de délais insupportables sans perspective, de conditions concentrationnaires (des tentes dans le désert comme à Woomera, entourées de barbelés électrifiés et blindées de matons-vigiles et de caméras), tortures, soins médicaux défaillants (comme ce témoignage d'un réfugié qui est resté quinze jours avec une jambe cassée avant d'être soigné), les révoltes se multiplient.

En juin 2000, près de 700 réfugiés s'évadent des camps de Woomera, Curtin et Port Hedland puis se rendent dans les centres-villes pour protester contre leurs conditions. Suite à des manifestations depuis le 25 août devant le camp de Woomera, certains se révoltent, jettent des pierres contre les matons, incendient des bâtiments (réfectoire, école, nettoyage, "détente") dont celui de l'administration. "*Le 28 août, ils utilisaient les piquets de construction d'une seconde clôture comme des lances contre les matons tout en essayant de s'échapper à travers les trous dans la clôture*" [2].

En août 2000, des Chinois (principalement) fomentent une émeute qui blesse treize matons et cause des millions d'euros de dégâts en détruisant notamment trois bâtiments.

En janvier 2001, près de 180 réfugiés, pour la plupart du Moyen-Orient, attaquent les matons avec des briques et des barres de fer et prennent le contrôle du camp avant que la police intervienne.

Le 27 février 2001, 40 réfugiés s'attaquent aux matons pour protester contre l'expulsion de trois des leurs vers le Moyen-Orient. Le 3 avril 2001, 200 réfugiés du camp de Curtin "*abattent des clôtures intérieures, font des trous dedans, allument des feux et incendient entièrement deux préfabriqués*" selon la police [3].

En novembre 2001, nouvelle émeute à Woomera, trois bâtiments sont incendiés.



Outre les tentatives d'évasion individuelles ou certaines immolations par le feu suite à un refus d'asile, près de 350 réfugiés de Woomera entament une grève de la faim qui durera seize jours en janvier 2002 pour obtenir que le dossier des Afghans soit examiné et qu'ils ne soient plus renvoyés "chez eux" suite à la chute des Talibans. Cinquante d'entre eux s'étaient en plus cousus les lèvres et l'un d'eux s'était volontairement jeté dans les barbelés du haut d'un grillage. Le gouvernement a cédé, pour une fois seulement.

Enfin, suite à des mobilisations en mars 2002 devant le camp de Woomera, l'attaque extérieure des clôtures et les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre a permis à 35 sans-papiers de s'évader (15 sont toujours dans la nature) tandis qu'une cinquantaine s'était échappée le 27 juin 2002.

Face à tout cela, l'état n'est cependant pas resté inactif. Le 19 octobre 2001, un bateau sombre au large de l'australie mais dans les eaux internationales avec à son bord 424 personnes (dont 150 mômes). Ce pays avait refusé l'accostage du *Harapanindra* et l'avait renvoyé vers l'indonésie d'où il était parti. Des pêcheurs indonésiens ne récupéreront que 45 survivants de ce rafiot de 19,5 mètres de long sur 4 de large, de nombreuses heures après. Un des responsables de la police fédérale australienne Mick Keelty a refusé de répondre à toute question d'une commission d'enquête sénatoriale bidon au nom de "l'intérêt public".

En août 2001, le gouvernement australien l'avait joué plus finement : après avoir empêché le cargo norvégien *Tampa* d'accoster sur les côtes australiennes de l'île Christmas avec 460 afghans à son bord, il les a déportés vers le micro-état de nauru (où ils poirotent toujours). Puis un premier groupe de 800 et un second de 400 demandeurs d'asile y ont été déportés. C'est depuis cette date que la marine de guerre australienne empêche les bateaux de réfugiés de s'approcher, avec des conséquences possibles comme l'assassinat des centaines de personnes du *Harapanindra* deux mois après. Aujourd'hui, près de 2200 réfugiés (afghans, sri-lankais et irakiens) végètent dans des camps sur l'île de nauru (12 000 habitants sur 12 km^2), l'Alcatraz australien. Ce pays s'est enrichi entre 1919 et 1968 par l'exploitation de mines de phosphore et, désormais à cours de ressources (sans terre cultivable mais paradis fiscal), a volontiers accepté le deal de son voisin : l'épongement de sa dette (déjà 18 millions d'euros et d'autres à suivre avec la construction de nouveaux camps) et tous frais payés pour le fonctionnement des camps. L'australie a déjà versé 29 millions d'euros aux gouvernements de papouasie-nouvelle-guinée (autre état qui a déjà accepté 1000 réfugiés dans des camps australiens) et de nauru pour ce faire. Le budget s'élève à 170 millions d'euros et 120 sont prévus chaque année

pendant au moins cinq ans. Les îles de kiribati, palau et les îles cocos sont en pourparlers après le refus de fidji. La marine australienne emploie désormais cinq navires de guerre et quatre avions de reconnaissance uniquement pour chasser les bateaux de sans-papiers, en plus de ses garde-côtes. Enfin, les travaillistes et les conservateurs unis ont durci les lois sur l'immigration en septembre 2001, autorisant la marine à remorquer de force les bateaux ancrés dans ses eaux territoriales, instituant un visa de résidence renouvelable tous les trois ans pour les immigrés entrés clandestinement (et non plus l'espoir d'obtenir un permis de résidence) et interdisant le regroupement familial. Cette nouvelle loi, la déportation à nauru et la chasse du *Harapanindra* au prix de 353 assassinés ont subsidiairement permis au premier ministre John Howard d'être réélu pour un troisième mandat le 10 novembre 2001. Le 11 septembre 2001 ou l'attentat de Bali le 12 octobre 2002 (192 morts dont 88 australiens dans une boîte de nuit) n'ont ainsi que peu modifié la donne dans la continuité raciste de l'état australien. A une exception près : le gouvernement accuse maintenant les camps d' "héberger" des terroristes et a lancé une campagne anti- "terroriste" de trois mois le 29 décembre 2002 (voir affiche ci-contre [4]).



Les belles émeutes de décembre

Le climat était donc à son comble lorsque cinq des sept camps se sont embrasés, lorsque les prisonniers ont décidé une nouvelle fois de prendre leur destin en main.

Le vendredi 27 écembre, un premier incendie se déclenche au camp de Baxter, détruisant trois chambres et un bloc sanitaire du bâtiment Red 1. Les réfugiés sont transférés dans le bâtiment Red 2. Le camp de Baxter, situé à proximité de la ville de Port Augusta dans le sud de l'australie, est en projet depuis le 23 août 2001 et sa construction a été achevée un an plus tard. Bâti dans l'enceinte d'un terrain militaire, il est de type prison de haute sécurité, avec barbelés électrifiés, vidéosurveillance 24h/24, mitard (où on peut rester menotté avec un bandeau sur les yeux), tabassages et règlement intérieur blindé : demande écrite pour circuler à l'intérieur du camp, politesse obligatoire, etc. "*Depuis que l'on a comparé Woomera à un enfer, il n'y a plus de termes pour qualifier Baxter*", selon un prisonnier [5]. Le samedi 28 au soir, ce sont trois nouveaux feux allumés à partir des literies, du mobilier et des rideaux des bâtiments Red 2 qui embrasent le centre, détruisant cette fois partiellement le camp, 64 des 79 chambres (17 des 19 bâtiments) sont détruites ou endommagées. Le lendemain, un dernier incendie qui démarre à partir du réfectoire du quartier White 2 (où sont regroupés les détenus) tente d'achever le travail, 17 nouvelles chambres partent en fumée. Ce camp dernier-cri à peine construit pour une somme de 22,3 millions d'euros, subit là une première critique pratique pour le moins radicale de la part de ses 215 détenus (55 sont plus précisément accusés, ceux dont la demande de visa a été rejetée après appel) qui le rendent en grande partie inutilisable. 11 réfugiés et deux matons ont reçu des soins suite à l'inhalation de fumées toxiques, les premiers ayant été parfois obligés de demeurer à l'intérieur des bâtiments en feu par des gardes en tenue anti-émeute. La première réaction pleine de bon sens récupérateur est venue du directeur du bureau du développement local de Port Augusta, Andrew Eastick : "*Bon, il y aura clairement des retombées économiques même s'il est tragique que nous pensions en ces termes. Mais il y a évidement un travail de reconstruction et de déblaiement qui doit être fait, et la majeure partie de ce travail échouera à des entreprises et des gens du coin*".

Le camp de Port Hedland (à l'ouest de l'australie) est construit sur la base de bâtiments qui ont accueilli les célibataires des industries minières dans les années 60, à l'intérieur d'un quartier résidentiel. Il est devenu un camp de rétention en 1991, notamment à cause de la proximité d'un aéroport international permettant facilement les déportations. Le dispositif de sécurité a été considérablement renforcé en 2001 et le camp comptait 146 personnes réparties dans les 11 blocs au moment de l'émeute. Celle-ci débute dans la nuit du dimanche au lundi 30 décembre, suivant celle de Baxter. Le feu détruit un camion de pompiers, un énorme entrepôt (après effraction) et l'un des blocs d'habitation. Plusieurs maisons du voisinage ont dû être évacuées à cause de la fumée, deux matons soignés pour les mêmes raisons. 20 réfugiés sont spécifiquement sur la sellette. La moitié des 16 cellules du poste de police de South Hedland ont immédiatement été réservées par ACM (la boîte privée qui gère les camps), en attendant les premières enquêtes. En termes financiers, les dégâts sont plus importants qu'à Baxter (environ 1,7 millions d'euros).

Le troisième camp à s'embraser, après celui de haute sécurité de Baxter et celui qui sert de sas avant la déportation, Port Hedland, est Woomera (sud de l'australie). Selon le ministère de l'immigration, les émeutes dans les camps de rétention avaient déjà causé près de 2,8 millions d'euros de dégâts au cours des 18 derniers mois, dont les ¾ sont attribués à celles de Woomera. Construit en plein désert à 500 km d'Adelaïde à la fin des années 50 pour abriter les travailleurs qui ont construit un complexe de bureaux, ce site est devenu un camp en novembre 1999, continuellement agrandi et avec des dispositifs de sécurité en constante augmentation. Deux premiers feux sont allumés le dimanche 29 décembre au matin dans le bloc sanitaire (5 bâtiments abritant les toilettes sont réduits en cendres). Le lendemain soir, ce sont deux quartiers d'habitation (37 bâtiments) et deux réfectoires qui sont incendiés et partiellement ou totalement détruits. Les pompiers mettent plus de quatre heures à les éteindre. Les 130 réfugiés, principalement du moyen-orient et d'afghanistan, doivent être évacués vers un autre quartier inutilisé. Les dégâts sont encore supérieurs aux précédents, montant à 1,95 millions d'euros. 7 hommes sont immédiatement transférés en prison. Une vaste perquisition est menée dans le camp, pendant que les réfugiés passent deux jours assis et menottés sur le terrain de basket, sous le soleil brûlant de l'été et sans eau, de 10 heures du matin à 9 heures du soir. Les trois familles du camp sont transférées à Baxter alors que les autres, célibataires, subissent des pressions pour signer leur accord en vue d'une expulsion vers l'iran ou l'afghanistan (la plupart ont épuisé leurs recours, le tribunal ayant par exemple rejeté, au cours de sa session 2001-2002, 62 % des appels pour les afghans et 87 % pour les irakiens). Le téléphone a été coupé, les prisonniers interdits de courrier et sans possibilité de cantiner.

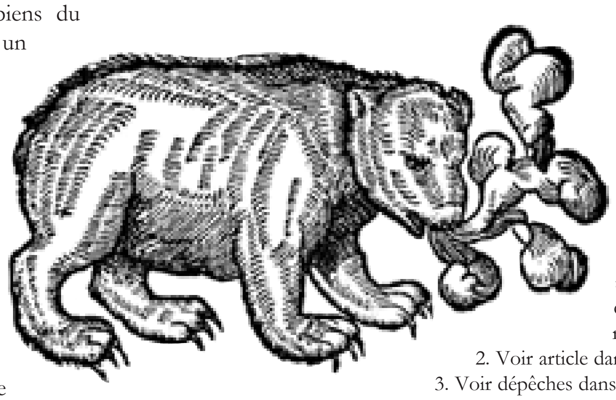
Le lundi 30 décembre, un soulèvement a lieu dans le camp de Perth. Un maton est blessé au visage. Au départ, la police a tenté de s'emparer de deux réfugiés qui devaient être conduits à l'aéroport pour y être déportés. Leur rébellion a provoqué la solidarité d'une quinzaine d'autres, ce qui a nécessité l'intervention de la police anti-émeutes. 4 personnes sont désormais accusées d'agression et de rébellion (à leur arrestation) et incarcérées.

Ce même jour, c'est un quatrième camp (après Baxter, Port Hedland, Woomera) de rétention qui prend feu. Le camp de Christmas Island est situé au large de l'australie, à 2400 km à l'ouest de Darwin, et à 550 km au sud de l'indonésie dans l'océan indien. C'est un bagne isolé où sont directement transférés les boat-people des bateaux arraisonnés dans les eaux australiennes (les autres sont repoussés par la marine de guerre australienne avant même de les atteindre). La quarantaine (?) de prisonniers mettent le feu en deux endroits, dont le réfectoire, et prennent le contrôle du camp, armés de piquets de tentes et de tuyaux. Les pompiers doivent donc dans un premier temps rester à l'extérieur, tandis que les anti-émeutes affrontent les réfugiés. "*Nous savons qu'aucun revolver n'a certainement pas été utilisé*" a déclaré Jenny Hoskin, porte-parole du ministère de l'immigration, ce qui augure tout de même de la vigueur de l'affrontement [6]. Après le rejet de leurs demandes de visa, les boat-people avaient déjà enflammé une première fois un bloc d'habitations et le hall du réfectoire le 7 décembre dernier. Très peu d'informations ont filtré dans la presse australienne sur la révolte dans cette île.

La dernière émeute, la plus violente aussi peut-être de ce week-end, s'est produite dans le camp de Villawood situé à Sydney. Ce camp comporte la particularité d'incarcérer les personnes dont le visa a expiré, celles qui ne remplissent plus les conditions (en dehors du quota fixé par emploi et nationalité, condamnation, travail au noir) et celles qui ont été interceptées dans les aéroports et les ports. Les réfugiés sont tous en attente d'expulsion, le nombre officiel étant de 513 (393 hommes, 88 femmes, 32 enfants). Les dégâts ont été moins importants que dans les autres, 280 000 euros, mais la révolte plus offensive : après avoir allumé six feux autour d'équipements surveillés dans la nuit du 31 décembre vers 10h30, 35 détenus ont tenté de s'évader en volant un véhicule de matons pour s'en servir comme bélier. Ils auraient été stoppés par un véhicule de police bloquant les portes. Ils ont également attaqué les matons avec des barres de fer. Selon un porte-parole

du camp, «*environ 60 à 80 "détenus" ont également mené une émeute dans une autre partie de Villawood*». De nombreux dortoirs et un bloc consacré aux loisirs (sport, ?) ont été détruits, les feux n'ont pu être éteints que trois heures après. 15 prisonniers ont ensuite été incarcérés dans les prisons de haute sécurité de Silverwater et Parklea (Sydney) pour émeute et tentative d'évasion. Leur nationalité montre notamment que la révolte peut dépasser les fausses divisions d'origine : chine, vietnam, espagne, turquie, jordanie, angleterre.

La première personne jugée sur les 39 incarcérées pour l'instant, Darren McCreadie (un britannique de 33 ans) a plaidé non coupable le 3 janvier 2003 devant un tribunal de Sydney. Extrait du camp de Villawood, il est accusé d'atteintes à la propriété de biens du Commonwealth, menaces de blesser un fonctionnaire, bagarre. Le tribunal a refusé la liberté sous caution, il sera jugé le 8 janvier. Quatre autres personnes de Villawood (un jordanien de 20 ans, un vietnamien de 38 ans, deux chinois de 28 et 45 ans) sont pour l'instant accusées des mêmes faits, avec en plus tentative d'évasion. Le 5 janvier, un néo-zélandais et un chinois ont été expulsés, le premier en relation avec la révolte du camp de Perth et le second de l'émeute de Villawood. Ce même jour, Mehran Shojaee (un iranien de 27 ans), incarcéré à la prison de Port Augusta après l'émeute de Woomera, passait au tribunal pour incendie volontaire. La liberté sous caution a été refusée (soit son retour au mitard du camp de Woomera), son jugement fixé au 17 février. Le casier de de ce révolté faisait état d'une évasion et de 10 "incidents violents" dans les camps de Curtin et Woomera au cours des 18 derniers mois. A cette occasion, le procureur fédéral général Daryl Williams s'est plaint que la police fédérale lui a rapporté que les enquêtes étaient difficiles parce qu'elles concernaient un grand nombre de personnes "*généralement non-coopératives*". Le total des dégâts causés par les émeutes dans tous les camps est désormais estimé à au moins 4,7 millions d'euros.



Frontières, état et capital

S'il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde (méprisables français — ou australiens — enfermés dans l'étroitesse de leur forteresse face aux barbares), il y aussi un nombre croissant de migrants dans des pays qui se croyaient à l'abri, comme l'italie (voir notre dernier numéro), l'espagne ou la grèce en europe, l'australie dans le pacifique. La réalité est également que la plupart des migrations concerne les pays "plus pauvres" entre eux (afrique-afrique ou asie-asie par exemple). L'absurdité des frontières pousse les états à vouloir sélectionner et contrôler la main d'œuvre sur leur sol, non pas à l'éliminer. Les prisons (souvent peuplées à moitié d'immigrés), les camps et autres centres de rétention sont là avant tout pour rendre ces exploités plus dociles, en tant que menace et châtiment, à précariser l'ensemble des exploités par un coût du travail toujours en baisse dans de vastes secteurs comme le bâtiment, la restauration ou la confection, une sorte de complément à la délocalisation par l'importation d'immigrés exploités directement sur le sol des états occidentaux.
Ce nomadisme, cette absence d'endroit pour se poser, qui touche également les grandes métropoles qui chassent les pauvres à leur périphérie, associée à une précarité, une clandestinisation de fait de celles et ceux sortent (par choix ou parce qu'elles/ils ne sont plus adaptéEs) de l'intégration par la misère salariée classique, est de plus en plus commune à de larges franges d'exploités par-delà les origines nationales. Et briser ces fausses divisions d'origine ou de religion, qui existent malgré une semblable condition de débrouille économique et impossibilité de vivre dans le cadre politique des états, passe par la révolte. Les discours, tiersmondistes comme antiracistes, ont depuis longtemps montré leur inanité face à une réalité qui ne trouvera pas de perspective dans le cadre démocrate : la solidarité dans la lutte contre ces conditions-là, comme exploités et aliénés (dépossédés de soi, affectivement, physiquement,...) qui se reconnaissent et ne veulent plus l'être, est aussi ce qui permettra de dépasser le carcan de droits qui n'ont jamais eu plus d'effectivité que le papier si facilement inflammable sur lequel ils sont inscrits.
Alors seulement, évitant en plus l'une des sales cartes que jouent les exploiteurs et leurs valets, le massacre des pauvres entre eux, chacunE pourra dépasser la révolte pour la survie afin de parvenir ensemble à l'entièreté de la vie même ; entrevoir un monde libéré de l'exploitation, de l'état et de l'argent, où le voyage — à l'inverse de la migration des marchandises que nous sommes touTEs — sera une façon de mélanger librement nos richesses individuelles. Que brûlent toutes les prisons, détruisons férocement ce monde, tant pis pour ses chiens de garde et autres collaborateurs !

Dimitri
7 janvier 2003

1. Après avoir été exterminés, les aborigènes ont été parqués dans des camps appelés réserves. La politique de créer une "australie blanche" date officiellement de 1901, les aborigènes sont reconnus citoyens australiens à partir de 1967 et peuvent circuler "librement". Ils représentent aujourd'hui par exemple 75 % des mineurs incarcérés dans le Territoire du Nord alors que ces derniers ne représentent que 32 % de la population mineure.
2. Voir article dans *Cette Semaine* n°82, jan/fév 2001, p.30
3. Voir dépêches dans *Cette Semaine* n°83, sept/oct 2001, p.11
4. L'affiche proclame "*Protégeons le style de vie australien d'une possible menace terroriste*", "*Soyons vigilants pour l'australie*" sur fond de plages. La campagne concerne aussi bien la presse, que la radio et la télévision. Le lendemain, le gouvernement recensait près de 500 appels téléphoniques. "*Le Premier ministre, John Howard, a encouragé lundi la population à appeler le numéro de téléphone mis en place pour cette campagne, indiquant que ces appels ne faisaient pas perdre leur temps à la police ou aux forces de sécurité australiennes*" (dépêche AP, en français, du 30 décembre 2002).
5. Voir article publié sur a-infos le 5 janvier 2003.
6. Dépêche Reuters (en anglais) du 31 décembre 2002.

[Nous avons retenu comme base de conversion : 1 euro = 1 US $ = 1,79 $ australien. Les chiffres concernant les réfugiés sont ceux du ministère de l'immigration, de la multiculturalité et des affaires indigènes (DIMIA). Par ailleurs, nos sources sont la presse australienne — notamment *The Age*, *ABC australia news*, *The Australian* —, et les dépêches d'agence (Reuters, AP, BBC news et Sydney Indymedia), ce qui doit relativiser les faits. De plus, on peut consulter les sites internet des ONGs qui suivent les camps (à titre d'info) : baxterwatch.net & porthedland.nomasters.org]

Lettre de prisonniers du camp de Baxter, Port Augusta

Nous tous, réfugiés, sommes venus en australie avec un tas d'espoir il y a quelques années. Nous avons besoin du soutien des australiens.

Nous devons vivre dans des centres fermés et faire face aux insultes, humiliations et agressions dans des conditions redoutables que nous haïssons.

Il est très clair que nous avons trouvé ici la folie et que nous sommes tous prêts à mourir.

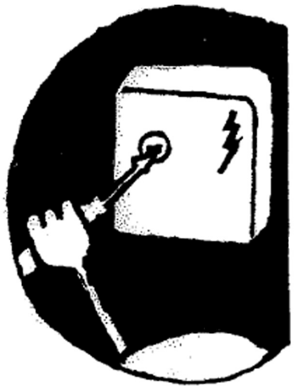
Les autorités australiennes profitent de nous pour des raisons politiques et économiques.

Nous en avons assez et nous devenons désespérés.

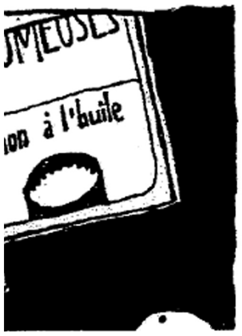
Nous sommes comme plongés dans une île inconnue loin de toute civilisation. Nous voulons simplement notre liberté. (...)

[lettre sortie par le biais d'avocats peu avant noël 2002]





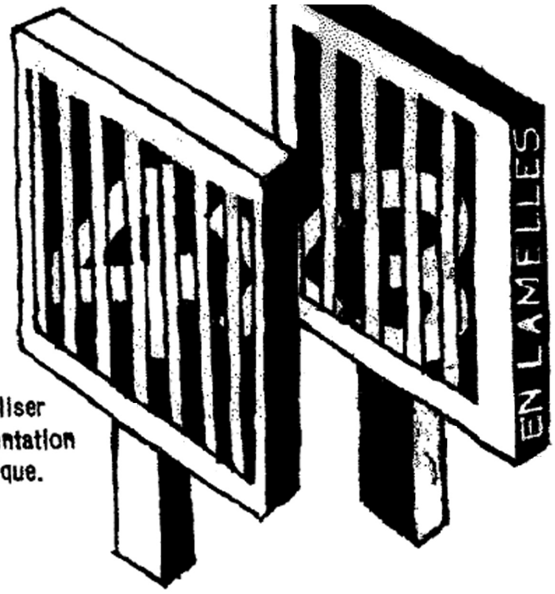
Le boîtier E.D.F. au pied du panneau s'ouvre très simplement avec un gros tournevis plat.



Couper le disjoncteur de préférence pendant le défilement.

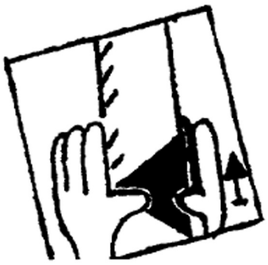


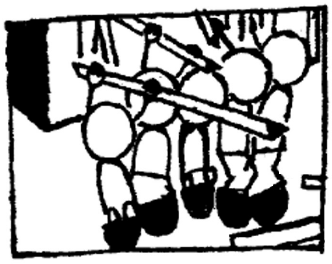
Pour un effet plus définitif, détruire le boîtier.



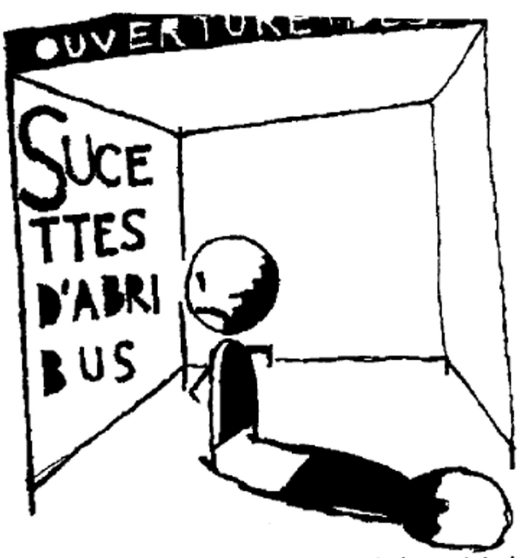
Neutraliser l'alimentation électrique.

Les lamelles peuvent s'arracher relativement simplement :
Placer ses pouces de chaque coté de la lamelle.
Pousser la lamelle vers le haut.





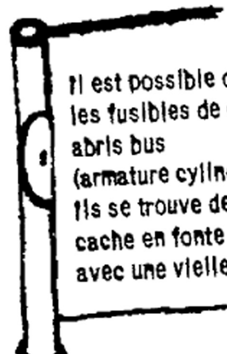
Une fois déboitée, arracher violement la lamelle.
et ainsi de suite...



Dégotter un tube en plastique de 30 cm de long et de 16 mm de diamètre (rayon électricité dans toutes les bonnes quincailleries).



Pousser et tourner. Ca s'ouvre.



Il est possible de piquer les fusibles de certains abris bus (armature cylindrique).
Ils se trouve derrière un cache en fonte qui s'ouvre avec une vielle clef.



Fabrication de la clef Gérèm :



2 tiges en métal.
4 coups de meuleuse au bout d'une des tiges pour obtenir une forme carrée de 4/4 mm.
1 coup de soudure. Ca y est.

On peut maintenant accéder aux pubs sous verre.



Challenge : Retourner toutes les pubs du wagon (4 placards, 4 bandeaux, 2 oriflammes) entre 2 stations.

Attention! Dans la voiture de tête, le chauffeur peut voir le publicidaire en action et alerter la "sécurité".
Le long des couloirs, le disjoncteur des sucettes est juste au dessus.

Ricardo Flores Magón participe dès l'âge de 19 ans aux manifestations contre le dictateur mexicain Pofirio Díaz, ce qui lui vaut son premier séjour en prison en 1892. Le journal *Regeneración* est fondé en août 1900 tandis que le "parti libéral", d'opposition, tient son congrès l'année suivante. La Cour suprême du mexique rend un arrêt en juin 1903 qui interdit par avance toute publication où apparaîtrait son nom, après les interdictions successives de journaux dont il avait la charge.

En janvier 1904, c'est l'exil aux états-unis avec son frère Ricardo. Ils créent à partir de St Louis (Missouri) la Junte organisatrice du parti libéral mexicain, qui prépare de façon conspiratrice rébellion et insurrection. Après un séjour dans les geôles américaines (octobre 1905), R. Flores Magón et ses compagnons d'exil lancent un soulèvement armé généralisé au mexique. Malgré de violents combats à Acayucan, Minatitlán et Puerto Mexico, c'est l'échec. Sa tête est mise à prix 25 000 dollars aux états-unis. Il est incarcéré avec de nombreux magonistes de 1907 à 1910, devient définitivement anarchiste et fait reparaître *Regeneración* à sa sortie de prison. La révolution a éclaté au mexique, les groupes d'assaut magonistes envahissent la Basse-Californie en janvier 1911 et s'emparent de Mexicali et Tijuana. L'intervention militaire américaine les oblige à renoncer à établir un communisme libertaire.

Il est à nouveau incarcéré dans ce pays de 1911 à 1914. Le second manifeste du parti libéral, franchement anarchiste, sort en septembre 1911. *Regeneración* tire alors à 30 000 exemplaires. A sa sortie de prison en janvier 1914, Madero a remplacé Díaz depuis novembre 1911 à la tête du mexique, la guerre entre "usurpateurs de la révolution" continue toujours. Suite à une campagne de *Regeneración* contre Carranza, alors aux prises avec la guerilla zapatiste qui contrôle l'état de Morelos, Flores Magón reprend un an de travaux forcés en mars 1916. Peu après sa sortie, il cosigne un manifeste contre la guerre en europe et prend 20 ans de bagne en novembre 1918 pour défaitisme. Il meurt au pénitencier de Leavenworth (Kansas) le 20 novembre 1922 à l'âge de 49 ans.

Il ne faut pas former une masse, inutile de reproduire les préjugés, les préoccupations, les erreurs et les coutumes qui caractérisent les foules aveugles. La masse est fermement convaincue qu'il lui faut un chef ou un guide pour la mener à son destin. Vers la liberté ou vers la tyrannie, peu importe : elle veut être guidée, avec la carotte ou avec le bâton.

Cette habitude si tenace est source de nombreux maux nuisibles à l'émancipation de l'être humain : elle place sa vie, son honneur, son bien-être, son avenir, sa liberté entre les mains de celui qu'elle fait chef. C'est lui qui doit penser pour tous, c'est lui qui est chargé du bien-être et de la liberté du peuple en général comme de chaque individu en particulier.

C'est ainsi que des milliers de cerveaux ne pensent pas puisque c'est le chef qui est chargé de le faire. Les masses deviennent donc passives, ne prennent aucune initiative et se traînent dans une existence de troupeau. Ce troupeau, les politiques et tous ceux qui aspirent à des postes publics le flattent au moment des élections pour ensuite mieux le tromper une fois qu'elles sont passées. Les ambitieux le trompent à coups de promesses au cours des périodes révolutionnaires pour récompenser ensuite ses sacrifices à coups de pieds une fois la victoire obtenue.

Il ne faut pas former une masse. Il faut former un ensemble d'individus pensants, unis pour atteindre des fins communes à tous mais où chacun, homme ou femme, pense avec sa propre tête et s'efforce de donner son opinion sur ce qu'il convient de faire pour réaliser nos aspirations communes, qui ne sont autres que la liberté et le bien-être de tous fondés sur la liberté et le bien-être de chacun. Pour parvenir à cela, il est nécessaire de détruire ce qui s'y oppose : l'inégalité. Il faut faire en sorte que la terre, les outils, les machines, les provisions, les maisons et tout ce qui existe, qu'il s'agisse du produit de la nature ou de l'intelligence humaine, passent du peu de mains qui les détiennent actuellement aux mains de tous, femmes ou hommes, pour produire en commun, chacun selon ses forces et ses aptitudes, et consommer selon ses besoins.

Pour y parvenir, nul besoin de chefs. Bien au contraire, ils constituent un obstacle puisque le chef veut dominer, il veut qu'on lui obéisse, il veut être au-dessus de tout le monde. Jamais aucun chef ne pourra voir d'un bon œil la volonté des pauvres d'instaurer un système social basé sur l'égalité économique, politique et sociale. Un tel système ne garantit pas aux chefs la vie oisive et facile, pleine d'honneur et de gloire, qu'ils souhaitent mener aux dépends des sacrifices des humbles.

Ainsi donc, frères mexicains, agissez par vous-même pour mettre en pratique les principes généreux du manifeste du 23 septembre 1911 [1].

Nous ne nous considérons pas comme vos chefs, et nous serions attristés que vous voyiez en nous des chefs à suivre sans lesquels vous n'arriveriez pas à agir pour la révolution. Nous sommes sur le point d'aller au bagne, non parce que nous sommes des criminels, mais parce que nous ne nous vendons ni aux riches ni à l'autorité, parce que nous ne voulons pas devenir vos tyrans en acceptant des postes publics ou des liasses de billets de banque pour nous convertir en bourgeois et exploiter vos bras. Nous ne nous considérons pas comme vos chefs mais comme vos frères, et nous irons au bagne le cœur plus léger si, en vous comportant comme des travailleurs conscients [sic], vous ne changiez pas d'attitude face au capital et à l'autorité. Ne soyez pas une masse, mexicains, ne soyez pas la foule qui suit le politique, le bourgeois ou le caudillo militaire. Pensez chacun avec votre tête et œuvrez selon ce que dicte votre pensée.

Ne vous découragez pas lorsque nous serons séparés par les noires portes du bagne, car seules nos paroles amicales vous manqueront, rien de plus. Des compagnons continuent à publier *Regeneración* : offrez-leur votre aide pour poursuivre cette œuvre de propagande qui doit être toujours plus vaste et plus radicale.

Ne faites pas comme l'année dernière lorsqu'on nous a arrêtés et que votre enthousiasme s'est refroidi, que s'est affaiblie votre volonté de participer *par tous les moyens possibles* à la destruction du système capitaliste et autoritaire, et que seuls quelques uns sont restés fermes. Soyez fermes à présent ! Ne restez pas focalisés sur nos personnes et, avec un brio renouvelé, offrez votre aide matérielle et personnelle à la révolution des pauvres contre les riches et l'autorité.

Que chacun d'entre vous soit son propre chef pour que nul n'ait besoin de vous pousser à continuer la lutte. Ne nommez pas de dirigeants, prenez simplement possession de la terre et de tout ce qui existe, produisez sans maîtres ni autorité.

La paix arrivera ainsi en étant le résultat naturel du bien-être et de la liberté de tous. Si, à l'inverse, troublés par la maudite éducation bourgeoise qui nous fait croire qu'il est impossible de vivre sans chef, vous permettez qu'un nouveau gouvernant vienne une fois encore se poser au-dessus de vos fortes épaules, la guerre continuera parce que les mêmes maux continueront à exister et à vous faire prendre les armes : la misère et la tyrannie.

Lisez notre manifeste du 23 septembre 1911 !
Mort au capital !
Mort à l'autorité !
Terre et Liberté !

Regeneración, 15 juin 1912

1. Ce manifeste est le première déclaration ouvertement anarchiste du groupe magoniste. Il se proposait d'abolir la propriété et toute forme d'autorité, ainsi que d'instaurer une société de producteurs libres.